



FRANCE
CE QUE MACRON
DOIT CHANGER

IRLANDE DU NORD — JOUR DE VOTE
HISTORIQUE ÉTATS-UNIS — VERS LA FIN
DU DROIT À L'AVORTEMENT ?



Courrier
international

N° 1644 du 5 au 11 mai 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-
Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €, Italie
5,40 €, Japon 850 ¥, Maroc 43 DH,
Pays Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40
€, Sénégal 3400 F CFA, Suisse 6,80
CHF, TOM 850 XPF, Tunisie 770 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

UKRAINE LE BRAS DE FER

*Les États-Unis et la Russie sont-ils
au bord d'une confrontation directe ?
Joe Biden fait monter la pression
et inquiète la presse étrangère.*

M 03183 - 1644 - F: 4,50 €





Devenons l'énergie qui change tout.

THOMAS PRODUIT DES FROMAGES DEPUIS TOUJOURS, ET DE L'ÉLECTRICITÉ DEPUIS CE MATIN.

Le groupe EDF aide chaque entreprise à produire
et à consommer sa propre énergie.



RCS PARIS 552 081317



FOURNISSEUR OFFICIEL
D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

L'énergie est notre avenir, économisons-la!



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Ukraine : le bras de fer

p. 26

Si quelqu'un a l'intention de faire peser des menaces inacceptables sur la sécurité stratégique de la Russie, il doit savoir que notre riposte sera rapide et foudroyante. La réponse de la Russie sera immédiate et entraînera des conséquences que vous n'avez encore jamais subies au cours de votre histoire" : rapportées par le site russe **Gazeta.ru**, les déclarations faites par Vladimir Poutine devant le Parlement de Russie, le 27 avril, font froid dans le dos. Ce n'est pourtant pas la première fois que Moscou évoque une telle riposte, potentiellement nucléaire. Est-ce un simple coup de bluff, une menace réelle ou un signe de faiblesse? Sans doute un peu des trois à en croire les articles

qui se multiplient dans la presse étrangère sur le risque d'une troisième guerre mondiale. Comment en est-on arrivé là? Depuis le 24 février et l'invasion de l'Ukraine, aucun signe de désescalade, bien au contraire. Désormais en première ligne, Washington se prépare à une guerre de longue haleine. Joe Biden, qui avait affirmé, au début de la guerre, "sa volonté de ne pas en faire une confrontation entre la Russie et les États-Unis", a radicalement changé de position, explique **The New York Times**. C'est ce basculement que nous avons voulu décrypter dans le dossier de cette semaine. Il ne s'agit pas d'inverser les rôles mais de comprendre à quel point la nouvelle stratégie américaine de confrontation directe avec la Russie peut s'avérer "périlleuse", pour citer encore le **New York Times**. Au total, les Américains ont déjà débloqué plus de 3,7 milliards de dollars pour l'aide militaire à l'Ukraine. Le 28 avril, c'est une rallonge de 33 milliards de dollars que Joe Biden

a demandée au Congrès. "L'arsenal de la démocratie", selon les termes de Paul Krugman dans un autre article du **New York Times** traduit sur notre site, pourra-t-il rééquilibrer le rapport de forces sur le terrain? Le chroniqueur veut le croire. "À en juger par la façon qu'a le Kremlin de s'en prendre au monde extérieur, en émettant des menaces terribles mais vagues à l'encontre de l'Occident et en prenant des décisions autodestructrices sous le coup de la colère, coupant les livraisons de gaz naturel à la Pologne et à la Bulgarie, on peut supposer qu'il y a au moins quelqu'un à Moscou qui redoute que le temps ne joue pas en faveur de la Russie", écrit-il. Cela reste à voir. La surenchère américaine, qui entraîne dans son sillage les Européens, à commencer par l'Allemagne, ne fait pas l'unanimité. Si la **Frankfurter Allgemeine Zeitung** salue la décision de Berlin de livrer des chars antiaériens à l'Ukraine, en Italie, l'hebdomadaire de gauche **The Post Internazionale**

dénonce, lui, une course au réarmement imposée à l'Europe par "Maman Amérique" : "Qu'avons-nous à voir, nous, les Européens, avec cette guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie?" Tout aussi virulent, l'éditorial du **Renmin Ribao** s'en prend à la volonté d'hégémonie des États-Unis. Ce temps-là est révolu, s'insurge l'organe du Parti communiste chinois. "En jetant de l'huile sur le feu, les États-Unis cherchent à faire durer le conflit russo-ukrainien", écrit le quotidien. Washington prétend donner des leçons à la terre entière, poursuit l'éditorial, or "s'il y a bien un pays qui n'hésite pas à mettre en péril l'ordre international et à piétiner ses règles, ce sont les États-Unis". Le point de vue est sans doute radical mais il est très instructif quant à la position de Pékin, qui veut à tout prix ménager ses relations avec l'Europe. Autre article éclairant, celui écrit par deux politologues russes dans **Nezavissimaïa Gazeta**. "Les États-Unis considèrent la confrontation au cœur de laquelle

se trouve l'Ukraine non comme un conflit régional mais comme une occasion d'infliger une défaite stratégique à la Russie", déplorent les auteurs. Or, il est temps que la diplomatie reprenne ses droits, plaident-ils. Car il n'y a plus aujourd'hui de canaux de communication entre Moscou et Washington. À quoi tout cela peut-il aboutir? "À une division du monde en deux blocs, estime le **Los Angeles Times**, un groupe sous la férule des États-Unis, l'autre de la Chine et de la Russie." Dans un article sur notre site, l'hebdomadaire **De Groene Amsterdammer** arrivait à cette conclusion : "Les responsables politiques et militaires devront réapprendre la guerre froide – plus que tout, ils devront réapprendre à contenir la guerre froide."

En couverture :
Ukraine : Illustration d'**Alex Williamson**, Royaume-Uni pour **Courrier international** (d'après photos AFP).
Emmanuel Macron : Dessin d'**Alex**, Suisse.



Sommaire



ÉCONOMIE p.34

Roulette russe sur le gaz en Europe

Le 27 avril, Gazprom coupait le gaz à la Bulgarie et à la Pologne. L'UE prépare la parade. Le risque d'une crise majeure n'a jamais été aussi grand, alerte **The Economist**.

FRANCE P.10

Emmanuel Macron va devoir changer

Le président français, réélu le 24 avril, doit être plus attentif aux divisions du pays et à l'écologie. Tout en restant le démocrate européen qu'il a su être. En est-il capable? se demande la presse étrangère.

PHOTOGRAPHIE P.38

Les pulsations du Tonlé Sap

Le grand lac cambodgien affiche un niveau d'eau historiquement bas. Le photographe Calvin Chow a documenté la vie des pêcheurs qui y vivent et en dépendent.

ÉTATS-UNIS p.6

Sans droit à l'IVG, serons-nous encore un pays libre?

Une fuite l'a confirmé : la Cour suprême compte annuler le droit constitutionnel à l'avortement. Une liberté fondamentale va disparaître, dénonce cette chroniqueuse américaine dans **The Guardian**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- The Atlantic** Washington, mensuel.
- AyiboPost** (ayibopost.com) Port-au-Prince.
- Bilten** (bilten.org) Zagreb, en ligne.
- Cesky Rozhlas** (irozhlas.cz) Prague, en ligne.
- CNN** (edition.cnn.com) Atlanta.
- Daraj** (daraj.com) Beyrouth.
- Deutsche Welle** (dw.com) Bonn.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- Financial Times** Londres, quotidien.
- Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien.
- The Guardian**, Londres, quotidien.
- The Indian Express** Bombay, quotidien.
- Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien.
- Mail & Guardian** Johannesburg, hebdomadaire.
- Nature** Londres, hebdomadaire.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Nezavissimaïa Gazeta** Moscou, quotidien.
- The Observer** Londres, hebdomadaire.
- Renmin Ribao** Pékin, quotidien.
- Scroll.in** (scroll.in) New Delhi, en ligne.
- Le Temps** Genève, quotidien.
- The Times** Londres, quotidien.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. États-Unis. Sans droit à l'IVG, serons-nous encore un pays libre ?

8. Controverse. Fallait-il exclure les joueurs russes de Wimbledon ?

D'un continent à l'autre

10. France. Emmanuel Macron va devoir changer

14. Irlande du Nord.

Le blues des unionistes

15. Slovaquie. Robert Golob, nouveau messie du libéralisme

16. Yémen. Où est ce Dieu que ma mère implore ?

18. Afrique du Sud.

Respirer sans danger, un droit constitutionnel

22. Haïti. À l'école, cheveux crépus malvenus

24. Inde. La petite musique de haine de l'hindutva

À la une

26. Biden-Poutine.

Le face-à-face

Transversales

34. Économie. Roulette russe sur le gaz en Europe

36. Logiciel. Steve Wozniak, la tête dans les débris spatiaux

37. Sciences. Trop de tests sur les embryons

360°

38. Portfolio. Les pulsations du Tonlé Sap

42. Plein écran. Une leçon de bonheur brut

44. Culture. Le livre, cet étrange objet de résilience

46. Histoire. L'histoire des conquistadors devenus esclaves



SUR NOTRE SITE

La France vue de l'étranger. Comment construire l'union de la gauche ?

La France insoumise et Europe Écologie-Les Verts ensemble ! Le rêve de Jean-Luc Mélenchon se concrétise mais, malgré cette alliance en vue des législatives, il reste pas mal de points à régler si l'accord doit réellement concerner toute la gauche. Décryptages et analyses de la presse étrangère.

Investigations. Les méthodes de travail de Bellingcat sur la guerre en Ukraine

En croisant images satellite et autres données libres d'accès sur Internet, le fondateur de l'agence Bellingcat a inventé l'enquête en sources ouvertes. Il livre au **Telegraph**, grand journal conservateur britannique, ses méthodes pour contrer la désinformation en temps de guerre.

Rendez-vous. Modern Love : l'océan de solitude de la mère célibataire

Ce dimanche, dans la chronique phénomène du **New York Times** sur l'amour et la famille, une femme raconte les épreuves (et les joies) d'un parent isolé.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



NOTRE HORS-SÉRIE

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation ?
Qu'est-ce qui nous divise ?
La France racontée par la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

RCO22BA0001A

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Mai 2022. Commission paritaire n° 0722C82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 33) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezuquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechal (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivore (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béliciel (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérolid, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Lionel Blot, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Le Callet, Camille Dalicieux, Frédéric Dalléas, Marie Daoudal, Geneviève Deschamps, Corinne Duqueyroi, Jeanne Fournier, Cécile Le Liboux, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Éléonore Nicolas, Florent Normand, Isabelle Taudière, Rachel Teysandier, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 0157282000 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 83) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52), Blandine Mosnat Comptabilité 0148884551 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (0157282220) Chef de produits Valentin Moreau (0157283399) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Van, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-485, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Émissions : Ptot = 0,0083 kg/tone de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org
10-31-1282

ACPM

BIENVENUE DANS UNE AUTRE GRANDE-BRETAGNE

©VisitBritain/Alicia Paige



visitbritain.com



7 jours dans le monde

États-Unis. Sans droit à l'IVG, serons-nous encore un pays libre ?

Une fuite l'a confirmé : la Cour suprême compte annuler le droit constitutionnel à l'avortement. Une liberté fondamentale va disparaître, dénonce cette chroniqueuse américaine.



—The Guardian (extraits) Londres

C'est la pire chose qui pouvait arriver : selon un document de travail publié par *Politico*, la Cour suprême s'est prononcée en faveur de l'annulation de l'arrêt *Roe v. Wade*, ainsi que de son pendant, *Planned Parenthood v. Casey*. Lorsqu'il sera rendu officiel, probablement le mois prochain, ce jugement historique aura pour conséquence de rendre l'avortement immédiatement illégal dans environ 26 États.

Cette version préliminaire de l'arrêt, rédigée par Samuel Alito, le membre le plus hargneux de l'aile ultra-conservatrice de la Cour suprême, va remettre en cause cinquante années de jurisprudence et annuler une décision historique qui a eu un profond impact sur la doctrine juridique américaine, sur le droit et sur des millions de vies. Par cette décision, les femmes ne seront plus maîtresses de leur corps, et seront soumises aux idées que les hommes s'en font. Ce jugement inique va affaiblir notre pays, le rendre moins vivant, plus cruel et plus bête.

Avant l'examen de l'affaire *Dobbs v. Jackson* par la Cour suprême, cette loi du Mississippi qui interdit l'avortement après quinze semaines, certains observateurs – des hommes surtout – jugeaient peu probable que cette affaire conduise à une annulation de *Roe v. Wade*. Ils assuraient sans sourciller que des juges récemment nommés comme Amy Coney Barrett ou Neil Gorsuch étaient des modérés, ou que le président de la Cour suprême, John Roberts, tempérerait les ardeurs de ses collègues les plus misogynes.

Mais après l'audience du 1^{er} décembre, même ces experts toujours si pondérés avaient dû reconnaître que l'annulation de *Roe v. Wade* était plus que probable. Pourquoi les femmes avaient-elles besoin d'avorter, s'interrogeait Amy Coney Barrett, puisque les lois sur les services d'adoption

permettent aux mères d'abandonner leur nouveau-né sans être arrêtées? Kavanaugh avait égrené une longue liste de toutes les décisions que la Cour avait annulées dans le passé. C'était une farce, un festival de misogynie, une parodie de toute interprétation sérieuse du droit. *Roe* allait être annulé, cela ne faisait aucun doute.

D'une certaine manière, la fuite dans la presse de ce document ne nous a rien appris que nous ne savons déjà : nous vivons les derniers jours de la liberté des femmes à disposer de leur corps en Amérique, et la plupart des États vont bientôt interdire complètement l'avortement, ou le rendre si compliqué qu'il sera inaccessible sur leur territoire. Mais avec cet arrêt rédigé par Alito, la Cour suprême ne s'est jamais montrée d'un extrémisme aussi odieux.

Non content de remettre en cause les arrêts *Roe* et *Casey*, cet avis exprime un total mépris envers l'idée que la Constitution protège le droit des femmes à disposer de leur corps. Il traduit une conception rigide, figée dans le temps, des droits individuels, revenant à affirmer que seules les libertés consacrées par un solide précédent historique et explicitement énoncées dans le texte de la Constitution seront reconnues par la Cour suprême.

Voilà une interprétation qui, si elle est menée à son terme logique, éradiquerait de nombreux autres droits reconnus par

la plus haute juridiction des États-Unis, notamment la contraception, le mariage gay et la dépenalisation de l'homosexualité. Les réactionnaires de la Cour suprême ne se contenteront pas de mettre fin à l'avortement légal. Ils trouveront d'autres façons cruelles de malmenier, d'abîmer et de limiter la vie des Américains.

L'avortement a si souvent été qualifié de question politique qu'on perd de vue la dignité fondamentale que ce droit apporte aux femmes, et plus largement à l'ensemble de la population. Que l'État fédéral oblige une femme à être enceinte n'est pas du même ordre que de la contraindre à payer ses impôts. Cet événement n'a pas lieu dans un tribunal, il n'est pas comptabilisé dans un bilan : il a lieu dans le corps de la femme.

Cruel et discriminatoire. La question qui vient à l'esprit est de savoir si la moitié de la population va rester maîtresse de ses entrailles, ou si les pouvoirs publics peuvent être invasifs, cruels, au point d'imposer leur volonté jusque dans le corps des citoyens. On peut aussi se demander si les Américaines vont encore pouvoir choisir librement si elles veulent des enfants, décider de leur vie – ou si cette liberté peut leur être refusée du fait de leur sexe.

En rendant l'avortement illégal, la Cour suprême impose à la moitié de la population un statut juridique si cruel, si personnel, si discriminatoire, que celles qui en relèveront ne sauraient être considérées comme étant libres. Y a-t-il quelque chose de plus précieux en démocratie que la liberté de disposer de son propre corps? Sans un tel droit, pourrions-nous encore estimer que nous sommes dans un pays libre?

—Moira Donegan
Publié le 3 mai

↳ Dessin de Kopelnitsky, États-Unis.

Pour une pêche raisonnable

AFRIQUE DU SUD — La pêche au drone, qui permet de lever de grosses prises au large tout en restant sur la terre ferme, est désormais interdite sur le territoire sud-africain, où ce loisir était en pleine expansion, rapporte l'hebdomadaire *Mail & Guardian*. Le 12 avril, un tribunal a débouté des fabricants de ce type d'engins qui contestaient une note du ministère de l'Environnement interdisant leur utilisation dans le cadre de la pêche à la ligne, estimant que la pratique accroît la pression sur certaines espèces menacées comme les requins.

Retour vers le futur



PHILIPPINES — "Tel père, tel fils ?" s'interroge **Nikkei Asia** en couverture. Ferdinand Marcos Jr, dit "Bongbong",

filis de l'ancien dictateur qui a dirigé l'archipel pendant vingt ans jusqu'à son renversement en 1986, est le favori de l'élection présidentielle qui doit se tenir le 9 mai. Un retour en grâce qui s'explique notamment par la désillusion de la population, dont un quart vit sous le seuil de pauvreté, et une intense campagne menée sur les réseaux sociaux auprès des jeunes n'ayant pas connu la dictature.

Le peau de l'ours et le climat

CANADA — Le 30 avril, un ours polaire aurait été aperçu en Gaspésie, région du Québec située au sud du fleuve Saint-Laurent. La présence de l'animal dans cette zone est un phénomène peu fréquent, mais qui risque d'arriver de plus en plus souvent en raison du réchauffement climatique, s'inquiète un biologiste sur le site du *Journal de Montréal*. Parmi les hypothèses : "L'animal aurait pu se séparer de la glace de mer en chassant. [Puis] aurait très bien pu nager jusqu'en Gaspésie". Le lendemain, la Sûreté du Québec annonçait que l'ours avait été "neutralisé".

La race, toutou much



ÉTUDE — En couverture de l'édition de **Science** datée du 29 avril, une galerie de portraits de chiens. Dans ses pages intérieures, une étude qui balaie une idée reçue. Non, le comportement des chiens – “des labradors affectueux aux pitbulls agressifs” – n'est pas déterminé par leur race. Celle-ci n'est à l'origine que de 9 % des différences comportementales qui pourraient exister entre deux chiens. En réalité, “l'environnement semble jouer un rôle bien plus prépondérant que le pedigree”, explique la revue scientifique américaine.

Le suicide criminalisé

JORDANIE — Le Parlement a adopté le 25 avril un amendement au Code pénal punissant d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à six mois et/ou d'une amende pouvant s'élever à 100 dinars [130 euros] toute tentative de suicide dans un lieu public. Cette décision, qui “fait l'objet de critiques” de la part d'experts, souligne **Jordan Times**,

intervient quelques mois après que des jeunes diplômés ne trouvant pas de travail ont menacé de mettre fin à leurs jours lors d'un sit-in non loin d'Amman.

“Sexminster”

ROYAUME-UNI — Semaine noire pour le Parlement britannique. Dimanche 24 avril, le tabloïd **The Mail on Sunday** a accusé la députée et numéro deux du Parti travailliste, Angela Rayner, de chercher à “déstabiliser” le Premier ministre Boris Johnson pendant les séances à la Chambre des communes en croisant et décroisant les jambes à la manière de l'actrice Sharon Stone dans le film *Basic Instinct*. Des insinuations qui ont suscité l'indignation outre-Manche. Deux jours plus tard, c'est de l'autre côté du spectre politique qu'est venu le scandale. Lors d'une réunion le 26 avril, deux députées conservatrices “se sont plaintes d'avoir surpris l'un de leurs collègues en plein visionnage porno dans la Chambre”. Suspendu peu après, le député en question, Neil Parish, a fini par démissionner après s'être défendu d'une manière “déli-rante”, rapporte **The Daily Telegraph** : il a soutenu qu'il était “tombé sur le contenu pornographique en cherchant des engins agricoles”.

↓ “La glorieuse stratégie ‘zéro Covid’ de Xi Jinping”. Dessin de **Schot**, Pays-Bas.

CHINE

Les failles béantes de la stratégie “zéro Covid”

La politique chinoise du “zéro Covid” se révèle inefficace et met en danger l'économie du pays. Le président Xi Jinping demeure sourd aux remises en question.

La politique “zéro Covid” du président chinois, Xi Jinping, est-elle toujours tenable? La question se pose franchement au vu des conséquences économiques d'une telle stratégie, souligne le magazine **Nikkei Asia**. “Cette politique fait peser un poids de plus en plus lourd sur l'activité économique. Certains analystes estiment que la croissance chinoise pourrait se limiter à 3 % pour 2022, la plaçant derrière celle des États-Unis.”

Quarante-quatre des 100 plus grandes villes chinoises appliquent une sorte de confinement. Or il s'agit des métropoles dans lesquelles est produit un tiers du PIB de la Chine, selon les données du cabinet de Hong Kong Gavekal Dragonomics. Pour autant, aucun signe n'indique que Pékin envisage de revenir “sur ses mesures strictes visant à éradiquer toute trace du virus, alors que, dans le même temps, le reste du monde apprend pourtant à vivre avec”. Le ras-le-bol des habitants de Shanghai, confinés depuis la fin de mars et souffrant notamment de la faim, ou encore la menace d'un confinement de Pékin, où le variant Omicron a été identifié à partir

du 22 avril et où des quartiers sont déjà placés sous quarantaine, ne semblent, pour le moment, pas infléchir les autorités chinoises.

Officiellement, la Chine a comptabilisé environ 5 000 morts, contre 1 million aux États-Unis, rappelle le **New York Times**.

Un argument qui permet à Pékin de présenter l'efficacité de la politique du “zéro Covid” comme un signe de la supériorité du

système de parti unique sur les démocraties occidentales. Mais, poursuit le quotidien américain, cette “forteresse épidémiologique” est fragile face au variant Omicron. D'autant que seuls 50 % des 80 ans et plus ont été vaccinés, et qu'un tiers seulement d'entre eux ont reçu une troisième dose.

Pour Xi Jinping, qui briguera un troisième mandat à la tête du parti communiste et de l'État à la fin de cette année, l'enjeu est de taille, indique le **Financial Times**. “Son image de dirigeant compétent pourrait être sérieusement remise en cause si le gouvernement perdait le contrôle du Covid ou échouait à contenir une grave crise économique”, alerte le quotidien britannique. Un conseiller du gouvernement chinois, qui a souhaité garder l'anonymat, a confié au **Financial Times** combien il est difficile de faire comprendre au Grand Leader que sa politique “zéro Covid” n'est plus efficace. Même à des moments cruciaux du confinement de Shanghai, Xi est apparu au mieux sourd, au pire ignorant des conditions réelles dans lesquelles vivait la capitale économique du pays, précise ce conseiller. Pour celui-ci, “la situation en Chine est désormais plus grave qu'elle ne l'a été quand le Covid s'est propagé pour la première fois, au début de 2020”.

— **Courrier international**



3000

OBJETS VOLÉS DANS LES MUSÉES. L'Ouzbékistan fait face à “un vol massif d'artefacts dans les musées” et ce, depuis plus de trente ans, rapporte le site **Eurasianet**. Depuis l'accession de ce pays postsoviétique à l'indépendance, en 1991, “quatorze musées ont perdu quelque 3 000 objets d'une grande valeur culturelle, pour un montant total estimé à 355 millions de dollars”, a affirmé le 26 avril le président, Chavkat Mirziyoyev. Il a ordonné la création d'un “inventaire numérique universel” pour mettre fin à ces pillages.



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **AFD** **Courrier international** À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



CONTROVERSE

 ✍ Dessin de Falco,
Cuba.

Fallait-il exclure les joueurs russes de Wimbledon ?

Afin de condamner l'invasion de l'Ukraine, les organisateurs du tournoi du Grand Chelem londonien ont annoncé le 20 avril fermer leurs portes aux champions russes et biélorusses. La presse est divisée.

OUI

Pour montrer l'exemple

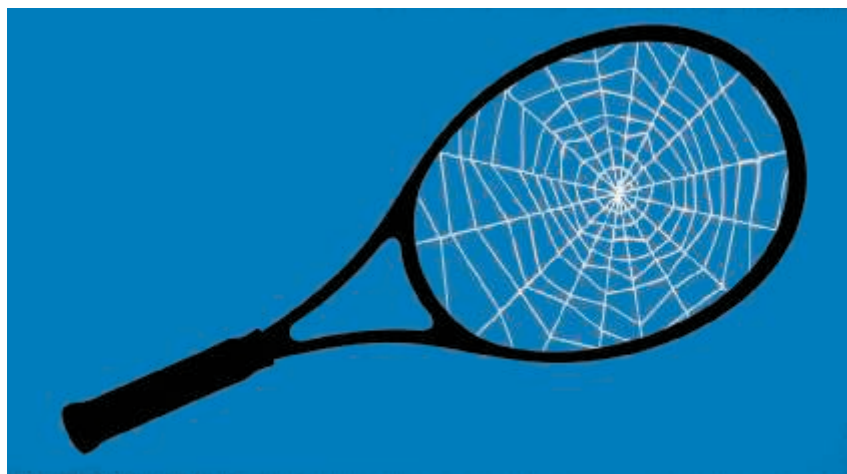
—The Times Londres

Après de longues discussions entre la direction de Wimbledon et le ministère du Numérique, de la Culture, des Médias et des Sports britannique, au cours desquelles diverses propositions concernant la participation des sportifs russes à Wimbledon, l'été prochain [du 27 juin au 10 juillet], ont été émises de part et d'autre, l'argument gagnant a finalement été trouvé.

Le gouvernement britannique se serait contenté que des joueurs comme le Russe Daniil Medvedev, numéro deux mondial du tennis masculin, et la Biélorusse Victoria Azarenka, classée [17^e] joueuse mondiale chez les femmes, s'engagent par écrit à ne pas soutenir publiquement l'invasion de l'Ukraine. Le All England Club [organisateur du tournoi de Wimbledon], et c'est tout à son honneur, a admis que cela reviendrait à demander aux joueurs de dénoncer les régimes autoritaires de leur pays et mettrait en danger leur famille et leurs amis.

Une interdiction, bien que très dure pour les sportifs, est la meilleure solution. L'invasion de l'Ukraine par la Russie est un acte barbare. Permettre aux Russes de participer à des compétitions sous différents drapeaux, comme l'a fait le Comité international olympique (CIO), est un stratagème qui n'exprime plus une condamnation suffisamment forte, si tant est qu'il l'ait jamais fait. Les joueurs, les équipes et les administrateurs sportifs russes doivent être rapidement exclus de tous les forums, organisations et événements sportifs de la planète.

La réponse des diverses organisations sportives à la question de la participation des athlètes russes et biélorusses aux compétitions a été très inégale, allant de la fermeté aussi étonnante que bienvenue de Wimbledon à la pusillanimité de l'UEFA. Bien que l'instance dirigeante du football européen ait suspendu toutes les équipes russes de ses compétitions [elles le seront aussi pour



la saison 2022/2023], elle n'a pas encore exclu la Fédération russe de ses rangs. Or les arguments pour le faire sont probants.



ÉDITO

Depuis les révélations sur les atrocités et les violences faites aux civils par les soldats russes, garder des représentants du pays agresseur dans l'administration de l'UEFA est un affront de plus en plus flagrant aux valeurs prétendument prônées par le sport international. Wimbledon a montré l'exemple. —

Publié le 20 avril

NON

C'est un signal funeste

—Deutsche Welle (extraits) Bonn

Avant tout, précisons deux points pour que les choses soient claires : 1. Le sport et la politique sont fondamentalement et sans exception inséparables. 2. L'invasion russe de l'Ukraine est une guerre d'agression horrible qu'il faut condamner – comme il faut condamner ceux qui en sont responsables, et en premier lieu le président Vladimir Poutine.

Cela dit, l'exclusion annoncée récemment des joueurs et joueuses russes et biélorusses du tournoi de Wimbledon constitue un signal erroné, et même funeste. On s'en prend à des individus qui n'ont aucun parcours institutionnel ou militant direct et on les punit pour une guerre et des responsables politiques

avec lesquels ils n'ont rien à voir, ni en tant que sportifs ni en tant que personnes. Cela part peut-être de bonnes intentions, mais ce sont les mauvaises personnes qui paient.

Bien sûr, les sportives et sportifs russes et biélorusses sont concernés parce qu'ils ont un effet sur l'opinion. Il serait souhaitable qu'ils expriment leur position et prennent leurs distances, mais on ne saurait les y obliger. L'exemple de Wimbledon montre que l'opinion d'un individu n'a aucun poids.

Après le déclenchement de la guerre, Daniil Medvedev, qui était à l'époque le numéro un mondial, avait confié qu'il avait du mal "avec ce qui se passe au pays". "Je veux la paix", avait-il déclaré. Il avait appelé sur Instagram à la "paix entre les pays" au nom des enfants. Il ne condamnerait pas les responsables russes, mais prenait position contre la guerre. Qu'un sportif prenne ses distances ou pas, il n'a pas à être rattaché directement aux événements, et encore moins à en être rendu responsable et donc à être puni. Sinon il s'agit d'une peine collective. Ce n'est pas souhaitable.

Cette guerre horrible fait le monde, et il faut marquer le coup – y compris dans le sport. C'est par exemple à juste titre que l'UEFA a suspendu la Fédération russe de football, et ainsi des équipes comme le Zénith Saint-Petersbourg, de toutes les compétitions européennes jusqu'à nouvel ordre. Il était juste aussi d'exclure les athlètes russes et biélorusses des Jeux paralympiques. Contrairement aux joueurs et joueuses de tennis, les participants aux Jeux paralympiques ne représentent pas uniquement eux-mêmes, mais aussi leur comité national.

D'autres sports ont également pris des sanctions contre les fédérations russes. Pour autant, on ne doit pas étendre cette mesure aux individus. Le rôle public et la responsabilité d'une fédération sportive ou d'autres organisations étatiques ou non étatiques n'est en effet pas le même que celui d'un joueur ou d'une joueuse de tennis.

Il serait juste d'exclure l'équipe russe de tennis de la Coupe Davis, il est déplacé d'exclure Daniil Medvedev d'un tournoi individuel. Même s'il s'agit de tennis, la présence du joueur n'a pas le même sens dans les deux cas. Prenons un exemple clair : les joueurs qui participent à la Coupe Davis représentent leur pays ou

Il aurait été préférable d'examiner les éventuels liens des sponsors avec des entreprises russes et le cercle de pouvoir de Poutine.

leur fédération nationale – même s'ils jouent un match en individuel. C'est comme pour les Jeux paralympiques : chaque sportif représente son équipe ou sa fédération nationale. Pour dire les choses autrement : tantôt Daniil Medvedev joue pour la Russie, tantôt il est un joueur russe qui joue.

Cette exclusion [de Wimbledon] obéit peut-être à de justes motifs, mais les organisateurs auraient dû frapper ailleurs : examiner les liens éventuels des sponsors avec des entreprises russes, la classe politique russe et le cercle de pouvoir de Vladimir Poutine, par exemple. De plus, on aurait pu faire jouer les joueurs des pays concernés officiellement sous un drapeau neutre, comme c'est le cas dans les tournois de l'ATP et de la WTA.

On préfère sanctionner les sportifs uniquement en raison de leur nationalité – c'est de la pure *Sippenhaft* [châtiment des proches du coupable pratiqué entre autres par l'Allemagne nazie pour certains crimes] et de la politique du symbole. Imaginez que les organisateurs de Wimbledon soumettent les spectateurs à un contrôle des passeports à l'entrée de Church Road [qui accueille le tournoi] et refusent l'entrée aux spectateurs originaires de Biélorussie et de Russie. Impensable, non ?


 —David Vorholt
Publié le 21 avril

Allier • Puy-de-Dôme



auvergne
Destination

Cantal • Haute-Loire

A romantic couple is shown from behind, embracing on a rocky mountain peak. The sun is setting in the distance, creating a warm, golden glow across the sky and the couple's silhouettes. The man is wearing a backpack, suggesting an adventurous setting.

AUVERGNE TOUTES LES EMOTIONS DU MONDE



Pour préparer vos aventures :
[auvergne-destination.com](https://www.auvergne-destination.com)

Avec le soutien d'Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme

d'un
continent
à l'autre.

france

Europe	14
Moyen-Orient...	16
Afrique	18
Amériques.....	22
Asie	24



Politique.

Emmanuel Macron va devoir changer



FOCUS

Le président français, réélu le 24 avril, doit être plus attentif aux divisions du pays et à l'écologie. Tout en restant le démocrate européen qu'il a su être.

En est-il capable? se demande la presse étrangère.

—The New York Times
New York

Emmanuel Macron est un homme aux nombreux visages : un réformateur libéral, mais aussi celui qui a nationalisé les salaires au début de la pandémie, le provocateur qui a prononcé la “mort cérébrale” de l'Otan, le calculateur qui ajuste constamment sa position, le diplomate et le perturbateur.

Maintenant qu'il a persuadé les Français de le réélire, ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait accompli depuis vingt ans, à quel Macron aura-t-on affaire? À en juger par la sobriété de son discours après sa victoire contre Marine Le Pen avec une avance de 17 points, ce sera un Macron assagi.

Il s'est abstenu de tout triomphalisme après avoir vaincu l'extrême droite anti-immigration et repoussé une seconde fois la vague de chauvinisme nationaliste qui s'est soldée [ailleurs] par le Brexit et le mandat de Donald Trump.

Macron a exprimé sa détermination à changer de méthodes, à faire face à “la colère et [aux] désaccords” du pays et à tendre la main aux nombreuses personnes qui l'ont plébiscité afin de faire barrage à Le Pen.

“Il cherchera à démocratiser son autorité et à l'adoucir, affirme Alain Duhamel, auteur d'*Emmanuel le Hardi* [Éd. de l'Observatoire]. Il n'y aura pas de métamorphose de sa personnalité, mais il ajustera ses méthodes.”

À bras le cœur. Macron a déclaré que son second mandat ne serait “pas la continuité du quinquennat qui s'achève”. Il a annoncé une “méthode refondée pour cinq années de mieux, au service [du] pays, de [la] jeunesse”. Et d'ajouter : “Les années à venir à coup sûr ne seront pas tranquilles. Mais elles seront historiques et, ensemble, nous aurons à les écrire pour nos générations.”

Ce sont là des paroles ambitieuses, et Macron, centriste, a le sens des petites formules – sans qu'on comprenne toujours leur sens. Il est certain en revanche que les 13,3 millions de personnes qui ont voté pour Le Pen sont un groupe bien trop grand pour être négligé.

**Environ 70 %
des électeurs riches
ont voté Macron ;
65 % des pauvres
ont soutenu Le Pen.**

Pour l'instant, la priorité du président est d'afficher sa compassion. Il veut enterrer une fois pour toutes son image de “président des riches”, montrer qu'il se soucie des classes populaires et de toutes les personnes en colère ou marginalisées, qui sont certes séduites par le discours nationaliste de Le Pen, mais aussi réceptives à sa promesse de leur fournir une aide économique.

Les résultats du scrutin étaient clairs. Environ 70 % des électeurs riches ont soutenu Macron; environ 65 % des pauvres ont voté pour Le Pen. Les personnes ayant fait des études supérieures ont voté pour Macron, celles qui n'ont pas de diplôme du secondaire ont plutôt voté Le Pen.

Parmi les mesures que Macron est susceptible de prendre dès le début de son second mandat, il



faut citer une remise sur le prix du litre d'essence pour ceux qui parcourent de longues distances au quotidien, mais également des augmentations importantes pour les soignants et les enseignants, et une indexation automatique des retraites sur l'inflation.

“Nous devons être capables de plus d'écoute”, a déclaré Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, dans une interview sur France Info. Autrement dit, à l'écoute des laissés-pour-compte dans le contexte d'une croissance économique de 7 %.

Alors que les prix augmentent, les Français veulent un président soucieux de leurs besoins.

Macron devra notamment prêter attention à la jeunesse. Au premier tour, environ 70 % des électeurs de 18 à 24 ans ont voté pour Jean-Luc Mélenchon, candidat de gauche qui a présenté un audacieux programme écologique, et environ 61 % d'entre eux ont reporté leur voix sur Macron au second tour.

Si Macron a réellement l'intention d'amorcer un dialogue avec ceux qui l'ont soutenu à contrecœur – un deuxième choix, un vote d'opposition à autre chose, et non un plébiscite de son projet –, il devra prouver qu'il veut vraiment décarboner l'économie, après un premier mandat qui a privilégié les demi-mesures hésitantes [*lire p. 12*].

Dans son discours du 24 avril au soir, il a promis de “faire de la France une grande nation écologique”. Il faudra pour cela consentir de grands investissements, annoncer un calendrier et prévoir des aides à l'achat de voitures électriques coûteuses.

Le chemin est probablement semé de nombreuses embûches. Les élections législatives de juin feront peut-être perdre à La République en marche sa majorité à l'Assemblée nationale, ce qui compliquera la mise en œuvre du programme de Macron. Dans le pire des cas, qui n'est pas le plus probable, Macron devra supporter une “cohabitation” avec un Premier ministre d'un parti rival, ce qui est tout sauf une garantie de bonheur.

Macron peut-il adopter à long terme une attitude moins agressive? Rien n'est moins sûr. Alain Duhamel le qualifie d'homme qui s'est inventé et qui est “en perpétuel mouvement”, toujours sur l'offensive, quelqu'un qui ne “s'enferme jamais dans une case”, un dirigeant toujours enclin à des numéros d'équilibriste – en particulier entre la gauche et la droite.

Ses opposants sont souvent déconcertés par son agilité; d'autres, au vu de cette extrême malléabilité, s'interrogent sur les convictions véritables de Macron.

Le macronisme, comme on dit en France, reste bel et bien mystérieux. Mais à l'issue de sa seconde victoire, son efficacité politique est incontestable.

Le dynamisme énergétique de Macron ne changera pas, mais les Français ont fait savoir sans ambiguïté que cette énergie devait être redirigée. Ils en ont assez du leader insouciant qui a l'ambition de transformer l'Europe en vraie “puissance”. Ils veulent un président qui se soucie de leurs besoins, à l'heure où les prix augmentent et les salaires stagnent.

Convictions fluctuantes. Nombre d'entre eux veulent aussi une démocratisation du régime présidentiel français, très pyramidal, une promesse annoncée par Macron, mais qu'il n'a pas tenue pour l'instant. Il proposera peut-être d'élire les députés de l'Assemblée nationale à la proportionnelle, avance Alain Duhamel. Dans ce cas, la décision serait prise après les deux scrutins de juin.

Le système actuel à deux tours a favorisé les alliances de partis au centre de l'échiquier politique face aux extrêmes comme le Rassemblement national (ex-Front national) de Marine Le Pen, ce qui aboutit à un décalage démocratique : un parti a parfois un fort soutien mais quasiment pas de représentants. C'est aussi ce qui nourrit la colère au sein du pays, à gauche comme à droite.

Pour ce qui est de l'écoute, Macron pourrait être contraint de tendre aussi une oreille du côté de ses interlocuteurs européens. La guerre en Ukraine a renforcé la conviction du

président français qu'une Europe plus forte doit être construite et dotée de ses propres moyens militaires et technologiques pour avoir du poids dans le monde du XXI^e siècle.

Mais son style – comme l'annonce théâtrale d'une quête de “l'autonomie stratégique” européenne au lieu de construire discrètement des coalitions pour y parvenir – ne fait pas l'unanimité dans l'UE, où un fort attachement à l'Otan et à la puissance américaine demeure, en particulier dans les pays les plus proches de la frontière russe.

Joe Biden, dans un message où il félicitait Macron, a déclaré qu'il se réjouissait de travailler avec lui pour “défendre la démocratie”. En battant Marine Le Pen, qui est très liée à Poutine, le président français a nettement œuvré en faveur de cette cause.

Macron restera un fervent défenseur du multilatéralisme, de l'état de droit, de l'Union européenne et de l'Otan, qu'il espère réformer pour permettre à l'Europe de développer sa défense. Ce sont là des points fixes de ses convictions fluctuantes.

Il continuera aussi à calibrer son discours, même s'il le réoriente vers les classes plus démunies. Son objectif, a-t-il indiqué lors de son discours victorieux, est une France “humaniste”, mais aussi entrepreneuriale; “un projet fondé sur le travail et la création”, mais aussi “une société plus juste”.

— Roger Cohen
Publié le 25 avril

SOURCE



THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis
Quotidien
[nytimes.com](https://www.nytimes.com)

C'est le journal de référence des États-Unis : les télévisions considèrent qu'un sujet ne mérite une couverture nationale que si *The New York Times* l'a traité. La famille Ochs-Sulzberger, qui, en 1896, a pris le contrôle de ce journal créé en 1851, est toujours à la tête du quotidien de centre gauche qui compte 35 bureaux à l'étranger, 1600 journalistes, et totalise quelque 5 millions d'abonnés.

Vu de Suisse

Il mérite une petite chance

●●● Pour son ultime chronique “Hexagone Express”, Richard Werly s'interroge. La question, assène le correspondant du quotidien suisse **Le Temps**, est toujours la même : “Comment convaincre la France de 2022 de ne pas être aveuglée par le ‘nonisme’? Comment, avant de charger la barque politique de tous les tourments annoncés du ‘troisième tour’ social et politique des prochaines législatives (les 12 et 19 juin), essayer au moins de s'assurer qu'elle peut encore flotter? Et que le naufrage annoncé n'est pas inéluctable?” Pour lui, la réponse “se trouve au fond des urnes. Emmanuel Macron, réélu, mérite tout de même une (petite) chance. Cela ne veut pas dire que celui-ci ne la gâchera pas, aspiré par son goût de la provocation. Laisser une chance à ce chef de l'État réélu sur les décombres des grands partis qu'il s'est employé à tuer ‘avec méthode’ ne signifie pas non plus que les oppositions

doivent s'effacer, rester muettes, devant ses 58,5 %.” “Tout de même, poursuit-il, l'idée qui flotte dans l'air d'une large coalition de gouvernement, insufflée entre autres par l'exemple allemand, n'est pas si déplacée. Elle aurait le mérite de ressembler davantage à ce pays et à tous ces Français qui, avant tout, réclament des solutions, plus de transparence, plus d'efficacité et moins d'inégalités réelles ou ressenties. L'arrimage du pays à l'Union européenne est un solide terrain de ralliement. L'impératif écologique (mâtiné d'un forcing nucléaire, il est vrai) peut aussi étayer ce nouvel édifice. La réhabilitation de la négociation sociale et la confiance réaffirmée dans l'État et ses institutions (au lieu de les court-circuiter par le recours à des consultants privés) sont les indispensables conditions de réformes acceptables et nécessaires, comme celle du régime des retraites.”

Contexte

Un avertissement clair

●●● Une semaine après sa réélection, Emmanuel Macron “a eu un avant-goût de la grogne sociale qui, redoute-t-il, pourrait marquer son second mandat”, rapporte **The Times**. Le président “est convaincu que la société française est un baril de poudre et que grèves, manifestations et émeutes peuvent éclater à la première occasion”. Le 1^{er} mai, syndicalistes, écologistes, militants de gauche et “gilets jaunes” ont défilé dans toute la France. Ils souhaitent notamment se faire entendre sur l'âge légal de départ à la retraite prévu dans la réforme qu'Emmanuel Macron

entend faire adopter, ainsi que sur la hausse des salaires. Pour le quotidien de centre gauche **The Guardian**, les manifestations “envoient le même message à Macron : la réforme des retraites ne passera pas”. Pour le **Financial Times**, les syndicats, militants et certains responsables politiques sont parvenus à transformer les traditionnelles manifestations du 1^{er} mai en une “démonstration de force” destinée à prévenir Macron. D'où la présence de Jean-Luc Mélenchon dans le défilé de Paris, où il encourageait les Français à poursuivre le combat.



↓ Emmanuel Macron. Dessin de Kichka paru dans i24News, Tel-Aviv.

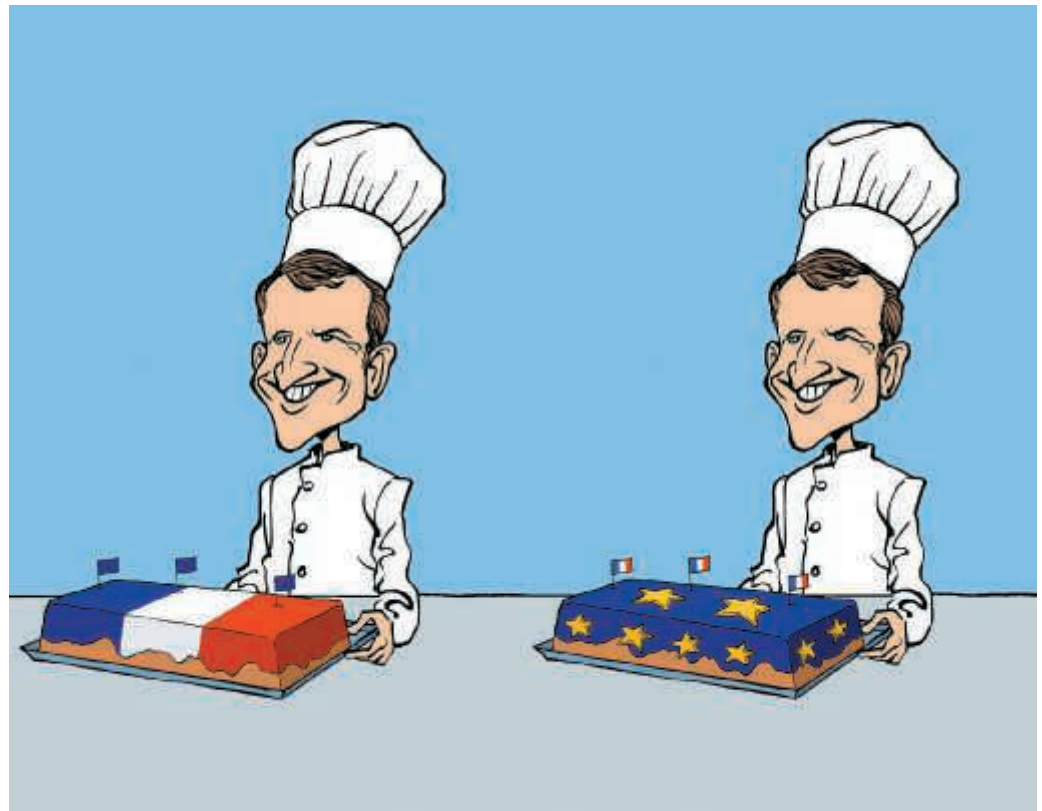
Vu du Royaume-Uni

Toutes les nuances de vert pâle

Le président réélu annonce de grandes ambitions pour le climat. Mais pourra-t-il vraiment améliorer son bilan écologique, bien pauvre jusqu'ici ?

Faire de la France “une grande nation écologique”. “Voilà qui en dit long sur Macron”, estime le **New Statesman**, qui revient sur la promesse ambitieuse annoncée au pied de la tour Eiffel par le président fraîchement réélu, le dimanche 24 avril, sans que les moyens qui seront mobilisés n'aient été détaillés. Le bilan du président, constate le magazine de gauche, n'invite pas à l'optimisme : depuis 2017, la France s'est fait condamner deux fois pour son manque d'engagement sur le plan climatique. Elle est le seul pays européen à avoir manqué l'objectif européen concernant la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie. Elle a intensément œuvré pour que le gaz et le nucléaire soient classés parmi les énergies vertes, a combattu des projets d'interdiction de certains pesticides, et traîne des pieds pour déclarer la fin de la voiture à essence. Enfin, sur le plan national, les propositions issues de la Convention citoyenne sur le climat sont trop souvent restées lettre morte. Malgré tout, le contexte électoral a forcé Emmanuel Macron à tendre “un rameau d'olivier à tous ceux qui ont voté pour les Verts ou pour le tribun de la gauche Jean-Luc Mélenchon”. Et le président compte charger le prochain Premier ministre de la “planification

écologique”, même si les contours de cette mesure restent pour l'heure flous et la tâche, énorme. “Faire d'un pays une ‘nation écologique’ n'est facile nulle part, et certainement pas en France, où l'agriculture, secteur éminemment sensible en matière aussi bien de culture que d'économie, représente environ 20 % des émissions [de gaz à effet de serre]. Cela exige des décisions impopulaires – or l'électorat de Marine Le Pen par exemple combattra bec et ongles toute réforme du secteur agricole, toute entorse à ce qui peut apparaître de près ou de loin comme une tradition française, et en particulier toute tentative de détourner les exploitants et les consommateurs de la viande et des produits laitiers.” Pour mettre en œuvre un programme vert, il faudra – à l'image du “quoi qu'il en coûte” de la crise sanitaire – trouver les budgets pour pallier les conséquences sociales et économiques de la transition verte. Il faudra aussi engager un dialogue plus étroit avec la population, analyse le *New Statesman*. Et ceci, même si les législatives ne débouchent pas sur une majorité verte ou de gauche à l'Assemblée nationale. En tout cas, les experts restent sceptiques, à l'image de Faustine Bas-Defosse, de l'Institut for European Environmental Policy à Bruxelles. Selon elle, “l'écologie ne fait pas partie de l'ADN de Macron. Il est trop pragmatique, il veut se montrer réaliste, ne pas aller trop vite. Tout le contraire de ce qu'exige aujourd'hui la science climatique.”



A-t-il l'étoffe d'un grand homme ?

Pour ce journaliste américain, le président de la République française à toutes les capacités pour s'élever au rang de grande figure de l'histoire, notamment au niveau européen. Encore faut-il qu'il les exploite.

—The Atlantic Washington

Quelqu'un a un jour demandé à Winston Churchill si Charles de Gaulle était selon lui un grand homme. “Il est égocentrique, il est arrogant, il se prend pour le centre du monde, a répondu l'homme d'État britannique. Vous avez tout à fait raison. C'est un grand homme.” Il est possible qu'on puisse en dire autant d'Emmanuel Macron.

Le président français [réélu pour un second mandat le 24 avril] est sans aucun doute le 24 avril] est sans aucun doute égocentrique et arrogant, et il semble penser que son infini talent et son prestige sont le centre du monde. Son premier mandat a multiplié les vaines

fanfaronnades et les échecs, qui, souvent, visaient à promouvoir ses intérêts en dépit de la vérité. Vous vous souvenez de la fois où Macron est arrivé au Liban, tel un empereur romain venant rétablir l'ordre dans les provinces ? Qu'est-il advenu de cette mission ? Ou la fois où il a fait la leçon à un jeune qui avait osé dire ‘Ça va, Manu’ au lieu de l'appeler ‘monsieur le président’ ?

Reste malgré tout un principe moteur, une mission qui donne un but à sa présidence et la fait sortir du lot dans un monde où les dirigeants, mornes gestionnaires, se caractérisent par leurs ambitions limitées.

La principale obsession de Macron est la création d'une

Europe indépendante permettant à la France de retrouver sa grandeur passée. Macron ne perd pas une occasion, à chaque crise, de réitérer ses intentions et objectifs, parfois jusqu'à l'absurde. En 2019, en plein mandat de Donald Trump, Macron a suscité le courroux de ses alliés et fait le bonheur du Kremlin quand il a averti que l'Otan était “en état de mort cérébrale”, incapable de réagir face au lent désengagement des États-Unis en Europe, abandonnant ainsi le continent à sa servitude géopolitique. En 2021, dans un contexte de tensions liées à l'approvisionnement de vaccins entre le Royaume-Uni post-Brexit et l'Union européenne pendant la pandémie, Macron est de nouveau intervenu pour protéger les intérêts européens en déclarant – à tort et sans fondement – que le vaccin britannique AstraZeneca était “quasiment inefficace” chez les personnes âgées. Puis en 2022, alors que la Russie préparait son invasion de l'Ukraine, Macron a réglé le

Macron voudrait créer une Europe permettant à la France de retrouver sa grandeur passée.

monde d'une autre de ses perles de sagesse, en avertissant qu'il était temps que l'Europe instaure un dialogue distinct avec la Russie, indépendamment de l'Otan, dirigée par les États-Unis.

À chaque fois, les interventions de Macron ont tour à tour été incroyablement obtuses, erronées ou ignorées. Par ailleurs, il est tout à fait raisonnable d'analyser son premier mandat et de se lamenter, en l'absence de réel accomplissement. Malgré d'ambitieux projets pour revigorer l'UE en lui donnant les moyens de régler à l'avenir des crises comme celle de la zone euro en 2011, rien n'indique qu'il a changé quoi que ce soit. En France, il a beau avoir promis la rupture avec le passé et s'être engagé à rendre le pays plus dynamique et séduisant pour les investisseurs, il a dû renoncer à une partie des réformes en raison des "gilets jaunes". Au bout du compte, Macron divise énormément dans son pays et il est haï par de vastes pans de la population avec bien plus de virulence que les anciens présidents les plus impopulaires, Nicolas Sarkozy et François Hollande.

Comment peut-on donc le considérer comme un grand président, voire l'un des grands hommes d'État de notre époque ?

Mythes. S'il est délicat d'évaluer les dirigeants contemporains comme Macron, c'est notamment parce qu'on a tendance à les comparer non pas à leurs prédécesseurs mais qu'ils étaient vraiment, mais à des mythes simplistes. Selon ce raisonnement, de Gaulle n'est plus une figure imparfaite, arrogante et monarchique mais simplement le dirigeant clairvoyant et héroïque que nous avons en tête aujourd'hui. Le meilleur exemple de cet effet se trouve sans doute de l'autre côté de la Manche : c'est Margaret Thatcher.

La plupart des gens savent de Thatcher qu'elle était la "Dame de

fer", celle qui n'a pas cédé. Elle a tenu tête aux rouges de Moscou, aux bureaucrates de Bruxelles, aux fascistes de Buenos Aires et aux socialistes britanniques. Elle a ainsi transformé son pays pour le meilleur et pour le pire. À voir les dirigeants d'aujourd'hui, que ce soit Joe Biden,

Maintenant qu'Angela Merkel n'est plus là, il se révèle le leader de l'Europe.

Boris Johnson, Olaf Scholz ou Emmanuel Macron, il est difficile de voir autre chose que des petits pas incertains; des évitements et contournements politiques; des calculs dénués de tout héroïsme. Pourtant, c'est exactement ce qui caractérise la période où Thatcher était au pouvoir, ainsi que la haine profonde que nourrit la population française à l'égard de Macron aujourd'hui.

En réalité, les mandats de Thatcher ont été marqués non seulement par sa détermination farouche et une mission idéologique, mais aussi par le pragmatisme politique, une stratégie des petits pas, des échecs diplomatiques à l'étranger, et la détestation généralisée de la population britannique à son égard. Pendant ses sept premières années au pouvoir, elle a œuvré à l'intégration européenne du Royaume-Uni en signant l'Acte unique européen, l'un des plus grands transferts de souveraineté acceptés par un chef de gouvernement britannique. Pendant la crise des Malouines, elle était prête à négocier avec la junte argentine mais sa proposition a été rejetée par Buenos Aires. À la fin de son séjour au 10, Downing Street, elle a accepté – sous la menace – d'associer le Royaume-Uni au mécanisme de change européen, précurseur de l'euro. Si l'on jette un œil sans affect aux

indicateurs tels que les recettes fiscales, la croissance économique et l'ampleur des dépenses publiques avant et après ses mandats, on voit une figure bien moins révolutionnaire que le portrait qui est souvent fait d'elle. Elle a transformé le Royaume-Uni, bien sûr, mais sans faire preuve d'un zèle à la Lénine.

Juger Macron à l'aune des géants politiques d'hier le fait paraître moins petit. Il a réussi, quoique partiellement, à réformer l'économie française, à faire baisser le chômage et à rendre le pays plus séduisant pour les investisseurs étrangers. Maintenant qu'Angela Merkel n'est plus là, remplacée par le terne Olaf Scholz, Macron se révèle le leader de l'Europe; il suscite des contestations, mais il est un défenseur énergique et puissant de l'UE.

Embûches. Et si l'essentiel, finalement, n'était pas que Macron a tout simplement raison ?

Sur les plans moraux et stratégiques, l'Europe doit s'envisager autrement que comme la subordonnée du monde américain. Le Vieux Continent, parmi les régions les plus développées du monde, exige d'être pris au sérieux, mais il est pourtant dépendant de l'armée, de la monnaie et des technologies de quelqu'un d'autre, et il est ballotté par les caprices d'un autre électorat que le sien. L'Europe, en l'état actuel, est une sorte d'État de Schrödinger : à moitié réelle, à moitié fictive. C'est un bloc économique doté d'un véritable poids dans le monde. Et pourtant, l'UE n'a quasiment aucune influence géopolitique, elle est incapable de s'imposer ou est réticente à cette idée. Elle a la volonté politique de survivre quelle que soit la gravité de la menace, mais elle n'a jamais la volonté d'éviter les crises en amont. Sa monnaie, la mise en commun de la dette, la politique étrangère et la prise de décision

sont autant de sujets où les failles sont nombreuses, sans que les États membres soient disposés à y remédier. Macron a raison d'exiger qu'ils agissent.

Naturellement, il est trop tôt pour savoir si Macron réussira ou échouera, lui qui veut réformer la France et donner un nouvel élan à l'Europe. Peut-être comptera-t-il une victoire et un échec, à moins que ce soit deux échecs. Son second mandat risque d'être semé de nombreuses embûches. Mais beaucoup de personnalités bien plus éminentes que Macron ont aussi conclu leur carrière sur des échecs, notamment Thatcher et de Gaulle.

Quoi qu'il en soit, il est aujourd'hui tout à fait probable que Macron devienne la grande figure européenne de notre époque; il pourrait même éclipser Merkel, dont le bilan se désagrège sous nos yeux. Le président français n'est pas aussi brillant qu'il le croit. Il est égo-centrique, il est arrogant, il se prend pour le centre du monde. Et pourtant, il pourrait bien faire partie des grands.

—Tom McTague
Publié le 24 avril

SOURCE



THE ATLANTIC

Washington, États-Unis
Mensuel, 462 000 ex.
theatlantic.com

Cette vénérable publication, créée en 1857, où écrivent les plumes les plus prestigieuses du moment, a su mieux que tout autre magazine américain prendre le tournant Internet, en faisant de son site un très dynamique lieu de réflexion et de débat. Intellectuelle et placide, à l'image de sa ville d'origine, Boston, la revue agrémentée ses pages de poèmes et d'illustrations recherchées.

Vu d'Espagne

Pour le bien de l'Europe, la France d'abord

●●● Le 24 avril au soir, à Bruxelles, on était "ému", raconte **El Confidencial**. C'est toujours touchant de voir un dirigeant français aussi engagé dans l'Union européenne (UE) que l'est Emmanuel Macron, qui a commencé sa soirée électorale avec l'*Hymne à la joie*. Le président, devenu "chef moral" et "chef de facto" de l'Union européenne, aura de nombreuses réformes à faire pour l'aider. "Mais si Macron veut vraiment rendre service à l'Europe, voici ce qu'il peut faire de concret : laisser à son départ, en 2027, une France plus unie, plus stable et prévisible." Recoudre son pays, au paysage politique éclaté. Et surtout, surtout, insiste le journal espagnol : laisser un héritier. Quelqu'un capable de représenter le centre en 2027. On n'oublie pas en effet que 13 millions de Français ont choisi Marine Le Pen au second tour de la présidentielle. Et à Bruxelles, on est assez "nerveux" à l'idée d'avoir un duel entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen en 2027. Mais pour le moment, la transmission semble mal engagée : le parti d'Emmanuel Macron, c'est lui. Quant à la gestion des priorités, heureusement, ça peut être plus aisé, car le président n'a pas à choisir entre son pays et l'UE : "Les deux sont complémentaires et dépendent l'un de l'autre." Pour l'Europe, il peut donc "prioriser la France".



Actuelles

VIRGINIE HERZ

SAMEDI À 22H40

Le magazine de celles et ceux qui font bouger un monde encore largement dominé par les hommes

Chaque semaine, retrouvez l'actualité féministe dans le monde avec Courrier international





europe

Irlande du Nord. Le blues des unionistes

Les plus virulents de ces Nord-Irlandais, attachés à l'identité britannique et opposés au protocole du Brexit, angoissent à l'idée d'une victoire des nationalistes aux législatives du 5 mai. Mais dans les rangs plus modérés, le calme règne.



—The Observer (extraits)
Londres

Fin avril, les échos de tambours, flûtes et semelles battant le pavé ont résonné dans les rues d'Irlande du Nord, faisant entendre les dernières protestations contre le protocole conclu dans le cadre du Brexit qui prévoit l'imposition de contrôles sur les marchandises traversant la mer d'Irlande. Jeudi 21 avril, on défilait à Castlederg; vendredi, c'était

dans l'est et le nord de Belfast; et samedi soir, on les attendait à Derry: une colonne d'organisations et fanfares loyalistes, de responsables politiques unionistes, de militants et de citoyens marchant sous des drapeaux de l'Union Jack pour proclamer leur identité britannique.

Ces parades commencent dans l'après-midi et culminent avec des discours prononcés à la tombée de la nuit, comme pour mieux souligner les craintes d'une disparition

politique imminente. Le 5 mai auront lieu les élections de l'Assemblée nord-irlandaise, et de nombreux unionistes y voient l'occasion de se battre non seulement contre le protocole du Brexit, mais aussi pour la place de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni. Ils craignent pour la survie de leur État, ainsi que pour leur culture et leur identité.

À en croire les sondages, c'est le Sinn Féin qui devrait émerger comme parti majoritaire, faisant de sa vice-présidente, Michelle O'Neill, la première nationaliste à occuper le poste de chef du gouvernement local. Pour les unionistes, ce serait un affront sans précédent et un pas de plus vers une réunification de l'Irlande. Car l'objectif du Sinn Féin est bien la disparition de l'Irlande du Nord. Ses représentants ne prononcent même pas son nom, la désignant plutôt par la locution "le Nord".

Pour Jamie Bryson, militant, le protocole nord-irlandais est une "invention du diable".

L'évolution démographique alimente également les craintes des unionistes: les catholiques [majoritairement nationalistes] devraient bientôt être plus nombreux que les protestants [principalement unionistes].

La méfiance domine dans les défilés qui se succèdent depuis un an. L'un des plus importants s'est tenu en avril à Lurgan, dans le comté d'Armagh. Véritable démonstration de force à laquelle étaient conviés 60 organisations et plus de 10 000 participants, la parade est passée par des rues portant des noms royaux, typiques des villes fondées par les colons protestants au XVII^e siècle.

"Nous sommes encore soumis au pouvoir européen [lire ci-contre] alors que nous sommes des citoyens britanniques, s'insurge Andrew Hamill, arborant le chapeau melon et l'écharpe de la panoplie unioniste. C'est une pente dangereuse vers la réunification de l'Irlande."

"Nos exigences sont simples: nous réclamons une citoyenneté juste et entière au sein de notre pays, ce dont nous prive le protocole nord-irlandais", tonne sir Jeffrey Donaldson, député et chef de la principale formation politique unioniste, le

☞ **Manifestation contre le protocole du Brexit, à Lurgan, en Irlande du Nord, le 8 avril 2022. Photo Liam McBurney/Press Association Images/MAXPPP**



Parti unioniste démocrate (DUP), en direction de la foule.

Pour Jamie Bryson, jeune militant enflammé, le protocole nord-irlandais est une "invention du diable". De son côté, Roy Ferguson, président de l'organisation protestante Apprentice Boys of Derry, n'hésite pas à évoquer le siège de Derry de 1689 lorsque les protestants avaient repoussé les forces catholiques du roi Jacques II. *"Pour protéger notre foi, pour protéger notre culture, pour protéger notre héritage, nous devons remporter cette bataille, tempête-t-il. Ce soir, le peuple de l'Ulster, les authentiques protestants, ont parlé!"*

La phrase résonne dans les airs, aussi vide que grotesque. Les protestants de Lurgan et du reste de l'Irlande du Nord ont en effet parlé, avec éloquence: en restant chez eux. Ferguson s'adresse à un petit millier de personnes quand on en attendait 10 000.

Glossaire

Unionistes et loyalistes: le terme "unionistes" désigne les partisans, majoritairement issus de la communauté protestante, du mouvement politique promouvant le maintien de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni. Le loyalisme est un courant radical de l'unionisme, souvent associé à la violence et aux groupes paramilitaires.

Nationalistes et républicains: les nationalistes, principalement catholiques, souhaitent la réunification de l'Irlande. Les républicains militent pour la même finalité, mais de manière plus virulente, avec un potentiel recours à la force.

Ces rassemblements sont devenus une sorte de rituel, attirant entre quelques dizaines et plusieurs centaines de personnes. Ce qui n'empêche nullement les orateurs de proclamer haut et fort la mobilisation totale de leurs troupes, comme s'ils pouvaient matérialiser des multitudes par la force de leur rhétorique. Leur absence illustre toutefois un curieux phénomène au sein des rangs unionistes.

L'Irlande du Nord est à la veille d'élections potentiellement lourdes de conséquences, pourtant les lamentations quant à l'intégrité du Royaume-Uni n'attirent pas les foules. Deux réalités y concourent. Les détracteurs virulents du protocole sont restés au centre des débats en dénonçant, ou parfois en proférant, des menaces de recours à la violence. L'imminence d'une possible victoire du Sinn Féin renforce l'image des unionistes perçus comme une tribu perdue de l'histoire, semblables aux *pieds-noirs** de l'Algérie française.

Cette comparaison évocatrice ferait presque oublier que la plupart des unionistes d'Irlande du Nord ne sont pas en proie à des angoisses existentielles. Ils ne veulent peut-être ni du protocole ni d'une Irlande réunifiée, mais aucun de ces sujets ne les empêche de dormir la nuit. Selon les sondages, ils expriment le désir de vivre dans une société stable et fonctionnelle et aimeraient que leurs responsables politiques cessent de s'écharper sur des questions constitutionnelles. Ils feront peut-être la grimace si O'Neill devient Première ministre, mais ils savent que l'Irlande du Nord n'est pas près de sortir du Royaume-Uni.

Ce sentiment transparaît clairement dans des conversations avec des unionistes modérés issus de

↳ Robert Golob, à Ljubljana, en mars 2022.

Photo Jure Makovec/AFP

milieux variés. En dépit des gestulations de leur parti, expliquent-ils, le Royaume-Uni ne semble pas menacé. Le protocole reste un casse-tête pour certaines entreprises, mais les gens ordinaires n'ont plus à subir les pénuries de produits et les rayons vides des supermarchés comme l'an dernier au moment de son entrée en vigueur.

James Wilson, chercheur et historien installé dans le comté de Derry, ne se fait pas trop de mauvais sang : *“L'homme de la rue ne voit pas les répercussions du protocole.”* Les agriculteurs et les chefs d'entreprise se sont tranquillement accoutumés aux avantages et aux inconvénients du protocole, poursuit-il.

On observe par ailleurs un décalage entre les unionistes et leurs partis. La plupart des militants sont favorables au mariage homosexuel et à l'avortement, alors que les partis unionistes défendent des positions plus conservatrices, explique Peter Shirlow, directeur de l'Institute of Irish Studies à l'université de Liverpool. Les militants semblent de moins en moins

enclins à voter DUP pour bloquer le Sinn Féin, quitte à laisser Michelle O'Neill devenir Première ministre. L'épouvantail nationaliste ne leur fait plus aussi peur et ils savent que dans le cadre de la distribution des pouvoirs, le Premier ministre a autant de pouvoir que le vice-Premier ministre – poste qu'O'Neill a déjà occupé [les règles mises en place à l'issue des Troubles, en 1998, imposent une cohabitation entre nationalistes et unionistes]. Sa promotion serait donc purement symbolique.

Ne tombant ni dans l'apocalypse d'une “invention du diable” ni dans le rêve immaculé d'une société dépassant les clivages, l'Irlande du Nord semble condamnée à poursuivre son chemin, bon an mal an, dans ces limbes étranges – pas assez britannique pour certains, pas assez irlandaise pour d'autres – et vers une destination inconnue. La situation est confuse, mais incroyablement plus réjouissante que la période des Troubles.

Rory Carroll

Publié le 24 avril

* En français dans le texte.

Stop à la rhétorique et aux lamentations convenues!

●●● *“D'un côté, il y a le discours autour du protocole d'Irlande du Nord et de l'autre, la réalité”,* grince l'**Irish News**. Au moment de la négociation de ce volet de l'accord sur le Brexit, en 2019, le petit parti nord-irlandais DUP faisait figure d'allié principal du parti conservateur à Westminster. Aujourd'hui, pourtant, la formation unioniste nie toute responsabilité et s'enferme dans des lamentations “convenues”, déplore ce quotidien nord-irlandais. De l'autre côté de la mer d'Irlande, le gouvernement de Boris Johnson semble, lui aussi, frappé d'amnésie. *“Il demande depuis plusieurs mois la modification en profondeur d'un texte signé voilà à peine deux ans,* constate le journal. *L'ancien ministre du Brexit lord Frost soutient d'ailleurs que l'idée a*

toujours été de signer d'abord et de renégocier ensuite avec Bruxelles. Aux dernières nouvelles, Londres songerait même à déclencher l'option nucléaire, à savoir suspendre les contrôles entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord”, qui reste alignée sur certaines règles du marché unique européen. Le but de ce protocole, rappelle le quotidien, *“est de garantir le maintien d'une frontière invisible”* entre l'Irlande du Nord et la république d'Irlande et ainsi éviter tout ravivement des Troubles (1968-1998), conflit sanglant entre paramilitaires nationalistes et autorités britanniques. *“On peut espérer qu'une solution à cette impasse soit trouvée après les élections et que la rhétorique cède la place au pragmatisme”,* soupire l'**Irish News**.

SLOVÉNIE

Robert Golob, nouveau messie du libéralisme

Le 24 avril, à l'issue des élections législatives, le tout nouveau Mouvement de la liberté a balayé le parti du Premier ministre sortant, le populiste Janez Jansa. Retour au centre, mais pour combien de temps ?



—Bilten (extraits) Zagreb

Le Mouvement de la liberté, nouvelle formation politique slovène fondée il y a à peine quatre mois par le charismatique Robert Golob, porte un nom révélateur. En tant que mouvement, cette formation politique puise sa légitimité dans une sorte d’“alterpolitique”, l'annonce d'une coalition avec la société civile en témoigne. Golob lui-même a expliqué son entrée en politique par l'interventionnisme excessif du gouvernement dans la nomination des dirigeants des grandes entreprises d'État, dont il a été apparemment victime.

Le mouvement de Golob se réclame du terme “liberté”, sujet à de nombreuses interprétations. La liberté à laquelle il se réfère a au moins deux sens : d'une part, elle dit non au “jansisme” et à sa dérive illibérale; d'autre part, elle remet en cause les mesures épidémiologiques, ce qui a attiré une part importante de la population ayant souffert de la pandémie.

Un bref regard sur la liste des membres du Mouvement de la liberté, dominée par les juristes, petits et moyens entrepreneurs,

managers, journalistes, fonctionnaires et cadres, révèle leur appartenance socioprofessionnelle à la classe moyenne. Le chef du mouvement, Robert Golob, venant lui-même de l'industrie de l'énergie, a été directeur d'une grande entreprise de négoce d'électricité et de gaz naturel pendant quinze ans.

“**Extrême centre**”. À la veille de l'élection [du 24 avril], Golob a saisi le mécontentement populaire contre le régime de Jansa et le besoin de changement de la société civile, promettant de restaurer la confiance en l'État moyennant une approche managériale innovante : il a promis d'augmenter la valeur ajoutée par employé (de 47 000 euros à 100 000 euros), de construire au moins 10 000 appartements, d'investir dans l'énergie verte, de préserver le système de santé publique en le réformant et de contenir la hausse des prix liée à la crise énergétique et à l'inflation.

De fait, le mouvement de Golob n'est qu'une mise à jour de plusieurs versions des partis centristes qui ont émergé en Slovénie à la veille des élections tout au long de la dernière décennie, chaque fois

dans le but de faire chuter le pouvoir de Jansa. S'ils ont tous gagné leur pari, qu'il s'agisse du parti Pozitivna Slovenija, du mouvement de Miro Cerar ou de celui du comédien Marjan Sarec, ils n'ont malgré tout pas réussi à durer. Golob est le dernier d'une série de nouveaux venus en politique, sans être pour autant un novice. À la fin des années 1990, il a été secrétaire d'État, et aussi vice-président des deux partis libéraux.

La Slovénie s'achemine de nouveau vers un gouvernement de centre gauche : Golob a annoncé une coalition avec les sociaux-démocrates et la gauche radicale de Levica, sans exclure la participation éventuelle au gouvernement de deux petits partis libéraux du centre, LMS et SAB, qui n'ont pas atteint le seuil d'éligibilité pour siéger au Parlement. L'étiquette d'un gouvernement d’“extrême centre” lui a été collée aussitôt. Le futur Premier ministre a promis que la croissance économique du pays irait de concert avec la paix sociale. Reste à savoir s'il a les moyens de tenir cette promesse.

Le gouvernement sortant de Jansa a été très généreux en

Le pays s'achemine de nouveau vers un gouvernement de centre gauche.

matière de subventions au capital, aux artisans et aux petits entrepreneurs, ainsi qu'aux ménages. Cela a contribué à aggraver la situation budgétaire : pour la deuxième année consécutive, la Slovénie enregistre le plus important déficit structurel de la zone euro. Il n'est pas à exclure que le nouveau gouvernement slovène soit contraint de revenir à des mesures d'austérité.

Nous pourrions être plus optimistes quant à la transition verte : le secteur énergétique, proche de Golob, va sans doute favoriser les investissements dans ce domaine. Reste à savoir qui payera la facture.

Le gouvernement de Golob sera confronté à une série de difficultés après la “trêve de l'été” : dès l'automne, la crise énergétique, l'inflation, une possible nouvelle vague de Covid ainsi que la reprise des activités syndicales du service publique risquent de faire irruption sur la scène politique.

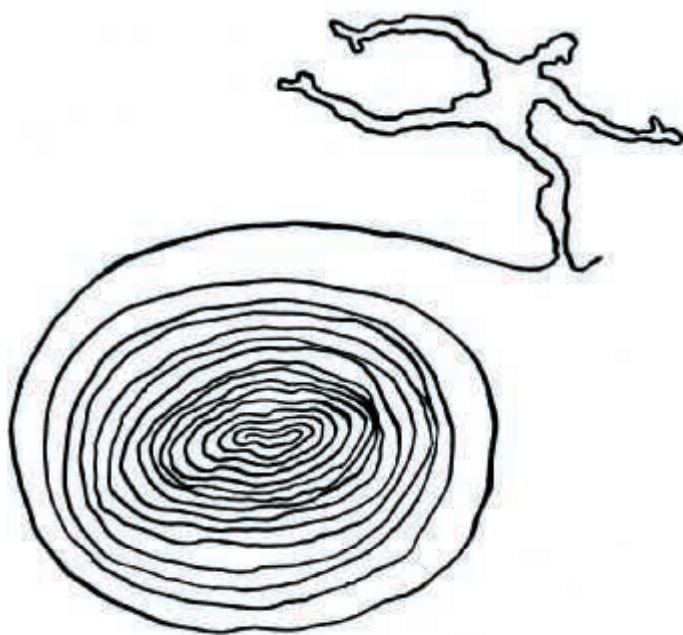
—Bostjan Remic

Publié le 27 avril



Yémen. Où est ce Dieu que ma mère implore ?

L'athéisme gagne du terrain au sein de la jeunesse de ce pays profondément religieux et conservateur. La guerre sans fin au nom d'Allah et l'effroyable crise humanitaire ont poussé certains à renier Dieu.



—Daraj Beyrouth

Je vois Dieu dans les fleurs, mais elles le voient, Lui, dans la tombe.” Ce sont les mots d'Omar Batawil, un Yéménite de 17 ans assassiné en avril 2016 en raison de publications sur Facebook qui lui ont valu des accusations d'athéisme. Omar critiquait ceux qu'il appelait “les marchands de religion” et il a payé cette opinion au prix fort – sa vie. Omar n'est pas le

seul à avoir été tué pour ses critiques de la classe religieuse ou pour son avis sur des questions confessionnelles, et fait partie de plusieurs jeunes, majoritairement âgés de moins de 20 ans, liquidés pour avoir exprimé librement leur opinion sur la croyance en Dieu.

La religion est un sujet qui fait énormément débat dans de nombreux groupes de jeunes au Yémen, mais très peu dans la sphère publique. La foi et l'omniprésence des textes religieux sont

devenues des thèmes que beaucoup de gens abordent sur les réseaux sociaux. Certains révèlent même leurs opinions publiquement, malgré le danger que cela représente dans un pays en proie à la guerre, à la crise généralisée et aux partis religieux armés. J'ai pris contact avec plusieurs de ces jeunes à la tête de groupes d'“athées” sur les réseaux sociaux, afin de comprendre pourquoi ils avaient renoncé à la religion.

“Je suis déchiré entre ce que je lis et ce que je vois dans le monde, et ce qui se passe dans ma ville, explique Mohsen, 19 ans. Je ne suis plus convaincu par ce que j'entends à la mosquée, que ce soit les prières sur notre infortune ou le pardon qu'il faut adresser aux personnes qui ne pensent pas ou ne prient pas comme nous. Pourquoi ne pas appeler à la réconciliation?”

“Aujourd'hui, je vis au Yémen, mais j'ai des amis dans de nombreux pays via Internet, avec qui je partage des opinions. [...] La destruction, c'est ce qui m'entoure au Yémen. Je ne peux pas être moi-même. J'ai peur d'être tué. Vous saviez que changer de coupe de cheveux suffit pour risquer la prison? J'espère émigrer pour oublier tout ce que j'ai appris ici”, poursuit le jeune homme.

L'homme politique yéménite Ali Al-Bakhiti, qui préfère être qualifié d'écrivain et blogueur, a de nombreux jeunes abonnés sur Twitter, où il évoque librement son absence de convictions religieuses. Beaucoup de jeunes échangent avec lui, mais craignent de mentionner leur nom.

“Mon objectif est avant tout d'exprimer des pensées que je ne pouvais pas exprimer lorsque j'étais encore au Moyen-Orient, explique Ali Al-Bakhiti. J'ai le sentiment que c'est le mythe de la religion qui a détruit le Yémen et l'a fait sombrer dans les conflits sectaires et ethniques depuis plus de mille quatre cents ans. Et les groupes religieux qui s'affrontent au Yémen le font en raison de ce mythe. Par conséquent, je me soucie de son

démantèlement pour éviter à la jeunesse d'aller se battre au nom d'un paradis mythique.”

“Je suis athée, déclare Salwa F. J'utilise un faux compte pour exprimer mes opinions sur Twitter, d'autant plus que nous, les jeunes femmes et hommes du Yémen, subissons de plus en plus de pressions ces derniers temps. Les libérés sont quasi inexistantes. Nous n'avons pas accès aux choses essentielles.” Et d'ajouter: “Nous n'avons aucun espoir. La mort est préférable à cette vie misérable. Où est le Dieu que ma mère implore chaque soir? Pourquoi nous abandonne-t-il à notre souffrance? Pourquoi ne défend-il pas les enfants innocents qui sont tués au Yémen?”

Affect contre raison. Abdel Aziz Al-Assali, professeur de philosophie islamique à l'université, raconte qu'“il y a près de trois ans une idée de débat a été proposée” dans un de ses cours. “Quand des jeunes ont vu des enfants et des femmes se faire tuer par des obus dans la ville assiégée de Taïz et ont vécu la pénurie d'oxygène médical, ils ont fini par se poser des questions: comment se fait-il que Dieu soit miséricordieux tout en acceptant que des enfants, des femmes et des personnes âgées innocentes soient torturés, tués et blessés?”

“À l'issue de ce débat, j'ai demandé si ces événements pouvaient pousser des gens à quitter la religion et j'ai affirmé ce qui suit (à mes étudiants): le discours religieux reposant sur l'affect existe aux dépens de la pensée rationnelle et de la logique, qui est négligée et ignorée, alors même qu'elle est centrale dans le texte religieux.”

“La première fois que j'ai douté de la religion, c'est quand un professeur d'enseignement coranique m'a battu, quand j'avais seulement 9 ans, témoigne de son côté Salem. C'est à ce moment que je me suis demandé: comment est-ce qu'une personne qui lit le Coran tous les jours, qui est supposée être proche de Dieu, peut-elle devenir si cruelle? Quand la

guerre a commencé au Yémen, que les groupes religieux de toutes sortes sont devenus plus puissants, ça m'a d'autant plus convaincu que la solution était de séparer l'État et la religion si nous voulons une société saine et juste pour tous.”

“Les citoyens voient de leurs propres yeux la violence de ces groupes quand ils arrivent au pouvoir. Ces groupes ont échoué à tous égards, ajoute Ali Al-Bakhiti. Le pourcentage d'athées et d'agnostiques augmente de façon spectaculaire, mais ces personnes ne peuvent pas s'exprimer librement, c'est pourquoi c'est difficile à mesurer. De plus, la religion s'impose dans nos sociétés par la force du droit et des pouvoirs publics.”

Mohamed Al-Mansouri, 33 ans, a une perspective un peu différente, car il est convaincu que la religion peut être indispensable pour les populations. “J'ai renoncé à la religion il y a deux ans, confie-t-il, mais elle est selon moi une nécessité pour beaucoup de gens. Je suis favorable à la séparation de l'État et des cultes, et j'espère que les groupes religieux qui sont actuellement au pouvoir au Yémen partiront. Mais je n'espère pas que la religion prenne fin. La religion est importante dans de nombreux cas et il y a malgré tout de nombreuses belles idées dans l'islam, même si d'autres doivent être remises en cause.”

Salwa conclut la discussion par une question qui demeure sans réponse. “Moi qui suis une femme, quel est mon destin dans ce pays? demande-t-elle. Épouser quelqu'un qui part se battre au nom de la religion, pour espérer entrer au paradis, et finir veuve? La société ne m'autorisera pas à forger mon avenir. Et je n'aurai pas la possibilité de changer de vie. Nous, les jeunes, ne sommes pas coupés du monde, et nous savons que les groupes religieux qui nous dirigent n'ont fait qu'accentuer les souffrances. N'avons-nous pas le droit à une vie normale, comme le reste du monde?”

—Hind Al-Aryani
Publié le 1^{er} avril





J'agis
avec
ENGIE

particuliers.engie.fr

**C'est tous ensemble que l'on peut
agir pour l'environnement.**

Rejoignez les **4MILLIONS** de clients ENGIE⁽¹⁾
qui ont fait le choix des offres d'électricité verte.⁽²⁾

ENGIE

1^{er} fournisseur d'électricité verte

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

(1) Source ENGIE interne au 10/04/2022, suivi des offres vertes. (2) Pour les particuliers (sites résidentiels) en offres à prix de marché d'électricité verte en France métropolitaine, hors Corse (au 30/09/2021). Électricité verte : 1kWh consommé = 1kWh d'électricité renouvelable injecté dans le réseau (source des garanties d'origine ENGIE : 63% hydraulique, 36% éolien, 1% solaire).
ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011€ - RCS NANTERRE 542 107 651. © Charles Mamarot.



afrique

Afrique du Sud. Respirer sans danger, un droit constitutionnel

Alors qu'une province dans l'est du pays souffre de la pollution industrielle, la justice a confirmé le droit de vivre dans un environnement sain.

— Mail & Guardian
(extraits) Johannesburg

C'est inscrit dans la Constitution : les Sud-Africains ont le droit de vivre dans un environnement qui ne soit pas nocif pour leur santé et leur bien-être. Or la Haute Cour de Pretoria vient d'estimer, en mars, que ce droit était violé dans la Highveld Priority Area (HPA, zone prioritaire du Highveld), dans la province du Mpumalanga, tant la qualité de l'air y est mauvaise.

Il incombe juridiquement à la ministre des Forêts, des Pêcheries et de l'Environnement, Barbara Creecy, de prendre des mesures, en vertu de la section 20 du National Environmental Management : Air Quality Act [loi sur la qualité de l'air], afin de faire appliquer le plan pour la qualité de l'air dans la HPA.

“La ministre a pris un retard excessif dans l'élaboration et la mise en œuvre des réglementations nécessaires à l'application du plan dans le Highveld”, a estimé la juge Colleen Collis dans la décision rendue, le 18 mars, dans l'affaire dite du “Deadly Air” [“air mortel”], un procès historique.

La cour a donné à Barbara Creecy douze mois, à compter de cette décision, pour “préparer, mettre en place et prescrire” les règles imposées par la section 20 afin de faire appliquer le plan sur la qualité de l'air dans la région.

“Si la qualité de l'air ne respecte pas les normes nationales, cela constitue jusqu'à preuve du contraire une infraction au droit. Si cette infraction aux normes

sur la qualité de l'air perdure sur une longue période, le risque grandit de voir menacés et bafoués les droits humains, et en particulier les droits à la santé et au bien-être des personnes respirant cet air”, a estimé la juge Collis.

Les plaignants, les organisations pour la justice environnementale groundWork et Vukani Environmental Justice Movement in Action, représentées par le Centre for Environmental Rights (CER), ont obtenu gain de cause : la justice a établi que les niveaux de pollution de l'air dans la Highveld Priority Area enfreignent l'article 24 (a) de la Constitution, qui affirme le droit à un environnement qui ne soit nocif ni pour la santé ni pour le bien-être.

Charbon partout. “C'est une décision d'envergure, car c'est la reconnaissance que le droit à un air sain est un droit applicable ici et maintenant, et c'est l'affirmation que les mesures du gouvernement jusqu'à présent pour lutter contre la très dangereuse pollution de l'air dans le Highveld ne sont pas suffisantes pour défendre les droits de la population, qui en subit les conséquences au quotidien”, se félicite Bobby Peek, le directeur de groundWork.

La zone prioritaire du Highveld, à cheval sur les provinces du

Gauteng et du Mpumalanga, était déjà classée zone rouge en matière de pollution atmosphérique; elle renferme quelques-uns des sites les plus pollués d'Afrique du Sud : douze des centrales électriques au charbon de la compagnie sud-africaine d'électricité Eskom, ainsi que l'usine Sasol de conversion de charbon en carburant liquide, à Secunda, toutes approvisionnées par de nombreuses mines de charbon alentour.

“En raison de la concentration ici de nombreuses sources de pollution industrielle, les habitants sont exposés à un air nocif. Cette mauvaise qualité de l'air frappe de façon disproportionnée les populations marginalisées et vulnérables, qui portent le fardeau des maladies liées à la pollution atmosphérique”, a estimé la juge Collis.

Dans l'élaboration de la réglementation, a précisé la magistrate, la ministre Barbara Creecy devra “accorder toute l'attention nécessaire” à plusieurs points : la traduction dans la loi des objectifs du plan pour le Highveld, assortis de pénalités en cas de non-respect; un suivi renforcé des émissions

polluantes dans la zone prioritaire, qui doit passer par l'amélioration, en urgence, de la gestion et de l'entretien du réseau de surveillance de la qualité de l'air afin d'assurer la production de données fiables; la publication, en ligne et sur simple demande, de ces données en temps réel.

Inaction et déni ministériels.

Une stratégie globale de surveillance et de suivi du respect des normes sur la qualité de l'air doit être mise en œuvre. Il faut aussi en finir avec le report systématique, quand ce n'est pas la suspension, des obligations de respect des normes d'émission dans la zone prioritaire, “en veillant notamment au retrait des autorisations délivrées à toutes les installations qui n'ont pas obtenu de dérogation exceptionnelle et ne sont pas en mesure de se conformer aux nouvelles normes industrielles d'ici à avril 2025, et pour garantir leur démantèlement et leur réhabilitation”.

Le retard de près de dix ans pris dans l'élaboration de ces réglementations, a insisté la juge Collis, est tel que Barbara Creecy “doit être

↳ Dessin de Belle Mellor paru dans The Economist, Londres.

mise en demeure” d'accomplir cette tâche sans délai. “Le fait que le ministère ait eu besoin de deux ans pour préparer un projet de réglementation de six pages en dit long sur la nécessité d'imposer un calendrier rigoureux. À ce jour, la ministre n'a encore lancé aucune consultation publique, et elle n'a annoncé aucun délai pour la production de la réglementation définitive.”

Il est désormais communément admis, a poursuivi la juge, que la pollution de l'air dans la HPA est à l'origine de décès prématurés, de

Chaque année, dans la HPA, la pollution atmosphérique cause 10 000 décès prématurés.

troubles respiratoires, de pathologies pulmonaires et cardiaques et favorise l'apparition de maladies telles que l'asthme, l'emphysème, la bronchite, la tuberculose et les cancers. “Il est avéré que les enfants et les personnes âgées, d'autant plus lorsqu'ils souffrent déjà d'autres pathologies comme l'asthme, présentent des risques accrus dus aux concentrations de polluants atmosphériques dans la HPA.”

En dépit des preuves accablantes, pourtant produites pour nombre d'entre elles par le ministère lui-même, Barbara Creecy a continué à nier tout lien entre pollution atmosphérique et préjudices pour la santé.

Étant donné le non-respect, à ce jour, des valeurs limites de polluants dans l'air et les conclusions du ministère lui-même, selon lesquelles plus de 10 000 décès prématurés dans la HPA sont imputables chaque année à la pollution atmosphérique, “une conclusion incontestable s'impose au regard des faits présentés”, rappelle la juge. Colleen Collis a par ailleurs condamné Barbara Creecy et le directeur national de la qualité de l'air, conjointement et solidairement, au paiement des frais de justice, y compris les honoraires des trois avocats.

— Sheree Bega
Publié le 18 mars



“ Si l'époque vous agresse et vous incommode,
inscrivez-vous à L'école du bout du monde.
On y apprend même à écouter le silence.”

Jérôme Garcin - L'Obs



འཇུག་ལུ་
ལཱ་ལྟན་ལུ་
ལཱ་ལྟན་ལུ་
L'école
du bout du monde

Un film de
Pawo Choyning Dorji

L'OBS



Au cinéma le 11 mai

Ushuaïa TV

Le Parisien



RÈGLES DU JEU EN LIGNE

1

Inscrivez-vous pour accéder au jeu et trouvez la solution à la première énigme.

*Avec mes 100 fontaines,
je suis devenue capitale en 1848.*

*On dit de moi que je garde
mon charme d'antan.*

*J'ai accueilli et inspiré
un des plus grands savants.*

*Depuis quand ai-je rejoint
la famille des sites historiques ?*

2

Sortez de chacune des deux pièces le plus rapidement possible. Pour ce faire, vous devrez résoudre toutes les énigmes.

La première escape room est accessible depuis le **7 avril**.

La deuxième, dès maintenant.

3

L'article publié sur la page de droite vous donnera quelques indices pour résoudre la deuxième pièce consacrée à la **Région de la Jungfrau et Adelboden-Lenk-Kandersteg**.

4

Les deux joueurs les plus rapides gagneront chacun un incroyable voyage pour deux personnes dans la Région de Berne avec deux nuitées à Berne à l'hôtel Belle Epoque**** et deux nuitées dans un hôtel 4* dans la Région de Vacances Interlaken, petit-déjeuner inclus.

CLÔTURE DU JEU LE 2 JUIN

La deuxième escape room est ouverte ! Jouez dès maintenant sur : evenements.courrierinternational.com/escapetobern

[courrierinternational.com/escapetobern](https://evenements.courrierinternational.com/escapetobern)



ESCAPE TO BERN



© JUNGFRAUBAHNEN

ENVIE DE PARTIR EN VACANCES EN SUISSE ?

Il faudra d'abord sortir vainqueur de notre escape game en ligne. Fouillez et trouvez des objets, ouvrez les cadenas et les portes dérobées et résolvez les énigmes. Si vous réussissez à le faire dans le temps imparti, vous pourrez gagner un incroyable voyage pour deux personnes dans la Région de Berne. Prêt à relever le défi ?

7 avril — Ouverture 1^{re} escape room
Berne et Région de Vacances
Interlaken

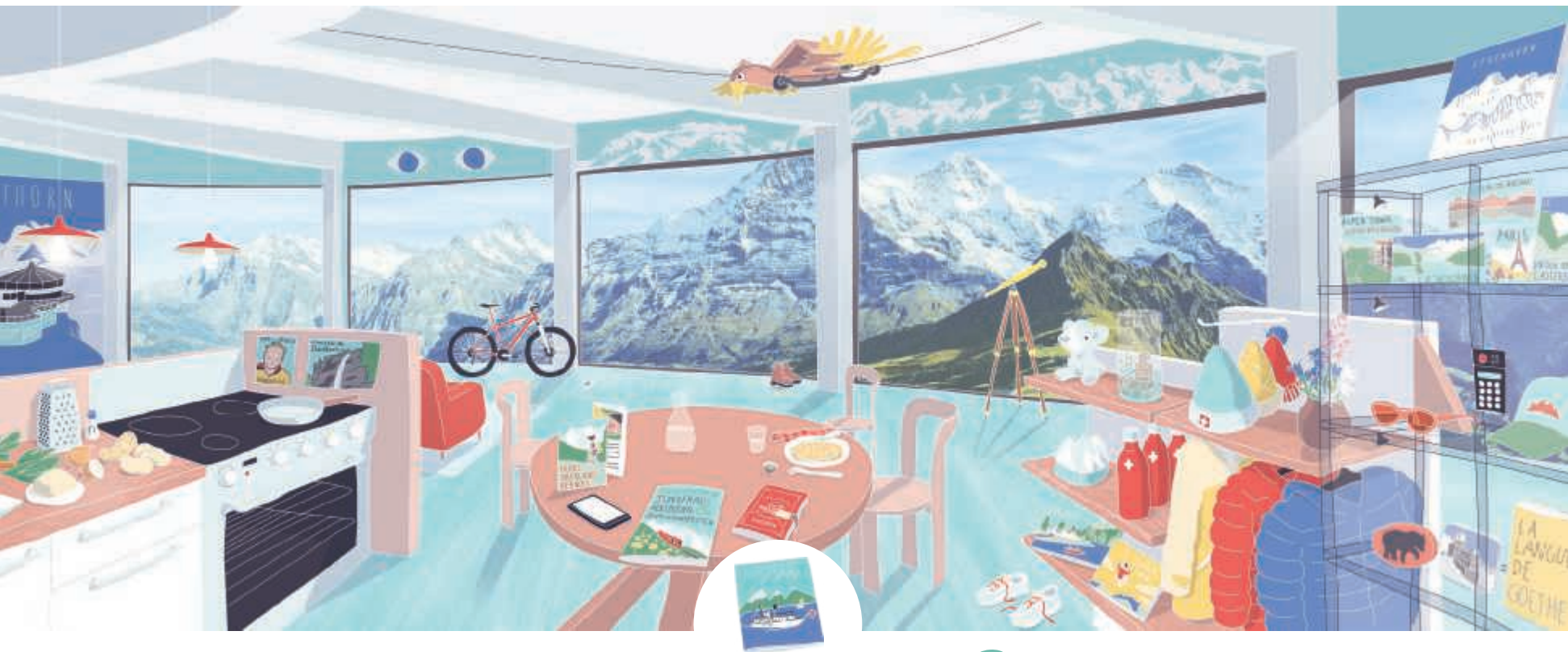
5 mai — Ouverture 2^{de} escape room
Région de la Jungfrau et
Adelboden-Lenk-Kandersteg

2 juin — Clôture du jeu

3 juin — Annonce
des gagnants



Suisse.



L'EIGER EXPRESS : QUINZE MINUTES POUR REJOINDRE LA FACE NORD LA PLUS CÉLÈBRE DES ALPES

Avec le nouveau téléphérique capable de transporter 2 200 personnes par jour, la Suisse parie sur l'avenir du tourisme dans la région de la Jungfrau, à l'heure où le secteur traverse une mauvaise passe.

Le dénivelé de 1 300 mètres est avalé en un petit quart d'heure grâce à l'Eiger Express, le téléphérique futuriste de 26 places – sièges chauffants, vitres anti-buée, écrans prodiguant des informations multilingues. Au départ de Grindelwald, au cœur de l'Oberland bernois, les passagers sont hissés à 2 320 mètres d'altitude, jusqu'à la station d'Eigergletscher, au pied de la face nord la plus célèbre des Alpes, celle de l'Eiger. Par rapport au petit train à crémaillère (toujours en service), quarante-sept minutes sont économisées pour boucler un des circuits les plus emblématiques du Grand Tour de Suisse, prisé surtout des touristes orientaux qui, au départ d'Interlaken, à 566 mètres d'altitude, rallie les 3 454 mètres du Jungfraujoch, la gare ferroviaire la plus haute d'Europe. La face nord de l'Eiger, jusqu'en 1938 le dernier grand "défi" des Alpes, se plie donc à son tour aux exigences du tourisme international, qui réclame toujours plus de vitesse et de capacité de transport. En montant confortablement assis dans la cabine, à la fois

lumineuse et spacieuse, qui effleure la paroi faite de roche, de neige et de glace, on peine à imaginer les dizaines d'alpinistes qui ont perdu la vie en tentant de gravir une muraille qui affiche un dénivelé vertical de près de 2 000 mètres. Au milieu des années 1930, elle était devenue l'obsession des alpinistes, sur fond de considérations politiques et nationalistes. En juillet 1938, la double cordée germano-autrichienne d'Anderl Heckmair, Ludwig Vörg, Fritz Kasperek et Heinrich Harrer (qui sera l'auteur de Sept ans d'aventures au Tibet) parvient enfin à gagner le sommet, triomphant ainsi de la face nord. À Eigergletscher, transformé en un terminal dernier cri, ceux qui montent par le nouveau téléphérique trouvent une correspondance avec le petit train rouge du chemin de fer de la Jungfrau qui gravit le tunnel de sept kilomètres creusé à l'intérieur de la paroi nord de l'Eiger. Halte obligatoire de cinq minutes à la station d'Eismeer, où deux fenêtres donnent sur une spectaculaire mer de glace. Puis, arrivés au Jungfraujoch – Top of Europe, le "toit

de l'Europe", c'est un parc de loisirs d'altitude qui attend les touristes, en grande partie souterrain. Les centaines de milliers de visiteurs qui entreprennent l'ascension chaque année y trouvent une caverne de glace et une chocolaterie, des projections de films à 360° et un bar privatisable creusé dans la glace. Historiquement, il est intéressant de parcourir la galerie où une plateforme multimédia rend hommage à Adolf Guyer-Zeller, l'ingénieur et banquier zurichois à qui l'on doit l'idée du chemin de fer de la Jungfrau. Achevé en 1912, ce chef-d'œuvre d'ingénierie devient aussitôt une attraction qui lance le tourisme de masse dans une région jusqu'alors réservée aux seuls alpinistes.

LE SPHINX, L'OBSERVATOIRE ASTRONOMIQUE LE PLUS HAUT D'EUROPE

Un ascenseur permet de gravir les quelques dizaines de mètres qui mènent au Sphinx, le point culminant du Jungfraujoch – Top of

Europe, qui accueille un observatoire astronomique. On y découvre un panorama qui, les jours de beau temps, s'étend des Alpes valaisannes et italiennes, au sud, à la silhouette lointaine des Vosges et de la Forêt-Noire, au nord. L'Italie, la Suisse, la France et l'Allemagne s'embrassent ici d'un même regard. Et même si la température peut descendre facilement jusqu'à -20°C , le temps de quelques minutes au moins, on ne peut pas passer à côté du spectacle du glacier d'Aletsch, le plus étendu des Alpes, qui descend jusqu'à la vallée du Rhône sur une vingtaine de kilomètres. Sur la droite, le sommet de la Jungfrau et ses 4 158 mètres surplombent toute la région. Sous son capuchon de glace, la "Vierge" [Jungfrau en allemand] reste un espace naturel qui semble résister encore aux assauts des touristes.

La Stampa/10 décembre 2020

ILLUSTRATION © VERANE COTTIN / PHOTO EIGER EXPRESS © JUNGFRAUERNEN

Clôture du jeu le 2 juin

evenements.courrierinternational.com/escapetobern



amériques

Haïti. À l'école, cheveux crépus malvenus

De nombreux directeurs de collèges et lycées sanctionnent les coiffures afro et exigent des élèves des coiffures qu'ils appellent "soignées".



—AyiboPost (extraits)
Port-au-Prince

La grande majorité des écoles en Haïti imposent des restrictions à la chevelure crépue. Les cheveux "grenn" [littéralement "graines" en créole haïtien] sont "plus difficiles à coiffer en grandissant et ne sont pas très beau à voir", explique la directrice de l'école mixte Union des cœurs, Anne Sydoma Zamor Vilpigue.

L'un des cas les plus fréquents que la normalienne dit rencontrer concerne celui de parents trop occupés pour surveiller comment leurs enfants vont à l'école: "Ces élèves arrivent avec leurs cheveux non coiffés. Et, même quand ils peuvent ne pas l'être, leurs cheveux paraissent sales."

"Si on a les cheveux très crépus, rapporte D.J., scolarisé au Collège canado-haïtien depuis 2016,

les responsables mettront davantage de pression pour qu'on les coupe, parce qu'ils paraissent plus laids à leurs yeux comparés aux cheveux d'autres élèves, plus soyeux ou bouclés."

Symbole politique. La sociologue martiniquaise Juliette Sméralda traduit ce regard négatif porté sur le cheveu crépu comme un rejet du type de cheveu en question. Pour asseoir son argumentaire, dans une entrevue avec AyiboPost, l'auteurice de *Peau noire, cheveu crépu* [éd. Jator, 2005] remonte à l'époque coloniale.

Le problème, selon elle, survient avec le choc de civilisations lorsque l'Européen autodécrit comme Blanc pénètre l'univers du Noir avec arrogance et agressivité, puis se permet de regarder le cheveu crépu avec horreur et mépris.

Ce problème remonte à très loin, analyse la sociologue: "Les Noirs qui sont à la tête des institutions aujourd'hui sont [parfois] les substituts des Blancs à l'époque des plantations." Ils dirigent des institutions qui parfois remontent à l'époque coloniale. Voilà pourquoi ils vont avoir tendance à "forcer leurs pairs à rentrer dans un corps qui n'est pas le leur".

Pour les filles en milieu scolaire, la coiffure afro est l'interdiction qui revient le plus. Or elle est un symbole d'identité culturelle. Dans les années 1960, l'afro a été adoptée par les protagonistes du mouvement antiraciste Black Panthers. Elle était un symbole de revendication surtout politique à l'époque de la ségrégation raciale aux États-Unis.

Mais là-dessus, une responsable de l'école Notre-Dame-de-Lourdes est claire: "Il faut une certaine fraîcheur que l'afro n'apporte pas avec l'uniforme. Donnant l'impression de faire désordre, le cheveu porté à son état naturel est à garder chez soi. Et cela est inscrit dans le code de l'école."

La directrice de l'école mixte Union des cœurs n'accepte pas non plus que ses élèves portent l'afro: "Simon, les filles ne pourront pas porter les rubans qui sont indispensables." Anne Sydoma Zamor Vilpigue dit opter alors pour les coiffures "classiques". Ce terme est utilisé par trois responsables d'établissements scolaires contactés pour cet article. Mais impossible d'en avoir une réelle définition.

"En classe de nouveau secondaire 2 [seconde], se souvient Vedette Cadet, j'ai failli perdre un examen parce que ce jour-là j'ai fait des chichis", soit de petites tresses portées généralement sur le front. Rien que pour cela, la jeune fille s'est retrouvée dehors à supplier les membres de l'administration, tandis que les autres élèves subissaient leur examen en salle de classe. Une chance lui a finalement été accordée près d'une demi-heure plus tard. Mais on lui a remis une feuille d'examen avec "moins dix points" inscrit dessus.

Féministe engagée, Vanessa Jeudi confirme être aussi passée par là. À l'école secondaire, elle aimait porter des multitresses parce qu'"[elle] trouvai[t] que cela [lui] allait mieux", mais les membres de la direction refusaient à chaque fois qu'elle les garde et préféraient le port des extensions.

Une école qui met une interdiction sur la langue maternelle [le créole], qui n'accepte pas une coiffure qui concorde avec ses valeurs et son identité..., cela devrait interpeller, estime Vanessa Jeudi, car "nous sommes en train d'évoluer vers un type de société qui nous éloigne de qui nous sommes".

Au lycée Antoine-et-Georges-Izméry, les consignes en matière de coiffure sont strictes. Les tresses, toutes les formes d'exten-

"Nous évoluons vers un type de société qui nous éloigne de qui nous sommes."

Vanessa Jeudi, FÉMINISTE

sion et surtout les afros sont interdites. Vedette Cadet témoigne: "Dès lors qu'une élève se présente avec une de ces coiffures, elle a le choix entre changer de tête et rentrer chez elle."

Pour s'assurer que les principes seront respectés, les maîtres d'école usent de différents moyens. Le Collège canado-haïtien a en ce sens établi des contrôles de routine. Et cela fonctionne, selon D.J. L'adolescent dit avoir été sanctionné durant le tout dernier qui a eu lieu. Le directeur a mentionné l'infraction, soit avoir les cheveux crépus trop hauts, dans son agenda.

D.J. explique: "Les responsables vont ensuite sur le système de l'école afin de diminuer la note de discipline du sanctionné. Cette note [peut être] décisive pour savoir si l'élève sera admis en classe supérieure ou non."

Certains justifient l'imposition de ces règles par le fait que les élèves seront appelés à fréquenter professionnellement des espaces restrictifs.

Sans vouloir se prononcer sur le caractère esthétique des types de cheveux, Wesner Jean Michel, directeur du Collège classique d'Haïti, appuie quand bien même les restrictions imposées: "Quoique tous ne soient pas concernés, plusieurs de ces élèves

iront travailler dans des milieux qui exigent ce type de protocole."

Ces impositions pèsent lourd sur la santé mentale des enfants et des jeunes. "Les remarques sur l'apparence physique des élèves peuvent affecter l'image que ces derniers ont d'eux-mêmes, surtout si ces remarques sont faites en comparaison avec d'autres enfants", estime la psychologue Joanne Landrin.

Image de soi. L'enfant se sent bien si son image est correcte: "Si en revanche on lui donne l'impression que son image n'est pas bonne par rapport à celle des autres, il grandira avec une image négative de soi."

Certains responsables d'école font des concessions. Au collège Sainte-Rose-de-Lima par exemple, "on accepte les tresses naturelles du moment qu'elles ne sont pas portées plus de trois jours", informe Franz Dell Anne Borno, en classe de nouveau secondaire 1 [troisième].

Si les parents n'ont pas le temps de coiffer leurs enfants tous les jours, précise Anne Sydoma Zamor Vilpigue, "ils peuvent faire des tresses à leurs filles". Ces tresses devront toutefois être attachées et munies de rubans.

Wesner Jean Michel dit n'avoir aucun problème avec les dreadlocks et que les filles de son école portent leur afro du moment qu'elles ne sont plus en niveau fondamental [jusqu'en quatrième].

Mais, qualifiées de vacancières par d'autres institutions, comme le collège Notre-Dame-de-Lourdes, ces coiffures ne sont acceptées sous aucun prétexte.

—Rebecca Bruny
Publié le 10 mars

SOURCE



AYIBOPOST

Port-au-Prince, Haïti
ayibopost.com

Ce site haïtien, fondé en 2015, est le plus réputé de ce pays des Grandes Antilles. Il est connu pour ses enquêtes approfondies, ses chroniques, ses podcasts, ses vidéos... Formé par une équipe de jeunes journalistes, il a opté pour un modèle financier gratuit afin de toucher le public le plus large possible, en Haïti mais aussi parmi la diaspora.

Taste

PARIS
FESTIVAL



LE FESTIVAL

DES CHEFS

12-15 MAI 2022

GRAND PALAIS ÉPHÉMÈRE

Restaurants | Producteurs | Masterclasses | Cours de cuisine | Musique Live tasteofparis.com

Laurent-Perrier

All ACCOR
LIVE
LIMITLESS

Diners Club
INTERNATIONAL

Türkiye
goturkiye.com

Taste!
Korea!

L'EUROPE DÉFEND
SES TERROIRS

AL BRONZO
Barilla
LABORATORIO GUSTAZZA

AIRFRANCE

LEXUS

VILLE DE
PARIS

MIDO
PARIS ANTIQUE COLLECTOR

epicery
VIVE LE COMMERCE VIVANT!

FERRANDI
PARIS

LE PETIT
WALLON

chronofresh

Les Halles
METRO

BRISTO

GROM.

POU DE
Pâtisserie
PARIS

VIVANT par

BFM
PARIS
11 DE FRANCE

bleu



asie

Inde. La petite musique de haine de l'hindutva

La haine s'insinue partout, jusque dans la musique, s'insurge ce professeur d'art dramatique. L'affichage bruyant de la culture hindoue sert aussi à populariser la discrimination contre les musulmans.



—Scroll.in New Delhi

En avril, pendant les fêtes de Navratri, le Nouvel An hindou, l'Inde a entendu retentir une nouvelle musique. Du Karnataka à l'Himachal Pradesh, des foules d'hommes jeunes ont dansé au son produit par des disc-jockeys qui jouaient un mélange de techno et de trance, de musique religieuse et nationale, de rythmes, de mots et de slogans, l'ensemble formant une ambiance de haine toxique.

L'"hindutva" a donné naissance à ce que j'appelle la "Disc Jockey Hindutva" en pénétrant jusque dans le paysage politique sonore. [L'hindutva, ou "hindouité", est un projet politique fondamentaliste prospérant sur la négation des minorités, et en particulier la minorité musulmane, et dont se réclame le Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi.]

Que veut dire l'entrée de l'hindutva dans la musique? Qu'elle va déployer la musique pour créer un nouveau mur d'indifférence et attaquer les minorités. La musique peut-elle inspirer de la violence? Allez poser cette question aux femmes et aux minorités. Les chants communautaristes, sexistes, discriminatoires, racistes provoquent la violence.



TRIBUNE

La musique joue sur le corps et l'esprit. Nous n'entendons pas la peur avec nos oreilles, nous la ressentons dans notre cœur.

La musique peut être une arme. Comme n'importe quel langage, elle peut être utilisée pour humilier. Pour briser quelqu'un.

Le son de l'hindutva n'est plus "Om" [la vibration primitive de l'hindouisme] mais son opposé : "BOUM, BOUM, BOUM". Transportée par la haine, l'hindutva danse sur son rythme. L'hindutva a montré que la musique peut réduire les minorités au

silence et qu'une fête peut porter un message de haine. Elle a également montré que Bhimrao Ramji Ambedkar [principal rédacteur de la Constitution, définissant l'Inde comme une république laïque] avait raison lorsqu'il disait que la société hindoue s'était coupée d'elle-même. Ce n'est que lorsque les musulmans [qui représentent 14 % de la population] sont agressés qu'elle se sent unie, qu'elle sent qu'elle forme une société. Les jeunes hommes qui dansaient le breakdance dans les processions de Rama Navami étaient divisés par castes et par classes. Mais pour haïr les musulmans, ils étaient tous unis.

Au contraire des idéologies, qui tracent des frontières, la musique est ouverte et participative. Elle peut initier à la politique. Dans un espace politique inégalitaire, elle donne l'impression de vous appartenir. Vous en devenez fier, parce que la participation vous donne l'impunité. La musique devient une culture. C'est pourquoi elle est dangereuse.

Au cours des dernières décennies en Inde, il fallait un discours provocateur de la part d'un leader pour répandre la violence dans la rue. Aujourd'hui, on a l'impression qu'il suffit d'un DJ. Qu'il envoie le son, et la violence retentira dans les rues de tous les États. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de leader. Mais, contrairement aux discours qu'il était possible de ne pas croire, la musique rassemble les classes. On l'entend, on se met à danser, et avant de s'en rendre compte on est déjà dedans.

L'appropriation de la musique populaire par l'hindutva indique que la culture commune est en train de se communautariser. Les jeunes hommes qui ont participé aux processions de Rama Navami n'étaient pas nécessairement membres d'un parti politique. Ils participaient simplement à une fête et célébraient un élément de leur culture.

Le site d'information Scroll.in a rapporté le 11 avril que les participants à ces processions avaient des hymnes communautaristes de prédilection, comme *Topiwalas* ["porteurs de calottes", désignant les musulmans]. La chanson dit ceci : "Le jour où l'hindou se réveillera, le résultat final parlera.

L'homme à la calotte dira Hindoustan en baissant les yeux vers le sol." Voilà les chants qui électrisent les participants aux cortèges et font bouillir leur sang. "Quand on entend cette chanson, on se sent plus fort", déclare l'un d'eux. Ça nous donne envie de tuer tous les musulmans autour de nous."

Bien des discours sur la musique portent sur son pouvoir thérapeutique, sur la façon dont elle réjouit l'âme, rajeunit le corps, touche le cœur et réunit les amants séparés. Le plus souvent, on parle de la mise en harmonie et non du fait que la musique peut semer la discorde.

Si la musique a toujours été un magnifique véhicule de l'extase pour les soufis et les saints, elle est aussi une fidèle amie des fascistes. Elle a joué un rôle capital dans la montée du III^e Reich. Les fascistes l'adoraient. Benito Mussolini aimait jouer du violon et faire de la critique musicale, et Adolf Hitler était un grand amateur d'opéra.

"Quand on entend cette chanson, on se sent plus fort. Ça nous donne envie de tuer tous les musulmans autour de nous."

UN PARTICIPANT À UNE PROCESSION RELIGIEUSE DE RAMA NAVAMI

Le ministre de la Propagande d'Hitler, Joseph Goebbels, l'avait bien compris. "La musique touche le cœur et les émotions plus que l'intellect", disait-il. Où donc le cœur d'une nation pourrait-il battre plus fort que dans les masses, au sein desquelles il a trouvé son véritable foyer?" L'hindutva semble reproduire le même modèle avec ses fanfares, sa musique de procession, ses hymnes communautaristes et ses cris répétés de "Jai Shri Ram" ["Gloire au seigneur Rama", proclamation propre aux hindous], qui rappellent les "Heil". Les similitudes sont choquantes.

En 1935, le philosophe allemand Walter Benjamin, lui-même victime du fascisme, a parlé d'une "esthétisation de la politique" dans laquelle le fascisme voit son salut dans le fait de donner aux masses non pas les droits qui leur reviennent, mais la possibilité de

DONNEZ DU SENS À VOS ENGAGEMENTS

Formations spécialisées en alternance et en initial de post-Bac à Bac+5

MANAGEMENT INTERNATIONAL
ACTION HUMANITAIRE
GÉOPOLITIQUE
RSE • ESS

3A

L'école internationale du management responsable

LYON | PARIS | RENNES | TOULOUSE
ecole3a.edu



✍ *Dessin de Heidari, Iran.*

Contexte

Le gouvernement nationaliste indifférent

●●● Au mois d'avril, les démonstrations de haine à l'encontre de la minorité musulmane se sont multipliées en Inde, dans l'indifférence totale du gouvernement nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi. À travers le pays, lors de fêtes religieuses hindoues, des extrémistes s'en sont pris à des mosquées mais aussi à des habitations, tout en scandant des slogans à la gloire de dieux hindous. Dans plusieurs États touchés par ces poussées de violences, les autorités ont ordonné la destruction des propriétés des personnes accusées d'en être à l'origine, qui se sont révélées être pour la plupart... des musulmans. Magasins et maisons ont tout simplement été rasés au bulldozer. Depuis l'arrivée en 2014 au pouvoir des nationalistes hindous, les tensions entre les différentes communautés religieuses se sont exacerbées, et la minorité musulmane, qui représente 14 % de la population, soit quelque 200 millions de personnes, est prise pour cible.

s'exprimer. Benjamin montre comment le fascisme met les masses à genoux et leur donne en même temps des valeurs rituelles à célébrer. Il ne serait pas étonnant de voir des pauvres et des travailleurs migrants, qui ont été durement frappés pendant la pandémie, danser au son des DJ.

Un mythe ne peut pas être désarmé par l'histoire, ni la musique par son interdiction. La réponse, c'est la musique. Pour résister à cette invasion de la culture et de la vie par l'hindutva, nous avons besoin d'imagination et d'utopie. Il nous faut des mythes et de la musique. Pour réveiller les sens, nous devons entrer dans la musique. C'est un son différent qui brisera la fausse solidarité de l'hindutva. C'est la musique sans entraves de Kabir [poète du xv^e siècle, célébré par les hindous tout autant que par les musulmans et les sikhs] qui fera taire les sons de haine de DJ Hindutva.

Nous sommes en guerre. Nous devons opposer l'amour à la haine. DJ contre DJ. Nous aussi, jouons notre musique.

— **Brahma Prakash***
Publié le 25 avril

* Brahma Prakash est professeur d'art dramatique et d'études théâtrales à l'université Jawaharlal Nehru de New Delhi.

SOURCE



SCROLL.IN

New Delhi, Inde
scroll.in

Site d'informations indépendant indien en langue anglaise, **Scroll.in** est arrivé sur la Toile en 2013. Créé par l'entrepreneur Samir Patil et le journaliste Naresh Fernandes, il aspire à apporter un regard affûté sur les événements politiques et culturels les plus importants qui façonnent l'Inde d'aujourd'hui, grâce à "des analyses objectives et des commentaires d'experts".



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

En Inde, le succès du film Sooryavanshi surfe sur l'islamophobie latente

Un film de la vedette Bollywoodienne Akshay Kumar a fait l'an dernier un carton au box-office indien. Il associe les musulmans à des terroristes alors que les discriminations contre cette minorité se multiplient dans le pays. Un article à lire sur notre site.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>
ou par téléphone : 03 21 13 04 31
(du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



8,50€*

Best of 2021

Courrier international a sélectionné dans ce hors série les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année 2021.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Comment le monde a basculé

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50€*



8,50€*

Atlas du réchauffement climatique

Des pôles à l'équateur, la planète brûle. Des cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter la crise.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 juillet 2022

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.

Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :

<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

à la une

BIDEN-POUTINE LE FACE- À-FACE

Joe Biden avait martelé sa volonté de ne pas faire de cette guerre une confrontation entre la Russie et les États-Unis. Pourtant, la bataille pour le contrôle de l'Ukraine tourne de plus en plus à l'affrontement direct entre Washington et Moscou : les États-Unis adoptent une rhétorique plus agressive et augmentent les livraisons d'armes à Kiev, entraînant notamment le Royaume-Uni et l'Allemagne dans leur sillage. Une escalade dangereuse, pour la presse étrangère, alors que Vladimir Poutine lorgne déjà plus à l'ouest, du côté de la Transnistrie, et menace quiconque se mettra sur son chemin d'une "riposte foudroyante".

Le choix d'une stratégie périlleuse

VU DES ÉTATS-UNIS Dans les mots comme dans les actes, les États-Unis œuvrent de plus en plus ouvertement à affaiblir le Kremlin.

—The New York Times (extraits) New York

Quand le ministre de la Défense américain, Lloyd Austin, à la fin d'une visite éclair en Ukraine le 24 avril, a déclaré que l'objectif des États-Unis était de voir la Russie "affaiblie" au point de ne plus être en capacité d'envahir un pays voisin, il a entériné de fait une transformation du conflit: la bataille pour le contrôle de l'Ukraine tourne à l'affrontement direct entre Washington et Moscou.

Pourtant, le président Joe Biden avait commencé, au début de la guerre, par marteler sa volonté de ne pas en faire une confrontation entre la Russie et les États-Unis. Il a tenu à maintenir l'armée américaine hors du champ de bataille, et il a résisté aux demandes d'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine qui menaçait de pousser Américains et Russes à un affrontement direct.

Depuis, au fur et à mesure que devenaient incontestables les atrocités et les crimes de guerre commis par la Russie, et la nécessité pour l'Ukraine de se doter d'armes lourdes, les



↑ Dessin de Dionne Gain paru dans le Sydney Morning Herald, Australie.

lignes sont devenues plus floues, la rhétorique est plus âpre. Dans les mots comme dans les actes, les États-Unis œuvrent de plus en plus ouvertement à saper l'armée russe.

Washington a ainsi pris des sanctions pensées explicitement pour empêcher l'appareil militaire russe de mettre au point et de fabriquer de nouvelles armes. Les Américains s'efforcent aussi, avec un succès mitigé, de couper le robinet des recettes gazières et pétrolières qui alimentent la machine de guerre russe.

La déclaration tout sauf improvisée de Lloyd Austin, qui a exprimé le souhait des États-Unis de "voir la Russie affaiblie au point de ne plus pouvoir répéter ce qu'elle a fait depuis le début de l'invasion de l'Ukraine", avait un objectif immédiat: mettre le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, autant que possible "en position de force", selon les termes d'un haut responsable du ministère de la Défense, en vue des négociations pour un cessez-le-feu attendues, sous une forme ou sous une autre, dans les mois à venir.

Mais à plus long terme, afficher un tel objectif stratégique de la part de l'Amérique risque



FAIRFAX MEDIA

Repères

“L’arsenal de la démocratie”

●●● Ces dernières semaines, les tranches d’aide militaire américaine se sont enchaînées : 800 millions de dollars annoncés le 13 avril, rebetote le 21 avril, et plus de 300 millions de dollars promis le 25 avril. Au total, plus de 3,7 milliards de dollars destinés à l’aide militaire ont été accordés à l’Ukraine depuis le début du conflit. Comme en 1941, quand ils avaient armé le Royaume-Uni pour lui permettre de résister à l’Allemagne nazie, les États-Unis servent d’*“arsenal de la démocratie”*, applaudit dans le **New York Times** Paul Krugman. L’économiste et chroniqueur reprend ainsi la formule du président de l’époque F. D. Roosevelt, qui avait fait voter une loi *“prêt-bail”* facilitant le transfert d’armes et de nourriture en grande quantité. Un programme aujourd’hui *“ressuscité”* puisque le Congrès vient de voter une nouvelle *“loi prêt-bail pour la démocratie ukrainienne”*. Le 28 avril, Joe Biden sollicitait en outre un financement supplémentaire au Congrès pour continuer d’aider et d’armer Kiev. La somme demandée : 33 milliards de dollars.

de conforter Vladimir Poutine dans sa conviction que, avec cette guerre, les Occidentaux ont en réalité pour ambition d’étrangler le pouvoir et de déstabiliser l’État russe.

Le ministre de la Défense et d’autres officiels du gouvernement Biden font de moins en moins mystère de leur conception de l’avenir vers lequel on s’achemine : des années de lutte de pouvoir et d’influence avec Moscou, semblables, à certains égards, à ce que l’ancien président John Fitzgerald Kennedy appelait le *“long combat crépusculaire”* de la guerre froide.

Les propos de Lloyd Austin viennent illustrer une décision du gouvernement américain et de ses plus proches alliés : envisager plus ouvertement et plus résolument la possibilité d’une victoire ukrainienne dans les prochains mois, alors

POUR LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN, ON S’ACHEMINE VERS DES ANNÉES DE LUTTE DE POUVOIR ET D’INFLUENCE AVEC MOSCOU.

même que les combats se concentrent dans le sud et l’est russophones de l’Ukraine où, en théorie, l’armée de Poutine est censée avoir l’avantage.

Tandis que, d’après les renseignements américains, le chef du Kremlin serait convaincu d’être en train de gagner la guerre, il s’agit donc de reprendre la main sur le discours en martelant que l’aventure militaire russe se révélera surtout ruineuse. Mais cette stratégie n’est pas sans risque. *“Cela tient de l’équilibrisme”*, analyse James Arroyo, ancien haut responsable à la sécurité nationale britannique, aujourd’hui directeur du think tank Ditchley Foundation. *“Il ne faudrait pas que cette volonté de discréditer la puissance militaire russe tourne à une dévalorisation générale de la Russie, car Poutine ne manquerait pas de s’en servir pour aiguillonner le nationalisme dans son pays”*, souligne-t-il.

Second danger : si Vladimir Poutine juge ses forces militaires conventionnelles bridées, il se tournera vers une intensification des cyberattaques contre les infrastructures occidentales, le recours aux armes chimiques ou bien à son arsenal nucléaire tactique – cette éventualité, encore



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

“Il va falloir réapprendre la guerre froide” Avec la guerre en Ukraine, l’Europe et les États-Unis s’opposent de nouveau ouvertement à la Russie. Comment être ennemis alors qu’une guerre nucléaire est impensable? se demande **De Groene Amsterdammer**.

inconcevable il y a huit semaines, est aujourd’hui régulièrement évoquée.

Divers scénarios sont envisagés par les autorités américaines, notamment la possibilité que Poutine, excédé par l’absence d’avancée sur le terrain, finisse par envoyer une bombe *“de démonstration”* en mer Noire ou dans une zone inhabitée, à la manière d’un tir de sommation à l’encontre des Occidentaux.

La stratégie annoncée dans les propos du ministre de la Défense est en réalité esquissée depuis quelque temps déjà, à la fois dans d’autres déclarations et dans les sanctions occidentales prises contre la Russie.

La plus dommageable de ces mesures pourrait bien être l’instauration de restrictions à l’exportation des composants électroniques, dont le complexe militaro-industriel russe a besoin pour fabriquer de nouvelles armes. Contrairement à la Chine, l’autre grand adversaire des États-Unis, les capacités russes de fabrication de puces électroniques sont très limitées.

En annonçant ces restrictions à l’exportation début mars, Joe Biden a clairement dit que son

objectif face à la Russie était de “saper sa puissance économique et d'affaiblir durablement son armée”. Aujourd'hui, des rumeurs (que la Maison-Blanche prend un malin plaisir à amplifier) assurent que le complexe militaro-industriel russe souffre déjà d'une pénurie de certaines pièces.

“Les secteurs de la défense et de la haute technologie russes se retrouvent coupés de certaines lignes d'approvisionnement cruciales”, affirmait-il y a un mois le conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan. Il reste difficile pour l'heure d'évaluer les répercussions concrètes sur la production d'armes, comme de savoir si les Russes peuvent trouver d'autres fournisseurs.

Au sein du gouvernement Biden, des sources proches de la politique de sanctions confient qu'elle a été pensée pour être durcie progressivement. Petit à petit, les capitaux vont manquer pour investir dans du nouveau matériel, les livraisons de puces se raréfier, les revenus gaziers et pétroliers décliner, et la pression exercée sera de plus en plus nette. Les biens de consommation courante devraient à terme être touchés aussi, et les consommateurs russes auront du mal à se procurer les iPhone et les smartphones Android auxquels ils sont aussi accros que les Occidentaux.

Reste à savoir si la nouvelle stratégie peut fonctionner. Tous les présidents depuis Harry Truman ont tenté d'étouffer la Corée du Nord sous des sanctions drastiques – pourtant, l'arsenal nucléaire nord-coréen n'a jamais été aussi fourni qu'aujourd'hui.

Dans l'entourage de Joe Biden, on dit être conscient que des sanctions seules ne suffiront pas. Ce qu'il faut, c'est un savant mélange, minutieusement orchestré, de sanctions, de pression militaire et de diplomatie. La tâche n'est déjà pas aisée face à des pays plus modestes. Face à un État de la taille de la Russie, doté de l'arme nucléaire, elle n'est pas seulement difficile: elle est aussi très périlleuse.

— David E. Sanger
Publié le 26 avril

**Dernière
minute**

**NANCY PELOSI
À KIEV**

Après la visite éclair des ministres des Affaires étrangères et de la Défense américains à Kiev le 24 avril, c'est la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, qui s'est affichée aux côtés du président Zelensky, le 1^{er} mai, dans la capitale ukrainienne, pour exprimer l'entier soutien des États-Unis à l'Ukraine. Accompagnée d'une délégation de six parlementaires américains, elle a notamment remercié les Ukrainiens de se battre “pour défendre la liberté” et souligné: “Votre combat est un combat pour le monde entier. Nous serons à vos côtés jusqu'à ce que le combat soit terminé.”

WASHINGTON N'ENVISAGE AUCUN SCÉNARIO DE DÉSESCALADE

VU DE RUSSIE Quel avenir pour le dialogue russo-américain ? Pour ces deux politologues, les États-Unis utilisent la guerre en Ukraine pour mettre Moscou à genoux sur le plan stratégique. La solution, selon eux : passer à une diplomatie russe plus offensive.

— **Nezavissimaïa Gazeta** (extraits)
Moscou

Le blocage actuel du dialogue entre Moscou et Washington est souvent comparé à la mémorable crise des missiles de Cuba [en 1962]. Mais, à bien des égards, la crise d'aujourd'hui est plus profonde, plus étendue et plus dangereuse ; elle se niche dans le domaine fondamental que sont les valeurs et ne fera que se creuser à long terme.

Les États-Unis considèrent la confrontation autour de l'Ukraine non pas comme un conflit régional, mais comme une occasion d'infliger une défaite stratégique à la Russie par un armement ininterrompu de Kiev, une guerre de sanctions et des mesures multisectorielles visant à renforcer l'isolement de la Russie.

Les États-Unis n'envisagent pour l'instant aucun scénario de désescalade. Au contraire, ils travaillent d'arrache-pied à l'endigement complet de la Russie en provoquant des problèmes économiques et en déstabilisant politiquement

l'intérieur du pays. Aujourd'hui, alors que même les faucons les plus radicaux de Washington ont enfin compris que la guerre des sanctions n'aura pas d'effet immédiat, le plan américain anticipe déjà des années, voire des décennies de conflit.

Malheureusement, côté russe, les mesures stratégiques similaires qui pourraient constituer une réponse adéquate aux actes agressifs de Washington n'ont pas encore l'ampleur suffisante. Si les raisons en sont l'inertie et un espoir secret du retour du dialogue, de la compréhension mutuelle et du compromis, ces optimistes mal informés devraient regarder la vérité en face. Aux États-Unis, l'establishment politique, les médias, les lobbyistes et les groupes d'intérêt se sont unis dans un consensus antirusse à l'échelle fédérale, qui ne devrait s'éroder que dans un avenir très lointain.

L'espoir qu'il puisse y avoir des avancées si de nouvelles personnalités pragmatiques comme Donald Trump venaient à revenir au pouvoir semble irréaliste. Les partisans d'une relation équilibrée et constructive ont perdu

Décryptage

L'Ukraine a sorti les États-Unis du repli

●●● Quand Joe Biden a pris ses fonctions en janvier 2021, il avait trois priorités de politique étrangère, souligne le chroniqueur Doyle McManus dans les colonnes du **Los Angeles Times** : “ressusciter l'Otan et les autres alliances que Trump avait saccagées, retirer les derniers soldats américains d'Afghanistan et lutter plus efficacement contre une Chine de plus en plus sûre d'elle”. La Russie, puissance sur le déclin, ne paraissait guère mériter son attention. “Tout ce que souhaitait Biden c'était une relation stable,

prévisible avec Moscou”, rappelle le chroniqueur. Mais Poutine ne l'entendait pas de cette oreille, il a envahi l'Ukraine, “déclenchant une guerre tragique et un véritable séisme dans la politique américaine”. Le combat pour l'Ukraine est désormais la priorité de Biden, le défi posé par la Chine n'a pas disparu, mais le transfert des troupes américaines de l'Europe vers l'Asie va devoir attendre. Plus généralement, l'engagement de Biden aux côtés de l'Ukraine “marque la fin d'une période de repli, durant laquelle Obama et Trump avaient cherché à s'extirper des bourbiers créés par le président George W. Bush”, souligne le chroniqueur.

Cité par le **Los Angeles Times**, l'universitaire Stephen Sestanovich, qui soutient depuis longtemps que la politique étrangère américaine a tendance à alterner entre des cycles d'engagement international offensif et des phases de repli, souligne : “C'est presque toujours un choc qui met fin au repli et incite les gens à penser que les politiques moins ambitieuses [...] ne suffiront plus dans un monde plus dangereux. La guerre de Poutine a eu exactement cet effet et ses répercussions seront sans doute durables.” S'il a raison, explique le quotidien californien, alors la guerre en Ukraine pourrait avoir comme conséquences plus générales “une division du monde

en deux blocs, comparable à la guerre froide, un groupe sous la férule des États-Unis, l'autre de la Chine et de la Russie”, et une hausse du budget de la défense américain. Et le chroniqueur Doyle McManus de conclure : Il y a un an ou deux, l'attachement de Joe Biden à l'Otan et aux autres alliances traditionnelles “aurait pu paraître obsolète, mais aujourd'hui, il se révèle utile”. S'il estime que la politique étrangère du locataire de la Maison-Blanche est “loin d'être idéale” et mentionne notamment le fiasco du retrait d'Afghanistan, il tient à souligner qu'en Ukraine “l'expérience et les instincts du président américain lui ont rendu un fier service”.

tout soutien au Capitole, de sorte que le succès annoncé des républicains aux élections de mi-mandat [en novembre], même combiné à une éventuelle victoire de Trump (ou d'un équivalent) à la présidentielle de 2024, sera insuffisant pour inverser la tendance actuelle.

Pour négocier une éventuelle détente, il faudra sans doute attendre la nouvelle génération de dirigeants susceptibles de prendre le pouvoir vers la fin des années 2020, d'autant que, selon les sondages, les jeunes Américains perçoivent la Russie comme un ennemi de moindre importance. Certains experts russes évoquent même la nécessité de mettre, en quelque sorte, sur pause le dialogue avec Washington, au moins pour la durée de la présidence de Joe Biden, et de se contenter de relations bilatérales uniquement sur les sujets vitaux.

POUR NÉGOCIER UNE ÉVENTUELLE DÉTENTE, IL FAUDRA SANS DOUTE ATTENDRE LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE DIRIGEANTS.

En effet, objectivement, le temps joue en notre faveur. Mais seulement à condition de prendre suffisamment au sérieux la menace que font peser sur la Russie les plans de Washington. Sachant que pour mettre leur plan à exécution, les États-Unis pourraient utiliser non seulement le bon vieux truc du bâton, mais aussi la carotte.

Par exemple, la politique américaine visera sans doute, dès la fin du conflit ukrainien, à briser l'alliance de Moscou avec Pékin en provoquant des tensions russo-chinoises, tout en laissant miroiter un assouplissement du régime de sanctions. Dans ces circonstances, la diplomatie russe devra faire clairement savoir, en concertation avec nos homologues chinois, que cette stratégie est stérile.

Un refus de principe de toute tractation avec Washington concernant notre dialogue avec Pékin permettra de prévenir les provocations sur cette thématique. Il serait prudent d'étendre ce principe aux relations que la Russie entretient avec les autres pays qui n'ont pas rejoint la campagne antirusse.

Dans le même temps, il convient de redoubler d'efforts pour augmenter le corps diplomatique russe dans les régions où notre présence était jusqu'ici limitée, comme en Afrique, pour faire comprendre aux États-Unis que les mesures qu'ils prennent ne font que favoriser le pivot stratégique russe prévu de longue date vers l'est et le sud de l'échiquier mondial.

Il est temps pour la partie américaine de laisser les jeux et les ruses diplomatiques au profit d'un travail responsable sur l'élaboration d'un nouvel agenda pour les relations bilatérales. Après tout, nous devons travailler avec eux, d'une manière ou d'une autre, sur la résolution des conflits régionaux, sur la prévention des incidents dangereux dans le cyberspace et l'espace, sur le climat, etc.

La question du désarmement reste également d'actualité. L'effondrement de la quasi-totalité du

68^e JOUR DE GUERRE

Situation au lundi 2 mai 2022

Zones tombées sous le contrôle de l'armée russe depuis le 24 février

Zones d'opérations, partiellement sous son contrôle

Zones sous contrôle russe avant le 24 février

Principales batailles terrestres en cours (dernières 24 h)

État membre de l'Otan

Base militaire russe hors de Russie



* RMD République moldave du Dniestr (ou Transnistrie), autoproclamée et indépendante de facto.

COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS "THE NEW YORK TIMES", INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW), "LE MONDE"

SOURCE



NEZAVISSIMAIA GAZETA

Moscou, Russie
Quotidien, 42 000 ex.
ng.ru

Le "Journal indépendant" a vu le jour un an avant la chute de l'URSS, en 1990. Démocrate sans être ultralibéral, il a conservé de l'époque de sa conception une certaine aura.

système des traités a considérablement accru la probabilité d'une nouvelle guerre froide, tant en cas d'escalade dans l'espace postsoviétique que de crises ailleurs dans le monde. Une vision commune aux deux pays de l'inviolabilité du principe de non-destruction mutuelle, consolidée par des négociations, constituerait un élément clé de la dissuasion mutuelle et une première étape vers la poursuite du dialogue sur la réduction des armements offensifs.

Dans le même temps, l'absence d'une coalition politique au sein de l'exécutif américain en faveur de la signature du traité Start sur les armes stratégiques augmente considérablement la probabilité que les États-Unis se retirent du processus de négociation. C'est pourquoi il

est nécessaire de notifier à Washington que la Russie est prête à ce scénario, impliquant de fait le retour à une véritable course aux armements.

Une telle tournure des événements n'est guère dans l'intérêt du contribuable américain, qui formule de plus en plus de griefs socio-économiques. En tout état de cause, son équipe devra retourner à la table des négociations, ne serait-ce que pour éviter de décevoir complètement son propre électeur.

Mais, pour commencer, il faut renouveler les canaux de dialogue, même si nos intérêts sont diamétralement opposés. C'est un gros défi. La situation actuelle a provoqué un isolement du corps diplomatique russe sans précédent depuis l'époque soviétique, ainsi qu'une rupture des canaux de communication entre chercheurs et analystes. Or il est indispensable que la perception erronée de la communauté des analystes américains quant aux objectifs et aux préoccupations de Moscou soit réorientée.

Les États-Unis doivent sortir de la bulle d'information dans laquelle ils se sont enfermés. Il faudra bien qu'ils finissent par accepter qu'une nouvelle guerre froide ne serait qu'une perte insensée de temps et de ressources pour les deux parties, et qu'elle ne déboucherait certainement pas sur la répétition par la Russie des erreurs de l'Union soviétique. Finalement, les États-Unis doivent revenir à la raison pour leur propre intérêt.

—Anton Grichanov, Oleg Karpovitch*
Publié le 25 avril

Verbatim

"La riposte sera foudroyante"

"Si quelqu'un a l'intention de s'ingérer de l'extérieur dans ce qui se passe [en Ukraine] et de créer des menaces inacceptables sur la sécurité stratégique de la Russie, il doit savoir que notre riposte sera rapide et foudroyante. La réponse de la Russie sera immédiate et entraînera des conséquences que vous n'avez jamais encore subies dans toute votre histoire.

Nous sommes prêts à toute évolution de la situation. Nous avons pour cela tous les instruments. De ceux que personne ne peut se vanter de posséder. Et nous ne nous contenterons pas de nous en vanter, nous les utiliserons si cela s'avère nécessaire."

Vladimir Poutine, le 27 avril devant le Parlement de Russie, relayé par **Gazeta.ru**.

* Anton Grichanov et Oleg Karpovitch sont deux politologues. Le second travaille pour un institut dépendant du ministère des Affaires étrangères russe.



← Joe Biden. Dessin de Kal paru dans *The Economist*, Londres.

À la une



“LA GUERRE DE BIDEN”

C'est le titre, début avril, du journal britannique *The Spectator*. En une, le président américain brandissant un lance-roquette à l'envers, le dos tourné à Vladimir Poutine, habillé en général, qui laisse tomber une kalachnikov de ses mains ensanglantées. L'hebdomadaire britannique se demande si Joe Biden "sait bien ce qu'il est en train de faire" face à la Russie. La façon dont Washington va gérer la situation géopolitique la plus périlleuse depuis au moins une génération sera déterminante, explique *The Spectator*. Mais "nous voyons à nouveau à l'œuvre un principe immuable de la politique mondiale, qui vient juste après le principe 'ne jamais s'engager dans une guerre terrestre en Asie'. Ce principe est le suivant: Biden trouvera toujours un moyen de s'affaiblir".

→ L'Otan face à Vladimir Poutine : "Qui m'a réveillé?" Dessin de Tom paru dans *Trouw*, Amsterdam.

Le temps de l'hégémonie américaine est révolu

VU DE CHINE Dans un éditorial virulent et implacable, la presse officielle du Parti communiste chinois accuse les États-Unis de profiter de la guerre pour sauver un ordre international qui n'est plus forgé à Washington.

—Renmin Ribao Pékin

Récemment, des responsables gouvernementaux américains en visite officielle à Bruxelles ont encore disséminé leur virus politique consistant à se servir de la crise ukrainienne pour attaquer et diffamer la Chine. Ils ont saisi l'occasion du sommet avec l'Union européenne pour critiquer la politique intérieure chinoise [sur la situation des droits de l'homme et ses pratiques commerciales]. En jetant ainsi de l'huile sur le feu, les États-Unis font obstacle aux pourparlers de paix et cherchent à faire durer le conflit russo-ukrainien.

Engagés dans une diplomatie coercitive, ils n'hésitent pas à répandre des rumeurs sur la Chine, pêchant dans l'eau trouble de ce conflit pour atteindre l'objectif stratégique qu'ils se sont fixé: limiter l'influence de la Chine dans la région Asie-Pacifique et dans le monde. Pendant que certains œuvrent pour la paix et la stabilité sur terre, d'autres, cramponnés à leur mentalité de guerre froide, mettent tout cela en péril.

Si certains politiciens américains aiment à parler d'un "ordre international fondé sur des règles", c'est pour s'en présenter comme les défenseurs. Or, ce qu'ils désignent comme "règles" ne sont

en réalité que celles liant entre eux les membres de leur propre clan, pour leur plus grand bénéfice. Leur "ordre international" ne concerne en réalité que le "petit cercle" et leur propre groupe politique. Ce qu'ils cherchent à défendre, c'est leur propre hégémonie, ignorant l'évolution du monde et la réalité des relations internationales.

Les États-Unis doivent comprendre que le renforcement de la Chine est une tendance historique inéluctable. Mieux vaudrait pour ces politiciens réfléchir à la façon de s'entendre avec une Chine qui ne craint pas d'assumer ses responsabilités de grande puissance avec toujours plus de confiance. Les États-Unis doivent comprendre que le temps où une minorité de pays manipulaient les affaires du monde est révolu. Ils doivent comprendre que se tenir du bon côté de l'histoire, c'est œuvrer à la défense d'un ordre international articulé autour des Nations unies, fondé sur leur charte et le droit international.

S'il y a bien un pays qui n'hésite pas à mettre en péril l'ordre international et à piétiner ses règles, ce sont les États-Unis. N'ont-ils pas bombardé la Yougoslavie, et envahi l'Irak et la Syrie sans l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies? Sourds aux inquiétudes de sécurité de la Russie, ils se sont servis de l'Otan pour exacerber

les tensions régionales. Après le déclenchement du conflit entre la Russie et l'Ukraine, sans tenir compte des difficultés de la reprise de l'économie mondiale ni du sort des populations, ils n'ont fait qu'accroître les sanctions de manière unilatérale.

Comment croire que les États-Unis agissent pour le bien d'un ordre international fondé sur les Nations unies et le droit international? Les responsables américains n'ont que règles et ordre à la bouche, mais c'est leur propre hégémonie qu'ils cherchent à imposer.

Les politiciens américains inventent des mensonges sur la situation des droits de l'homme en Chine, mais ils demeurent aveugles aux tragédies causées par leur pays dans ce domaine, donnant en spectacle l'hypocrisie d'une question utilisée à des fins politiques. L'histoire des États-Unis n'est-elle pas marquée par le génocide des Amérindiens, et leur société, par une discrimination raciale systémique persistante?

Le laxisme avec lequel ils ont lutté contre l'épidémie de Covid-19 a causé la mort de près d'un million de personnes. Les États-Unis ont pris

LE DÉVELOPPEMENT DE RELATIONS STABLES ENTRE LA CHINE ET L'EUROPE, QUI SE DOIT D'ACQUÉRIR UNE AUTONOMIE STRATÉGIQUE, INSUPPORTE LES ÉTATS-UNIS.

l'habitude de s'ingérer grossièrement dans les affaires intérieures de pays tiers et n'hésitent pas à déclencher des guerres au nom de la "démocratie" et des "droits de l'homme".

Le 3 mars dernier, ils n'avaient admis sur leur sol que 12 réfugiés ukrainiens, alors même que ce sont eux qui sont à l'origine de la crise avec la Russie, laissant des milliers d'autres réfugiés de ce pays bloqués à leur frontière avec le Mexique. Les États-Unis ne sont-ils pas le pays le moins enclin du monde à respecter les droits de l'homme? [Selon le *Wall Street Journal*, plus de 20 000 Ukrainiens ont pu entrer légalement par le Mexique, mais cette voie n'a plus cours et 200 personnes sont en attente au Mexique.]

Qui offre des opportunités à l'Europe, qui menace sa sécurité et sa prospérité? En 2020, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Union européenne, tout comme l'UE l'a été pour la Chine en janvier et février 2022. À l'inverse de cet esprit de coopération sino-européenne, les États-Unis utilisent la crise ukrainienne pour prendre l'Europe en otage. Ils feignent de ne pas voir que plus de 5 millions de réfugiés ukrainiens ont afflué en Europe, et incitent celle-ci à intensifier les sanctions contre la Russie, avec pour conséquence une inflation annuelle dans la zone euro ayant atteint un record historique de 7,4 % au mois de mars.

Dans le même temps, on assiste à une hausse prodigieuse du cours des actions des géants de l'armement américain, tandis qu'une grande partie des placements européens dans les valeurs

refuges sont désormais investis aux États-Unis et que ces derniers se préparent à vendre au prix fort de plus grandes quantités de gaz aux Européens.

La Chine et l'Europe sont deux grandes puissances engagées dans la préservation de la paix dans le monde, deux grands marchés propices à un développement conjoint, deux grandes civilisations animées par la volonté de faire progresser l'humanité. La stabilité de leurs relations contribue à atténuer les incertitudes de la situation internationale. Leur collaboration dans un esprit d'ouverture contribue à répondre aux défis propres à l'âge de la mondialisation.

En forgeant de toutes pièces la fable d'une "menace chinoise", en orchestrant une concurrence hostile à la Chine, en prônant sa désignation comme "rival systémique" [terme employé par l'Union européenne en 2019], les États-Unis ne font qu'afficher leur caractère profondément hégémonique. Le développement de relations stables entre la Chine et l'Europe leur est insupportable. L'Europe, puissance majeure pour un monde multipolaire, se doit d'adopter au plus vite une approche plus indépendante, objective et rationnelle à l'égard de la Chine, et d'acquiescer une autonomie stratégique.

Calomnier un pays éloigne de ses propres objectifs et fait perdre l'occasion de répondre à ses propres défis comme à ceux de son temps. Certains politiciens américains devraient faire leur examen de conscience, renoncer à leur mentalité de guerre froide et à leurs réflexes claniques, et s'employer plutôt à agir en faveur du développement, de la paix et de la stabilité dans le monde.

—Zhong Sheng
Publié le 27 avril

L'auteur

L'éditorial chinois ci-contre est signé **Zhong Sheng**, un nom de plume que l'on pourrait traduire littéralement par "Son de cloche", mais qui par homophonie se transforme aisément en "Voix de la Chine". Il représente depuis 2011 le service international du quotidien *Renmin Ribao*, l'organe du Parti communiste chinois, et à ce titre exprime une ligne officielle du gouvernement chinois.

L'OTAN RESSUSCITÉE PAR LA RUSSIE

VU DE TCHÉQUIE **Poutine a envahi l'Ukraine parce qu'il craignait que l'Otan ne s'étende vers l'est. Il a obtenu tout le contraire de ce qu'il espérait.**

—Český rozhlas Prague

Certes, l'Ukraine ne deviendra pas membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), pas même une fois la guerre finie. Mais le soutien militaire que cette dernière lui apporte depuis le début des opérations russes sur son territoire a considérablement augmenté. Si la Russie ne se rend pas maîtresse de l'ensemble de l'Ukraine (ce qui semble désormais peu probable en raison précisément de l'aide des pays membres de l'Alliance), l'Ukraine de l'après-guerre disposera d'armes de pointe grâce à l'Otan et travaillera en étroite collaboration avec elle.

Inversement, la Suède et la Finlande pourraient bientôt en devenir membres. À la lumière de la guerre menée par Poutine en Ukraine, l'opinion publique et les classes politiques de ces deux pays jusque-là militairement neutres sont désormais favorables à une adhésion. Au plus tard en juin, on saura si l'un ou les deux se décident à franchir le pas et à intégrer l'Otan.

Vladimir Poutine risque de parvenir au contraire de ce qu'il envisageait, à savoir empêcher l'Ukraine de collaborer étroitement avec l'Otan et dissuader des pays comme la Finlande et la Suède d'y adhérer.

Si l'aventure militaire de Poutine aboutit à l'occupation des régions orientales de l'Ukraine, et que le reste du pays se retrouve armé jusqu'aux dents avec les dernières livraisons de l'Occident, outre que la frontière de la Russie avec l'Otan sera plus longue de 1 000 kilomètres en cas d'adhésion de la Finlande, les compétences stratégiques du chef du Kremlin deviendront risibles. Peut-être aussi, à terme, en Russie même.

La liste des conséquences de l'inaptitude politique et militaro-stratégique de Poutine ne s'arrête pas là. En effet, l'Otan a gagné en popularité dans la majorité de ses États membres.

En République tchèque, selon un récent sondage, elle a atteint un niveau inédit [depuis l'intégration du pays en 1999] de 78 % d'opinions favorables. Une hausse similaire de la popularité de l'Otan est également observée dans les plus grands pays d'Europe occidentale, y compris en France, qui a souvent eu des positions ambivalentes envers l'Alliance par le passé.

Bien que l'UE continue de prévoir le renforcement de ses forces de défense, il n'est désormais plus question d'envisager ce projet comme une alternative à l'Otan. Au contraire, il apparaît qu'une éventuelle armée européenne devra être liée à l'alliance militaire réussie qu'est l'Otan.

Conséquence de la guerre, l'Otan a aussi renforcé de manière significative son aile orientale. La Slovaquie a autorisé les Américains à utiliser deux bases aériennes sur son territoire et a approuvé la présence d'une unité militaire de l'Otan. Avec le redéploiement de troupes et d'équipements provenant d'autres États membres, ce flanc est se renforce rapidement dans les pays Baltes, en Pologne et en Roumanie.

Nous assistons donc, pour ainsi dire en direct, à l'effondrement de la politique de Poutine, dont l'un des principaux objectifs était d'affaiblir, voire de démanteler l'Otan.

Même si Donald Trump revenait au pouvoir, il lui serait difficile de réduire l'influence de l'organisation ou de faire en sorte que les États-Unis la quittent. Non seulement parce que l'Alliance a démontré le bien-fondé de son existence et de son action lors du conflit en Ukraine, même aux yeux de l'opinion publique américaine, mais aussi parce que nombre de ses États membres en Europe ont décidé de répondre au pari militaire de Poutine en augmentant leurs dépenses militaires, dont le faible niveau était la principale raison des critiques de Trump envers l'Alliance.

—Jiri Pehe
Publié le 25 avril





← Dessin de Côté paru dans **Le Soleil**, Québec.

À la une



“LA GUERRE ET L’INDIGNATION”

En une de la **Süddeutsche Zeitung** ce 29 avril, un essai de Jürgen Habermas sur la guerre en Ukraine. L’Allemagne a raison de faire preuve “de réflexion et de retenue” dans un contexte compliqué pour les pays membres de l’Otan, écrit le philosophe de 92 ans. En condamnant à l’unisson l’invasion russe sans prendre pleinement part au conflit, ces États se sont mis dans une situation complexe. Ils doivent s’assurer, à chaque nouvelle annonce de soutien à l’Ukraine, “qu’ils ne franchissent pas une ligne rouge indéterminée dont les critères sont définis par Vladimir Poutine” sans quoi ils pourraient faire basculer le monde dans “une troisième guerre mondiale apocalyptique”. Européens et Américains ont donc tout intérêt à éviter “les coups de poker”. Car, conclut Habermas, “c’est à Poutine de décider où se situe la limite entre le soutien militaire occidental à l’Ukraine et la cobelligérance”.

Un inévitable changement de cap

VU D’ALLEMAGNE Après de longs attermolements, Berlin a validé l’envoi de chars antiaériens à l’Ukraine. Une décision risquée mais nécessaire, selon ce quotidien allemand.

— **Frankfurter Allgemeine Zeitung**
Frankfurt

En annonçant la livraison de véhicules anti-aériens Gepard, l’Allemagne contribue désormais aussi avec des armes lourdes au soutien de l’Ukraine face aux envahisseurs russes. Avec le transfert d’équipements datant de l’époque soviétique et les formations au maniement d’équipements d’artillerie, l’aide militaire allemande représente un volume substantiel, qui devrait à peu près correspondre à celui d’autres alliés occidentaux. En ce qui concerne les armes légères, Berlin compte déjà parmi les fournisseurs les plus



OPINION

importants, ce qui est souvent occulté dans le débat public. Du point de vue de l’Allemagne, principale puissance d’Europe centrale, si longtemps favorable à la Russie et discrète sur le plan militaire, c’est un changement de cap considérable. Aussi nécessaire soit-il. Poutine a détruit le projet de paix européen issu de l’après-guerre froide, sur lequel la politique étrangère de l’Allemagne avait si durablement misé. Quant à savoir s’il aurait été possible de concilier les ambitions impérialistes de Moscou et un ordre libre et démocratique en Europe, la question n’est aujourd’hui plus que théorique, même si elle préoccupera les historiens encore longtemps.

Pour l’heure, il s’agit de donner un coup d’arrêt à l’expansion russe. Les généraux de Poutine affirment dès à présent que leurs objectifs vont au-delà de l’Ukraine, et lui-même a par le passé revendiqué une hégémonie de la Russie sur toute l’Europe de l’Est.

Dans cette situation particulièrement difficile, le gouvernement allemand a somme toute choisi la voie de la raison. Il a veillé à ce que les sanctions affaiblissent avant tout la Russie, et non son propre pays [en refusant un embargo total sur le gaz russe]. Il maintient la Bundeswehr en situation opérationnelle – autant que faire se peut avec cette armée mal équipée – et il agit en accord avec les alliés.

On peut reprocher au chancelier [social-démocrate] son indécision et ses maladroites en matière de communication publique. Toutefois, cette dernière n’a pas été facilitée par le fait que Scholz s’est retrouvé entraîné dans l’arène par sa propre coalition [ses alliés écologistes insistant pour envoyer le plus rapidement possible des armes lourdes aux Ukrainiens]. Il y a de quoi être effaré par la légèreté avec laquelle certains font régulièrement fi de graves problèmes stratégiques.

Même la CDU [parti chrétien-démocrate allemand d’opposition] est touchée par cette tendance. À en juger par ses interventions au Bundestag [le Parlement allemand], on pour-

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND A VEILLÉ À CE QUE LES SANCTIONS AFFAIBLISSENT AVANT TOUT LA RUSSIE ET NON SON PROPRE PAYS.

rait avoir l’impression que la Bundeswehr n’a plus d’autre vocation que de fournir du matériel à l’Ukraine.

Il n’y a pas besoin des sinistres menaces de Sergueï Lavrov [chef de la diplomatie russe] pour comprendre que l’augmentation de l’aide militaire occidentale comporte des risques. Les livraisons sont évidemment des cibles potentielles pour la Russie. La question décisive est de savoir si Poutine franchira le seuil menant à un conflit direct avec l’Otan.

Nul ne peut le prédire avec certitude. Jusque-là, il ne s’y est pas hasardé, ce qui confirme que la dissuasion occidentale – américaine pour l’essentiel – fonctionne encore. Avant la guerre nucléaire, que Poutine aussi ne peut que redouter, il existe cependant bien des étapes dans l’escalade.

L’Occident doit donc s’y préparer, dans tous les sens du terme : avec force et cohésion au sein de l’Alliance atlantique. Il y a trop longtemps que la politique étrangère se fonde sur des vœux pieux, en particulier en Allemagne. Depuis le 24 février, l’idée que l’on puisse échapper au conflit avec Poutine n’a plus aucun sens. Mais il faut, autant que possible, que le seuil d’un élargissement du conflit vers l’Ouest reste infranchissable.

— **Nikolas Busse**
Publié le 26 avril

Décryptages

La Transnistrie prise en étau

●●● Le risque de voir le conflit russo-ukrainien déborder des frontières de l'Ukraine est de plus en plus grand. Les 25, 26 et 27 avril, le territoire de la Transnistrie, région sécessionniste prorusse de la Moldavie, frontalière de l'Ukraine, a essuyé des attaques endommageant quatre édifices, au nombre desquels le bâtiment du ministère de la Sécurité d'État. La république autoproclamée a déclenché le niveau d'alerte antiterroriste maximal. Chisinau (capitale moldave), Tiraspol (capitale de la Transnistrie) et Kiev ont présenté des versions différentes des événements, selon le quotidien économique moscovite **RBK**. Depuis 1995, 1500 soldats russes de maintien de la paix stationnent sur les rives du Dniestr. Entre autres missions, ils gardent "l'un des plus importants dépôts de munitions d'Europe" situé dans le village de Kolbasna. Or, selon Tiraspol, le 27 avril, des tirs en provenance du territoire ukrainien ont touché ce village. Moscou a qualifié les attaques d'"attentats terroristes" et dénoncé toute tentative d'entraîner la Transnistrie dans le conflit en Ukraine. Kiev, de son côté, a accusé Moscou de "tentative de déstabilisation de la région", tandis qu'un conseiller du président ukrainien déclarait par ailleurs que l'Ukraine était prête à envoyer des troupes en Transnistrie, si Chisinau le demandait. Une proposition refusée par les autorités moldaves. Ces événements se sont produits peu après la déclaration du général russe Roustam Minnekaev selon laquelle le but de l'"opération spéciale russe en Ukraine" était "le contrôle total du Donbass et du sud de l'Ukraine", permettant l'ouverture d'un "couloir terrestre vers la Crimée et la Transnistrie". Les habitants de la Transnistrie, eux, voudraient surtout qu'on leur fiche la paix. C'est en tout cas ce qui ressort d'un reportage du quotidien italien **La Repubblica**, qui s'est rendu sur place pour parler aux habitants de ce "non-pays", où cohabitent Russes, Roumains, Bulgares, Ukrainiens (parmi lesquels plus de 20 000 réfugiés) et Moldaves. Le 25 avril, à l'heure où **La Repubblica** bouclait son reportage, beaucoup d'entre eux disaient vouloir simplement "la paix, et qu'on les laisse en dehors de tout ça".

L'Union européenne doit se détacher de "maman Amérique"

●●● "Qu'avons-nous à voir, nous, les Européens, avec cette guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie?" Selon **The Post Internazionale (TPI)**, les déclarations et les actions de Joe Biden depuis le début du conflit ne laissent plus de place au doute: "Les États-Unis veulent que ce conflit se poursuive, pour affaiblir la Russie, pour étendre l'influence américaine sur l'Union européenne et pour envoyer un message à la Chine." Pour l'hebdomadaire italien, le locataire de la Maison-Blanche est en effet le seul à pouvoir faire cesser cette guerre en donnant à Poutine la seule chose qu'il veut vraiment: un accord bilatéral entre grandes puissances. Mais il préfère faire en sorte que le président russe consomme toutes ses forces en Ukraine. De cette vision découle une question: l'UE partage-t-elle cet intérêt stratégique pour une confrontation directe avec Moscou? Pour ce média de gauche, la réponse est non. "Prenez le gaz russe, cette précieuse ressource sert à nous réchauffer nous, pas les Américains, souligne TPI. Et les millions de réfugiés ukrainiens? Ils arrivent en Europe, pas aux États-Unis. Quant à la course au réarmement pour satisfaire l'Otan (c'est-à-dire Biden), elle n'a pas de sens pour un continent qui vit en paix depuis plus d'un demi-siècle." Conclusion, l'UE ne doit pas se ranger sur la ligne belliqueuse dictée par "maman Amérique", au risque de perdre "son identité déjà bien transparente sur l'échiquier international". Dans cette guerre, l'UE doit se placer du bon côté. "C'est-à-dire le nôtre."

Londres hausse le ton

●●● "Le Royaume-Uni se trouve à l'avant-poste de la réponse internationale à l'invasion barbare de l'Ukraine par Poutine." La déclaration d'un porte-parole de Downing Street auprès du **Financial Times**, le 24 avril, donne le ton. Envoi de missiles antichars dès janvier, livraison à venir d'armes antinavires, visite du Premier ministre Boris Johnson à Kiev début avril: Londres apporte un soutien sans faille aux Ukrainiens. Le résultat d'une

prise de conscience, "après des années d'accueil à bras ouverts de capitaux et d'influence politique russes", née après l'annexion de la Crimée en 2014 et renforcée par l'empoisonnement sur le sol britannique de l'ancien agent double Sergueï Skripal en 2018. Londres juge même légitimes d'éventuelles frappes ukrainiennes sur le sol russe. Y compris avec des armes britanniques.

L'arme nucléaire, une menace vide de sens (pour le moment)

●●● "Poutine est-il vraiment prêt à appuyer sur le bouton nucléaire?" Pour l'heure, probablement pas, estime Mark Galeotti dans les colonnes du **New Statesman**, à Londres. "Bien qu'alarmante, cette menace proférée envers l'Occident deux fois depuis

le début de la guerre semble vide de sens." Selon lui, la rhétorique du président russe "est après tout résolument défensive: 'Si vous faites quelque chose que nous considérons comme une menace, alors nous répondrons.'" Au fond, "il s'agit même d'un signe de faiblesse", assure ce spécialiste britannique du Kremlin: contrairement à l'URSS, la Russie contemporaine "tente de se faire passer pour une grande puissance, mais sans la force de frappe économique et militaire ou le soft power pour le justifier". La bombe atomique, dans ce contexte, "demeure l'une des seules cartes crédibles à brandir". Pour autant, conclut Mark Galeotti, "personne n'aurait imaginé Poutine menacer d'utiliser une arme nucléaire, même tactique, voilà encore trois mois". Avec les frustrations accumulées ces dernières semaines sur le champ de bataille, Poutine se montre beaucoup plus imprévisible. "L'option semble toujours monstrueusement peu probable, mais plus si inimaginable."

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

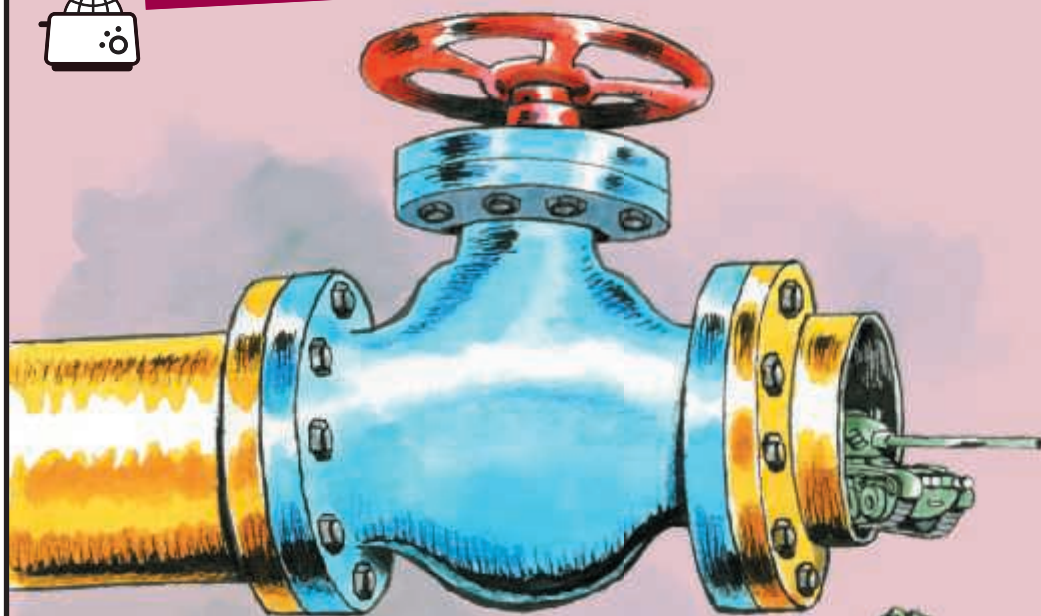


EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

trans-
versales.

économie



Roulette russe sur le gaz en Europe

Énergie. Le 27 avril, Gazprom coupait le gaz à la Bulgarie et à la Pologne. L'UE prépare la parade. Le risque d'une crise majeure n'a jamais été aussi grand.

—The Economist
Londres

Jusqu'à très récemment, la partie de poker énergétique entre l'Europe et la Russie paraissait dangereuse, mais sous contrôle. Le pétrole et le gaz étaient l'un des rares secteurs qui n'étaient pas visés par les sanctions européennes [après l'invasion de l'Ukraine lancée par Vladimir Poutine]. La Russie, de son côté, maintenait l'approvisionnement. Certes, l'Europe envisageait d'interdire les importations d'énergie et la Russie avait exigé fin mars que les pays "amicaux" paient leurs prochaines livraisons de gaz en roubles (et

non en euros ou en dollars) sans quoi elles seraient suspendues. Mais aucun des deux camps ne pensait que l'autre aurait le courage d'aller jusqu'au bout. Après tout, l'Europe importe 40 % de son gaz de Russie, qui en tire environ 400 millions d'euros par jour.

Rupture de contrat. Le 27 avril, toutefois, la Russie a fait monter les enchères. Gazprom, géant public de l'énergie, a coupé le gaz à la Bulgarie et à la Pologne après qu'elles ont laissé passer des échéances fixées par la Russie pour des paiements en roubles [lire co. L'Union européenne (UE) cherche à la hâte une solution. Les prix du gaz en Europe ont

grimpé de moment non ce ils ont peu baissé

L'effet de la russe, qui est une rupture de reste pour l'instant restreint. Les importations de la Pologne, soit 10 milliards de mètres cubes par an, et celles de la Bulgarie, 3 milliards de mètres cubes, représentent seulement 8 % des importations européennes. Le contrat polonais avec la Russie arrivait de toute façon à expiration en décembre, les recettes que la Russie perd en le dénonçant sont donc modestes.

20 % au de l'an (mais depuis). décision selon l'UE contrat, reste pour l'instant restreint. Les importations de la Pologne, soit 10 milliards de mètres cubes par an, et celles de la Bulgarie, 3 milliards de mètres cubes, représentent seulement 8 % des importations européennes. Le contrat polonais avec la Russie arrivait de toute façon à expiration en décembre, les recettes que la Russie perd en le dénonçant sont donc modestes.

Et si la Bulgarie et la Pologne comptaient toutes deux sur la Russie pour l'essentiel de leurs importations de gaz, elles devraient réussir à s'en sortir sans, affirme Xi Nan, du cabinet conseil Rystad Energy. La Pologne devrait recevoir ses premières livraisons de gaz norvégien en octobre. Les terminaux voisins de regazéification pourraient l'aider à importer plus de gaz naturel liquéfié (GNL). La Bulgarie réceptionnera ses premières livraisons de gaz d'Azerbaïdjan, acheminé via la Grèce, un peu plus tard cette année.

Quel sera le prochain pays privé de gaz russe? Ce n'est pas encore très clair. Les échéances fixées par la Russie pour le paiement en roubles correspondent en partie à des clauses contractuelles confidentielles. D'après des sources examinées par *The Economist*, ces échéances arriveraient en mai. Les enjeux sont immenses. Non que l'Europe ait besoin de gaz immédiatement: avec la hausse saisonnière des températures, la consommation recule. Mais les réserves de l'UE ne sont rem-

Si l'Allemagne cessait d'être livrée, le marché du gaz serait sens dessus dessous.

plies qu'à 33 %. La Commission européenne a demandé aux États membres de veiller à atteindre un taux de remplissage de 80 % d'ici à novembre, afin d'anticiper un pic de la demande.

Néanmoins, si la Russie coupait le robinet à de gros acheteurs, elle se priverait d'une partie des recettes dont elle a besoin pour financer une guerre longue et coûteuse. Qui sera le premier à se coucher? La plupart des importateurs européens ont d'ores et déjà exclu de payer directement en roubles. Mais Moscou propose un compromis. Les clients ouvriraient deux comptes auprès de Gazprombank (un prêteur qui n'est pas soumis aux sanctions). Ils verseraient des euros sur le premier compte, demanderaient à la banque de convertir la somme en roubles, puis déposeraient l'argent sur le deuxième compte, d'où il serait ensuite transféré à Gazprom.

De nombreux pays européens désapprouvent ce procédé :

en l'acceptant, ils pourraient donner l'impression de céder aux exigences exorbitantes de la Russie et risqueraient de provoquer des casse-tête juridiques. Ces États se répartissent en trois groupes. La Belgique, la Grande-Bretagne et l'Espagne importent peu ou pas de gaz directement de la Russie, et pourraient refuser le compromis. Un deuxième groupe comprend les gros acheteurs comme l'Allemagne et l'Italie qui auront du mal à remplacer leurs importations rapidement et seront tentés d'accepter. Enfin, le groupe des hésitants comprend des pays qui ne sont que partiellement dépendants de la Russie et dont certains ont des contrats sur le point d'expirer.

Sommets. Même cette dernière situation est source d'incertitude. Le fait qu'un pays se voie refuser l'approvisionnement pourrait avoir des répercussions sur un autre, par exemple si le gaz transite par cet État pour être acheminé ailleurs.

Si l'Allemagne cessait d'être livrée, les marchés du gaz seraient sens dessus dessous. Les prix européens sont déjà six fois plus élevés aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a un an. Ils atteindraient de nouveaux sommets, ce qui aurait pour effet d'attirer davantage de GNL depuis le reste du monde et de faire monter les prix ailleurs. Jack Sharples, du groupe de réflexion Oxford Institute for Energy Studies, estime qu'une coupure complète du gaz russe destiné à l'Europe pourrait entraîner une récession planétaire. Le coup de poker de la Russie fait de plus en plus peur – et même ceux qui ne sont pas dans la partie pourraient y laisser leur chemise. —

Publié le 30 avril

SOURCE



THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 1583 955 ex.
economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843 par un chapelier écossais, défend généralement le libre-échange, l'immigration, la mondialisation et le libéralisme culturel.

La Pologne ne panique pas

Les médias polonais semblent s'accorder sur les conséquences limitées qu'aura la coupure de gaz russe, alors que Gazprom ne livre plus le pays depuis le 27 avril.

Le manque de gaz russe ne fera pas beaucoup de dégâts en Pologne", titre **Rzeczpospolita**, un quotidien de référence en Pologne. Le journal rappelle que le pays a su diversifier ses approvisionnements ces dernières années et que le gaz russe ne représente que 50 % de ses besoins annuels.

PGNiG, l'entreprise publique qui domine le marché, assure pouvoir se procurer du gaz par l'intermédiaire des gazoducs reliant la Pologne à ses voisins allemands et tchèques. La Pologne peut également compter sur son terminal de gaz naturel liquéfié à Swinoujscie et sur ses propres réserves. "Les réserves en Pologne sont pleines à 76 %, ce qui représente 2,46 milliards de mètres cubes de gaz", note ainsi **Rzeczpospolita**.

Infor – un site d'information économique détenu par la même holding que le quotidien *Gazeta Prawna* – renchérit, précisant quant à lui que "les nombreux contrats en gaz naturel liquéfié [...]

dépasseront, dès 2023, les capacités actuelles du terminal polonais" – en cours d'agrandissement. En attendant, la Pologne pourrait potentiellement avoir recours au terminal lituanien situé à Klaipeda.

Infor ajoute que "le terminal polonais, qui permet la regazéification, assure déjà 20 % des imports polonais en gaz. En 2022, la Pologne sera également reliée aux réseaux gaziers slovaque et balte, de quoi lui assurer des approvisionnements non négligeables. Enfin, le gazoduc *Baltic Pipe*, qui reliera la mer du Nord norvégienne à la Pologne, est le stade ultime de la diversification des approvisionnements polonais. D'ici à 2023, il devrait permettre l'acheminement de 10 milliards de mètres cubes par an, soit l'équivalent des livraisons annuelles de [la société russe] *Gazprom*."

La version polonaise de **Business Insider** – un portail d'information économique richement alimenté en Pologne – note que le pays pourrait

paradoxalement tirer son épingle du jeu, au niveau européen, grâce à sa dépendance au charbon subvenant à de nombreux besoins industriels. "L'industrie polonaise n'est pas aussi dépendante du gaz que, par exemple, l'industrie allemande", note le journaliste, qui cite un expert : "Dans la perspective des prochains mouvements de *Gazprom*, les entreprises polonaises sont en meilleure position que les entreprises occidentales. Elles pourront fonctionner même lorsque le Kremlin fermera le robinet." Ainsi, les entreprises polonaises pourraient même jouir d'une certaine compétitivité si la Russie en venait à couper ou à réduire les livraisons gazières plus à l'ouest de l'Europe.

L'auteur prévient tout de même que quelques secteurs polonais restent à la merci des livraisons gazières. *Grupa Azoty* – le deuxième plus grand fabricant d'engrais azotés et composés de l'UE – devrait souffrir de la coupure de *Gazprom*. Une supposition tempérée par **Rzeczpospolita**, qui se fie aux déclarations de l'entreprise, qui affirme disposer "de scénarios déjà préparés en cas d'interruption de livraison".

Business Insider s'inquiète également des conséquences de la coupure de *Gazprom* sur l'inflation, déjà galopante – elle s'élevait à 12,3 % pour le mois de mars : "L'inflation sera encore plus élevée, le zloty sera encore plus faible et les taux d'intérêt devront probablement encore augmenter", conclut le titre.

— **Courrier international**

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Musk le militant et le cinquantenaire du Polaroid

La Lettre tech se pose un cas de conscience : doit-elle, une fois encore, dérouler le feuilleton Elon Musk, ce Crésus riche de 173 milliards de dollars aux mœurs de farceur prépubère ? Tandis que les médias glosent sur les motifs de son projet de rachat de Twitter pour 44 milliards de dollars – rétablir la liberté d'expression, selon lui bafouée sur ce réseau social –, un article du magazine **Puck** remet les pendules à l'heure. Il révèle que des financiers sérieux entrevoient, derrière la lubie du patron de Tesla et SpaceX, un retour de "l'investissement militant" au service d'une idée. D'autres s'inquiètent, plus simplement, des conséquences de l'opération sur ses autres activités. Musk n'a pas 44 milliards en cash. Pour obtenir cet argent, il devrait vendre des actions Tesla en prenant un gros risque fiscal, ou emprunter en gageant auprès d'une banque une masse de titres, l'équivalent de deux fois la valeur du prêt. Si le cours chute, le prêteur pourrait s'approprier les actions et les vendre au rabais, ce qui serait catastrophique pour Tesla. Autre possibilité, Elon Musk organise un tour de table avec des partenaires pour reprendre Twitter. William Cohan, vieux routier de Wall Street et auteur de l'article, explore les filons possibles. Mais le jeu en vaut-il la chandelle, même pour l'homme le plus riche et le plus imprévisible du monde ?

L'ancêtre SX70

Le Polaroid fête ses 50 ans, et **Fast Company** nous annonce que le pionnier de la photo à développement instantané connaît toujours un succès étonnant. Nous n'en sommes plus, bien sûr, au temps du premier modèle grand public, le SX70 lancé en 1972, dont

les images apparaissaient avec une lente magie hors de l'énorme boîtier, au prix de manipulations délicates. Les nouveaux modèles, adorablement miniaturisés, répondent à un besoin d'authenticité. **Fast Company** rappelle que la frénésie causée par le lancement du SX70 préfigurait la folie collective suscitée par le premier iPhone. Après la fermeture de la dernière usine Polaroid, en 2008, un groupe de fanatiques avait lancé l'"Impossible Project", un collectif visant à produire à nouveau la pellicule spéciale pour ces appareils mythiques, dont 300 millions d'exemplaires prenaient la poussière sur des étagères dans le monde entier.

Faux flics

Bloomberg nous informe des nouvelles tactiques des harceleurs et des maîtres chanteurs américains. Ils se font passer pour des policiers et demandent aux réseaux sociaux comme Facebook ou Discord des informations confidentielles, adresses physiques, adresses mail et numéros de téléphone. Leurs victimes sont en général des lycéennes ou de très jeunes femmes, bientôt cibles de persécutions et de chantages à but sexuel. Les criminels sont souvent des garçons mineurs, organisés en véritables réseaux et très informés des procédures policières.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **la Lettre tech**.

Repères

Engie va s'approvisionner aux États-Unis

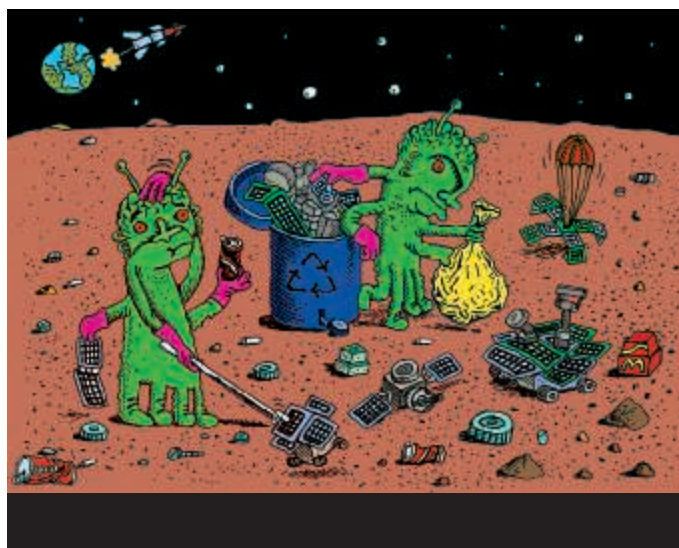
●●● Engie a signé avec l'américain NextDecade un accord d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL), le "premier contrat américain avec un acheteur européen depuis que Washington s'est engagé à aider le continent à ne plus dépendre du gaz russe", constate le **Financial Times**. L'énergéticien français devrait se faire livrer 2,4 milliards de mètres cubes par an du terminal situé près du fleuve Rio Grande au Texas, à partir de 2026. La guerre en Ukraine pousse l'Europe à trouver de nouvelles filières d'approvisionnement. En l'occurrence, il s'agit d'une véritable "volte-face pour Engie", qui avait suspendu en 2020 les négociations avec l'entreprise texane pour des raisons

environnementales. Le gouvernement français, actionnaire à 24 % d'Engie, avait fait pression à l'époque sur le groupe français pour répondre aux critiques sur l'impact négatif de ce GNL, produit majoritairement par fracturation hydraulique. Entre-temps, NextDecade s'est engagé à "réduire de 90 % ses émissions de dioxyde de carbone en les capturant et en les stockant". Et le 25 mars, "le président américain, Joe Biden, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont annoncé que les États-Unis prévoient de porter leurs exportations de GNL vers l'Europe à 50 milliards de mètres cubes par an d'ici à 2030", rappelle le quotidien britannique.

✍ Dessin de **Simanca**,
Brésil.

Steve Wozniak, la tête dans les débris spatiaux

Logiciel. Pour s'attaquer à la pollution autour de la Terre, le cofondateur d'Apple a créé une start-up.



—CNN Atlanta

Steve Wozniak a une nouvelle passion, les déchets spatiaux, et elle pourrait bien se révéler lucrative. Mais peu importe l'argent, selon Alex Fielding, cofondateur de Privateer et associé de longue date [du pionnier de l'informatique]. *“Je doute que Steve [Wozniak] cherche à gratter quelques sous et, de mon côté, je m'en fiche complètement”*, affirme le PDG de cette nouvelle entreprise.

La mission de Privateer consiste à développer un meilleur suivi des objets spatiaux et à utiliser les données recueillies pour éviter les collisions catastrophiques. Pour y parvenir, les deux hommes ont recruté Moriba Jah, titulaire d'un doctorat et professeur d'astrodynamique, qui a consacré l'essentiel de sa vie à la recherche universitaire et à la sensibilisation au danger croissant que constitue la prolifération des débris dans l'espace. Une menace qui risque de détruire des satellites de télécommunications, voire d'empêcher complètement les voyages spatiaux.

Moriba Jah a dirigé des recherches à l'université du Texas, il a témoigné lors d'auditions au Congrès, il a plaidé pour le changement sur la scène internationale. Le scientifique a confié à CNN qu'il en était arrivé à une sombre conclusion: la recherche universitaire ne dispose pas du budget suffisant pour développer les technologies nécessaires à la lutte contre les débris spatiaux. Il est donc parti en quête de financements. Et c'est ainsi qu'il a rencontré Wozniak, le génie de l'informatique qui a cofondé Apple avec Steve Jobs.

Le trio ne court pas après les mêmes rêves qu'Elon Musk et Jeff Bezos [fondateurs respectivement des entreprises spatiales Starlink et Blue Origin]. Privateer ne construira pas de fusées tape-à-l'œil pour envoyer des touristes dans les étoiles. L'entreprise sera entièrement consacrée à la lutte

L'objectif est de construire le genre de base de données dont rêvent les experts du trafic spatial.

contre la menace imminente que constituent les débris en orbite terrestre, dont des morceaux flottent par millions de manière incontrôlée et risquent de détruire des satellites opérationnels en les percutant. Le problème attire de plus en plus l'attention, au vu de la prolifération de ces engins ces dernières années.

On craint surtout que les collisions ne déclenchent des réactions en chaîne catastrophiques et créent ainsi de dangereux nuages de débris. S'il y a trop de déchets dans un champ orbital donné, il risque d'être inopérant. Et s'il y a trop de déchets autour de la Terre, il est possible qu'envoyer un lanceur en orbite devienne un jour trop dangereux.

Levées de fonds. *“Nous sommes à un point d'inflexion et nous sommes confrontés à une croissance exponentielle de la commercialisation spatiale, explique Steve Wozniak. Mieux comprendre ce qui se trouve déjà là-haut est essentiel pour que s'épanouisse la nouvelle économie spatiale.”*

Début mars, Privateer est sorti de l'ombre en lançant la première version de son logiciel conçu pour surveiller le trafic spatial. Lors d'interviews avec CNN, les fondateurs de l'entreprise ont exposé leur ambition de construire le genre de base de données dont les experts du trafic spatial – y compris les États – ne font pour l'instant que rêver.

Privateer parviendra-t-elle à constituer cette base de données et à gagner assez d'argent pour se maintenir à flot? Personne ne le sait pour l'instant. Alex Fielding refuse de révéler le montant des capitaux levés jusqu'à présent, mais précise que Steve Wozniak a lui-même investi et que Privateer devrait lancer *“assez rapidement”* une nouvelle levée de fonds.

Cependant, affirment Moriba Jah et Alex Fielding, l'entreprise est avant tout née pour faire face à ce qu'ils considèrent comme une crise environnementale dans l'espace. *“Il est urgent, pour ceux d'entre nous qui ne travaillent pas dans l'industrie spatiale, de commencer à prendre conscience de l'impact des débris en orbite sur notre vie quotidienne”*, dit Steve Wozniak. *On ne se rend pas compte à quel point nous sommes dépendants dans notre vie quotidienne des*

services fournis depuis et par l'espace – la géolocalisation, les transactions financières, la surveillance du climat. Notre vie sur Terre est connectée à l'espace, et même les plus petits débris en orbite autour de notre planète peuvent endommager et détruire des installations essentielles au fonctionnement de nos services de base.”

Privateer repose sur un programme informatique développé par Moriba Jah à l'université du Texas à Austin, où il enseigne. Ce logiciel vise à récupérer toutes les données existantes sur les débris spatiaux – recueillies par les radars terrestres et à terme par les propres satellites de Privateer – et à en tirer une cartographie la plus précise au monde.

Une bonne partie des données sera à disposition du public, comme c'est le cas aujourd'hui sur le site web de Privateer. Mais le programme a aussi pour but de communiquer aux opérateurs de satellites des informations précises qui leur permettront d'éviter des collisions, voire de les aider à guider des vaisseaux qui pourraient, un jour, récupérer les déchets et les expulser hors de l'orbite. C'est là que se trouve une potentielle manne financière. Privateer espère que

“Il est urgent de prendre conscience de l'impact des débris en orbite sur notre vie quotidienne.”

Steve Wozniak,
COFONDATEUR DE PRIVATEER

les exploitants de satellites, voulant s'assurer que les trajectoires de leurs engins ne risquent pas la collision, seront prêts à rémunérer le service fourni par l'entreprise. (Max Fielding refuse de donner des indications de tarifs.)

Il existe déjà des services qui tentent de le faire. Le gouvernement américain fait depuis longtemps la police du trafic spatial, puisqu'il dispose du plus grand catalogue au monde d'objets spatiaux et qu'il alerte les opérateurs – par courriel – des potentielles collisions. Quelques entreprises privées existent aussi, comme LeoLabs et Comspoc, une société issue de [l'entreprise aérospatiale] Analytical Graphics Inc (AGI).

Mais Moriba Jah et Alex Fielding soulignent que Privateer

ne s'intéresse pas aux mêmes informations, c'est pourquoi leur base de données est plus précise. Ils espèrent élaborer un catalogue assez détaillé pour montrer l'emplacement d'un déchet en orbite, mais aussi sa forme et sa taille, ainsi que sa provenance. Est-ce un morceau du satellite russe qui a heurté un satellite américain de télécommunications en 2009? Ou bien des éclats issus de manœuvres militaires des Chinois, Russes et Américains lors desquelles ces pays ont fait exploser leurs propres satellites?

Satellites Pono. Toutes ces informations pourraient être cruciales, non seulement pour mieux anticiper les trajectoires des déchets spatiaux et éviter des collisions accidentelles, mais aussi pour aider à déterminer les responsabilités. En l'état actuel des choses, nous n'avons aucune idée de qui produit quel débris. D'où la quasi-impossibilité de mettre quiconque face à ses responsabilités sur la scène internationale et géopolitique.

À terme, Privateer espère aussi déployer une série de satellites dont les capteurs pourront détecter les plus petits débris – les objets de moins de 10 centimètres, pour l'instant insaisissables. Ils prévoient d'appeler ces satellites Pono, un mot de la langue hawaïenne qui signifie *“faire ce qui est juste”*.

Selon Max Fielding, l'entreprise pourrait être présente dans l'espace dès 2022 en plaçant ses capteurs sur un satellite dont le lancement est déjà programmé. Privateer pourra envoyer ses satellites Pono dans les années à venir en fonction des besoins, précise le PDG.

S'il atteint ses objectifs, le trio pourra donner un aperçu inédit de notre environnement orbital en perpétuelle évolution. Car selon Moriba Jah, nous naviguons à l'aveuglette depuis trop longtemps. *“Mon espoir – si je peux me permettre de rêver en grand –, c'est que Privateer donne des informations qui aident l'humanité à en savoir plus sur elle-même et motive les gens à se voir comme des agents et des gardiens de l'environnement, explique-t-il. Nous devons tous prendre les choses en main.”*

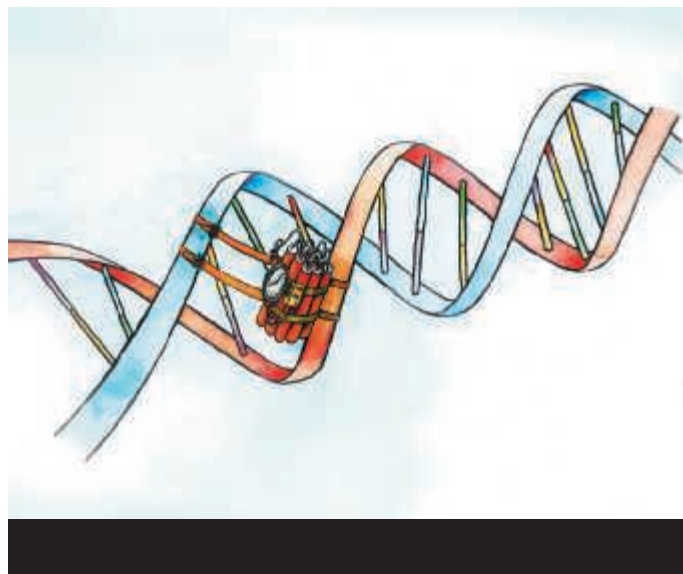
—**Jackie Wattles**
Publié le 2 mars

SCIENCES



Trop de tests sur les embryons

Génétique. De plus en plus d'entreprises proposent d'analyser les embryons. Mais ces tests ne sont encore pas validés scientifiquement et ouvrent la voie à de profonds bouleversements sociétaux.



—Nature Londres

L'apparition d'entreprises qui proposent aux futurs parents des tests génétiques complexes sur leurs embryons, à la veille d'une fécondation in vitro (FIV), préoccupe aussi bien les généticiens que les spécialistes de la bioéthique. Ces sociétés se disent capables de prédire les risques de nombreuses maladies courantes – y compris celles favorisées par des dizaines, voire des milliers de gènes. Les couples ayant recours à la FIV ont dès lors la possibilité de sélectionner un embryon ayant a priori moins de risques d'être atteint de telles maladies.

Polygénique. L'inquiétude des chercheurs est justifiée. La sélection des embryons en fonction de ces critères n'est pas encore fondée sur des faits scientifiques. En outre, faire appel à des tests génétiques complexes pour trier des embryons a des conséquences sociétales qui n'ont pas encore été pleinement prises en compte. Certains scientifiques sont radicalement opposés à de telles pratiques, tandis que d'autres reconnaissent qu'il pourrait y avoir des avantages à

collecter de nouvelles données, même s'ils sont conscients qu'il faut strictement réglementer ce type de procédure. Une étude, publiée dans la revue *Nature Medicine* le 21 mars, explique une partie de la méthodologie utilisée pour déterminer ce qu'on appelle les "scores de risque polygénique". Si ce travail a le mérite d'attirer l'attention sur ces pratiques, il n'apaise pas pour autant les craintes des scientifiques.

Dans certains pays, les autorités sanitaires réglementent l'utilisation des tests génétiques simples dans le cadre d'une FIV, mais ce n'est pas le cas partout. Ces tests ont pour but de réduire le risque pour les parents de transmettre une maladie héréditaire à leur enfant. Ils sont employés, typiquement, pour prévenir l'apparition de terribles maladies causées par les mutations d'un seul gène. Ainsi, au Royaume-Uni, des tests portant sur plus de 6 000 affections héréditaires, notamment la maladie de Tay-Sachs et des cancers du sein provoqués par les mutations des gènes BRCA1 et BRCA2, ont reçu l'aval de la Human Fertilisation and

Embryology Authority ["Autorité pour la fécondation et l'embryologie humaines"] (HFEA).

Mais les maladies les plus courantes, comme le diabète de type 2, sont liées à des mutations portant non pas sur un seul, mais sur de nombreux gènes – parfois même des milliers. Pour comprendre le rôle de la génétique dans ces affections, des chercheurs ont analysé les séquences ADN de milliers de sujets atteints de la maladie et les ont comparées avec l'ADN de personnes non atteintes, afin de repérer les variants associés à un risque plus élevé de contracter l'affection. Cette information est ensuite convertie en un score de risque global, qui permet d'évaluer la probabilité qu'un individu de présenter tel ou tel trouble.

Préoccupations. À mesure que les études génétiques vont continuer à échantillonner plus largement certaines populations, on peut espérer que les scores de risque polygénique vont s'affiner, ce qui à terme pourrait servir à orienter les stratégies de traitement et de prévention. Mais il existe un consensus [chez les scientifiques] quant au fait que ces scores ne sont pas encore prêts à être utilisés à des fins autres que celle de la recherche.

Dans la dernière étude en date, les chercheurs – qui, pour la plupart, travaillent pour des sociétés de FIV ou de tests génétiques – ont découvert qu'ils étaient capables de déduire la bonne séquence génomique sur des régions utilisées pour calculer les scores de risque polygénique concernant 12 maladies – dont le diabète, certains types de maladies cardiaques

et plusieurs cancers et maladies auto-immunes –, avec une précision de l'ordre de 97 % à 99 %. Les auteurs affirment que cette technique – qui a fait l'objet d'un examen collégial – confirme la faisabilité de l'évaluation des régions génomiques nécessaires au calcul du score de risque polygénique pour un embryon. Mais cette capacité technique n'est pas la seule source de préoccupation et de débat quant à l'utilisation des scores de risque polygénique dans la sélection des embryons en vue d'une FIV.

Il y a bien d'autres inquiétudes concernant cette pratique. L'une d'entre elles est le fait que les scores

ont été mis au point sur la base d'études d'association pangénomique [une analyse des variations génétiques portant sur une vaste population] faisant largement appel à des échantillons d'ADN prélevés sur des personnes d'ascendance européenne. Même si une diversification de ces bases de données est en cours, les scores actuellement disponibles ne sont pas fondés sur un sous-ensemble d'individus suffisamment divers. Même parmi les Blancs européens, les scores de risque polygénique ne sont parfois prédictifs qu'au sein de petits sous-groupes de cette population – peut-être, pour une part, du fait qu'on connaît mal les interactions entre le rôle de la génétique et celui de l'environnement dans l'apparition de telle ou telle maladie.

En outre, les scientifiques ne savent pas encore dans quelle mesure la sélection d'embryons présentant un risque relatif plus faible de contracter une maladie ne pourrait pas accroître les prédispositions à d'autres affections. Les variations génétiques peuvent avoir un certain nombre

On ne connaît pas encore suffisamment la part de l'inné pour mettre au point des tests pertinents.

d'effets – un phénomène connu sous le nom de pléiotropie –, et une séquence d'ADN associée à une caractéristique bénéfique pourrait aussi augmenter le risque de présenter un caractère défavorable.

Bon nombre de ces scores polygéniques sont utilisés pour prédire le risque d'affections qui se déclarent plus tard dans la vie, sans qu'il soit possible de prendre en compte les changements dans l'environnement qui pourraient se produire avec le temps. Un enfant né aujourd'hui ne sera sans doute pas atteint de maladie cardiaque ou de diabète avant plusieurs décennies, et il n'y a aucun moyen de savoir quels traitements ou mesures de prévention existeront d'ici là, ou quelles modifications seront intervenues dans l'environnement.

L'évaluation des risques polygéniques est déjà proposée directement aux consommateurs (et pas seulement pour la FIV) dans certains pays, notamment les États-Unis et le Japon. Difficile

↳ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

de savoir dans quelle mesure ces personnes sont prévenues des incertitudes et des risques liés à cette technique. Or les scores de telles évaluations pourraient avoir des conséquences néfastes. Ils pourraient donner lieu à la destruction d'embryons viables ou inciter des femmes à subir de nouveaux cycles de stimulation ovarienne afin d'obtenir davantage d'ovocytes.

Pour l'instant, les futurs parents ayant recours à la FIV ne devraient pas se voir proposer des scores de risque polygénique en dehors d'essais cliniques rigoureux. Les associations professionnelles devraient insister sur cette question auprès de leurs membres – comme certaines l'ont déjà fait – et publier des directives sur la manière de conseiller les couples participant à de tels tests, afin d'éviter de leur donner de faux espoirs ou de leur inspirer des peurs excessives quant à la santé de leurs enfants. Des conseillers en génétique doivent être formés à cette fin.

De tels tests exigent un vrai débat de société. Du fait de leur nature complexe, les scores de risque polygénique ouvrent la voie à une évaluation non seulement des risques de maladies, mais aussi de caractères génétiques comme la taille ou l'intelligence. Pour l'heure, on ne connaît pas encore suffisamment la part de l'inné dans ces caractéristiques pour mettre au point des tests pertinents qui permettraient aux futurs parents de sélectionner leurs embryons. Mais ces données ne tarderont pas à être disponibles, et la technologie va évoluer rapidement. Jusqu'où peut-on aller ? Il est grand temps de débattre sur cette question. —

Publié le 21 mars



ÉDITO

SOURCE



NATURE

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 53 000 ex.
nature.com

Depuis 1869, cette revue scientifique au prestige mérité accueille – après plusieurs mois de vérifications – les comptes rendus des innovations majeures dans tous les domaines : de la biologie à la physique en passant par l'astronomie.

360

MAGAZINE

Une leçon de bonheur brut • Cinéma 42
 Le livre, objet de résilience • Culture 44
 Ces conquistadors devenus esclaves • Histoire ... 46

Les pulsations du Tonlé Sap

Le grand lac cambodgien affiche un niveau d'eau historiquement bas, conséquence des barrages sur le Mékong en amont et du réchauffement climatique. Le photographe Calvin Chow a documenté la vie des pêcheurs qui y vivent et en dépendent.



→ Ces Vietnamiens, dont les familles vivent sur le lac depuis les années 1950, ne peuvent s'offrir des équipements de première nécessité, comme des toilettes. *Photos Calvin Chow*





Le photographe

Calvin Chow est né en 1993 à Singapour. Il a grandi et vit encore dans une maison au cœur d'une réserve naturelle. Après ses deux ans de service militaire obligatoire, il étudie le journalisme. Mais il se rend compte qu'il préfère le langage photographique et qu'il est trop investi dans ses sujets pour se prétendre journaliste. Son travail se situe aujourd'hui entre la photographie artistique et la photographie documentaire. Central dans son travail, le thème de l'eau lui permet de "créer un pont qui unit toute l'Asie du Sud-Est". Il a déjà été publié dans *Libération*, *Nowness Asia* ou *The Straits Times*.

← Des filets de pêches sont suspendus à un arbre mort.



Chaque année, le lac Tonlé Sap s'emplit puis se vide en partie dans le fleuve Mékong. Sa taille et les pulsations de son système naturel de rechargement par courant inversé lui valent le surnom de "cœur du Cambodge".

À la fin de 2021, à la saison où le Tonlé Sap est censé être à son plus haut niveau, le photographe singapourien Calvin Chow a navigué seize jours sur les quelque 14 000 km² d'eau du lac. Il a rencontré les habitants des villages flottants qui le bordent. Et documenté son déclin progressif: "Je ne suis pas allé le voir quand il a atteint son niveau d'eau le plus bas, mais quand ce phénomène est devenu récurrent."

En 2019, la sécheresse provoquée par le phénomène climatique El Niño avait porté un coup aux communautés de pêcheurs qui vivent et dépendent du lac. Depuis, le niveau d'eau de ce qui fut l'une des pêcheries les →40

← Calvin Chow a photographié le lac "comme un être vivant".



39 ← plus productives du monde baisse. Le réchauffement climatique n'est pas seul en cause. La multiplication des barrages hydroélectriques chinois, thaïs et laotiens affaiblit le débit du Mékong, censé emplir le lac de poissons à la saison des pluies. Et la surpêche sévit elle aussi.

Sur un petit bateau équipé d'un moteur de voiture, Calvin, son conducteur et son traducteur ont donc sillonné les forêts inondées et quelques-uns des 170 villages flottants du Tonlé Sap. Les habitations étaient souvent cachées derrière les arbres auxquels les bateaux-maisons sont amarrés. *“Nous avons passé tellement de temps à chercher ces villages, se souvient le photographe, qui souhaitait saisir les interconnexions de cette nature et du million de personnes qui en dépendent. Au bout du compte, les gens sont heureux sur ce lac, c'est là qu'ils veulent vivre.”*

Les communautés de pêcheurs sont composées de trois grands groupes, poursuit Calvin. Des Cambodgiens bouddhistes, des immigrants vietnamiens *“souvent catholiques”* et installés là depuis plusieurs générations, et des musulmans de la minorité Cham. Mais les poissons se raréfient et sont de plus en plus petits. Un manque à gagner pour les habitants, qui s'endettent et doivent parfois aller vivre sur la terre ferme, lorsqu'ils disposent des papiers nécessaires. Pour certains, l'eau potable est devenue une ressource inabordable. Ils sont ainsi forcés de boire l'eau marron du Tonlé Sap. S'il constitue pourtant le plus grand lac d'eau douce d'Asie, y étancher sa soif est dangereux - de nombreux habitants ne disposent pas de toilettes et doivent se soulager dans cette même eau.

L'avenir du Tonlé Sap est trouble. En 2020, le site d'information *The Diplomat* regrettait déjà le rôle timoré de la Commission du Mékong, l'organisation intergouvernementale créée en 1995 par le Vietnam, le Laos, la Thaïlande et le Cambodge. *The Diplomat* lui reprochait d'accumuler les données sur le débit du fleuve et le déclin des ressources en poissons sans jamais inciter les pays membres à limiter la construction de barrages. *“Si rien n'est fait, dans dix ans, il n'y aura plus de poissons”*, confirme le photographe.

— Courrier international



↗ Des serpents d'eau, pêchés pour être mangés.

↑ Une famille de la communauté Cham démêle ses filets.



↑ Vue depuis une église du village flottant de Kampong Luong.

← La glace que casse ce vendeur servira à conserver les poissons pêchés.



← Dans une maison flottante.



↑ Séance de coiffure en famille.



← Les coupes de bois clandestines et les incendies, plus fréquents avec l'allongement de la saison sèche, menacent cette forêt, où frayent les poissons.

plein écran. 

Une leçon de bonheur brut

Dans *L'École du bout du monde*, en salle le 11 mai, le Bhoutanais Pawo Choyning Dorji met en scène un instituteur contraint d'aller enseigner dans un village reculé de l'Himalaya.

—The Indian Express (extraits)
Bombay

Pawo Choyning Dorji a d'abord voulu étudier la politique et la gouvernance. Puis il a décidé de suivre une formation pour devenir moine. C'est alors que le cinéma lui est tombé dessus. Son premier film, *L'École du bout du monde*, a valu au Bhoutan une première nomination aux Oscars [dans la catégorie du meilleur film étranger, en mars 2022].

L'École du bout du monde est une histoire de résilience. Un film qui oppose réalité contemporaine et sagesse ancienne. Il s'ouvre sur une juxtaposition, un présage. Dans les hauteurs des montagnes [de l'Himalaya], une femme fredonne *Yak lebi lhadar*, un chant d'éleveurs de yacks qui parle de séparation et de sacrifice. En ville, une grand-mère essaie de tirer de son sommeil son petit-fils Ugyen, vêtu d'un tee-shirt [avec l'inscription] *Gross national happiness* ["Bonheur intérieur brut", un indice élaboré par le Bhoutan pour évaluer le bien-être de sa population].

Le sommeil du jeune homme est à la fois littéral et métaphorique. Pour qu'un réel éveil puisse se produire, Ugyen, qui exerce le métier d'enseignant, devra amorcer un voyage intérieur qui l'obligera à la fois à plonger en lui-même et à découvrir son pays.

Ugyen, joué par Sherab Dorji [sans lien de parenté avec le réalisateur], rêve de l'Occident, et notamment de la lointaine Australie. Un an avant la fin du contrat de cinq ans qui le lie au gouvernement, il est muté dans l'un des endroits les plus reculés du monde: le hameau de Lunana, sis au beau milieu des pics enneigés. Là, ses élèves, dont l'électrique Pem Zam, lui disent qu'"un enseignant tutoie l'avenir". Aspirant à mener des vies différentes, à devenir autre chose que des éleveurs de yacks ou des cueilleurs de cordyceps, ils

répètent après lui l'alphabet dzongkha [une langue sino-tibétaine, langue officielle du Bhoutan].

Le mouvement de l'objectif pendant l'ascension qui mène Ugyen au village reflète son cheminement spirituel. Réalisés caméra à l'épaule, les premiers plans sont saccadés et serrés. On veut montrer que le personnage "est perdu, incertain de lui-même, de ce qu'il veut et de la place qui est la sienne. Les plans commencent à se stabiliser une fois qu'il arrive au sommet", explique Pawo Choyning Dorji. Et ce n'est que lorsque Ugyen accepte d'être l'enseignant que le village attendait que la caméra est posée sur un trépied.

Filmée à l'aide de batteries alimentées à l'énergie solaire [Lunana n'est pas raccordé au réseau électrique], *L'École du bout du monde* a été tournée avec des acteurs non professionnels et des villageois qui n'avaient jamais vu un seul film. Pour eux, la caméra aurait aussi bien pu être un yack, animal qui joue d'ailleurs un rôle clé dans le film [une bête est offerte à l'instituteur pour qu'il utilise le fumier comme combustible].

La salle de classe, symboliquement, protège le yack, qui représente la pureté, l'endurance, le courage, la persévérance, la générosité et la sagesse ancienne – des qualités dont Ugyen ferait bien de s'inspirer. "J'ai dit aux gens du coin que je voulais qu'il y ait un yack dans la classe. Ils n'avaient jamais rien entendu de tel, se souvient le cinéaste. Les yacks ne sont pas des vaches; ce sont des animaux semi-sauvages. On a dû abattre un mur de la classe pour faire entrer Naka (appelé Norbu dans le film), la star du film, un yack qui, parce qu'il était vieux et à moitié aveugle, était particulièrement doux

Les villageois qui jouent dans *L'École du bout du monde* n'avaient jamais vu un seul film.



et coopératif. Il est mort après la fin du tournage, mais il continue de vivre grâce au film."

Sorte de fable bhoutanaise, *L'École du bout du monde* raconte une histoire universelle, et sa magie réside dans le fait que, "dans sa simplicité, il célèbre un trait humain universel, celui qui nous pousse à rechercher une appartenance, un chez-soi". Pawo Choyning Dorji entraîne le protagoniste de son film dans un voyage intérieur, avec l'intention de mettre en évidence le fait que le bonheur n'est pas à chercher ailleurs, qu'il réside en réalité dans le contentement.

Le jeune cinéaste s'est souvent entendu dire qu'il devait être "un homme très heureux", car il vient du Bhoutan, un pays qui mise sur le bonheur national brut. Il dit: "Dans *L'École du bout du monde*, j'essaie de montrer ce que vit le Bhoutan, l'exode des jeunes, des enseignants, qui, attirés par le faste et le charme de l'Occident, émigrent en masse dans des pays comme l'Australie. J'ai appris qu'il y avait environ 4000 ou 5000 Bhoutanais à Perth et à Sydney. Ce serait peu si on parlait de l'Inde, par exemple, mais, pour un pays comme le Bhoutan qui abrite moins de 800 000 habitants, c'est beaucoup. Le secteur qui perd le plus de travailleurs est celui de l'enseignement [alors même qu'il est valorisé et offre de bons salaires]. Je ne dis pas aux enseignants qu'ils ne devraient pas partir, qu'il y a tant de beauté ici: je leur dis de poursuivre leurs rêves, mais de chanter leurs propres chansons où qu'ils soient dans le monde."

Ni télévision ni internet. Né [en 1983] à Darjeeling, où son père, un diplomate, s'était expatrié depuis le Bhoutan, Pawo Choyning Dorji a été éduqué dans plusieurs pays et cultures: il a vécu en Inde, au Bhoutan, en Suisse, aux États-Unis, au Moyen-Orient, et il partage aujourd'hui son temps entre Taïwan, le Bhoutan et l'Inde. Il a lui-même déjà considéré la tradition et la culture bhoutanaïses comme dépassées, archaïques, mais il confie avoir été

"époustoufflé" par les rencontres qu'il a faites dans ce pays: un père aux pieds nus calleux et craquelés marchant dans la vallée de Bumthang, où le climat est glacial, aux côtés de son bambin qui, lui, portait des bottes de pluie; un éleveur de yacks qui, sans rien savoir du réchauffement climatique, établissait des liens entre la fonte des neiges couvrant les sommets et la disparition de certains animaux du Bhoutan, comme le mythique lion des neiges – disparition qu'il attribuait à "l'avarice et à la surconsommation humaine".

"J'ai voulu faire de ce film une référence pour les Bhoutanais de demain."

Pawo Choyning Dorji,
CINÉASTE

Le film se fait l'écho de ces histoires. "Nous avons été le dernier pays du monde à avoir la télévision et Internet. Notre pays s'isolait lui-même pour préserver et protéger la culture et l'identité nationales. J'avais 13 ans quand la télévision est arrivée au Bhoutan. C'est devenu un symbole de statut social. Les gens vendaient leurs vaches et leurs yacks pour acheter des postes, qu'ils plaçaient chez eux dans des sortes de sanctuaires et auxquels ils faisaient des offrandes de fleurs et d'encens. Les habitants locaux avaient ainsi un aperçu du monde extérieur, de ce qu'il y avait au-delà des montagnes du Bhoutan, et ils voulaient chanter, s'habiller et être comme les 'étrangers'. Ça a ébranlé le fondement même du 'sentiment de contentement'", explique le réalisateur.

Née il y a une trentaine d'années, l'industrie cinématographique bhoutanaïse est un terreau fertile pour les films musicaux inspirés de l'histoire de Roméo et Juliette et des productions de Bollywood. Mais elle est si petite que, jusqu'à ce que Khyentse Norbu connaisse un certain

↙ Une scène du film
L'École du bout du monde.
Photo ARP Distribution



visionner les rushes de la journée [ce n'est que deux mois plus tard qu'il a pu voir les épreuves de tournage]. Nous mangions des légumes séchés et la viande à la saveur âcre que notre hôte faisait sécher dans la cuisine. Nous préparions le feu avec de la bouse de yak. Nous avons pris une seule douche en deux mois. Nous ne pouvions pas passer de coups de fil ni naviguer sur les réseaux sociaux. Les membres de l'équipe tombaient malades les uns après les autres... C'était loin d'être facile, mais l'expérience montre qu'il ne faut pas abandonner, que si tu crois en ton histoire tu dois faire tout ce qui est en ton pouvoir pour la partager avec le monde", raconte-t-il.

Danse sur TikTok. Le réalisateur était malgré tout partagé, car il craignait que son projet rende les habitants et la vallée de Lunana vulnérables aux forces extérieures.

Mais le changement est inévitable. Le dernier jour du tournage, alors que l'équipe se préparait à plier bagage, un groupe d'employés de l'État est arrivé à Lunana pour y installer des tours de télécommunication. Et le réalisateur a récemment reçu de Pem Zam, la vedette du film, aujourd'hui âgée de 12 ans, un message Facebook et une vidéo de danse sur TikTok. "En tant que réalisateurs, nous avons la responsabilité de raconter l'histoire de notre époque, de notre culture, de notre peuple. J'ai voulu faire de ce film une référence pour les Bhoutanais de demain, conclut-il. Je voulais qu'ils sachent à quoi ressemblait Lunana avant l'arrivée des routes et du téléphone, avant que les histoires, les chansons, la pureté et l'innocence ne se perdent."

—Tanushree Gosh
Publié le 20 février



DANS NOS
ARCHIVES

courrierinternational.com

Au Bhoutan, une nouvelle vague de réalisateurs

En 2019, le quotidien indien Mint présentait la nouvelle génération de cinéastes bhoutanais, tous autodidactes et décidés à s'affranchir de l'influence de Bollywood. Parmi eux, Khyentse Norbu, le maître de Pawo Choyning Dorji. Retrouvez cet article sur notre site.

succès avec les films *La Coupe* et *Voyageurs et Magiciens* [sortis en France en 2000 et 2004], les cinéastes indépendants n'imaginaient même pas faire des films de calibre international.

"C'est grâce à Norbu que je suis devenu réalisateur", confie Pawo Choyning Dorji. Khyentse Norbu [qui était moine et vers qui le jeune homme s'était tourné quand il avait dans l'idée d'entrer dans les ordres] a pris le jeune homme sous son aile et lui a enseigné les trucs du métier. Il lui a montré comment raconter des histoires une caméra à la main. Il en a fait son assistant pour le tournage de *Vara*. *A Blessing* (2013) [inédit en France] et son producteur pour *Hema Hema. Sing Me a Song While I Wait* (2016) [lui aussi inédit].

Dans l'État du Himachal Pradesh, Norbu a dit à son élève: "C'est fantastique d'être un moine, mais, dans ce monde, on peut faire encore plus de bien à un plus grand nombre de personnes en étant laïc. Imagine que tu puisses avoir la sagesse et la compassion enseignées par le Bouddha sans être limité dans tes actions par les vœux et les habits du moine. Imagine que tu puisses être un président bouddhiste, un avocat bouddhiste, un cinéaste bouddhiste ou un raconteur d'histoires bouddhiste!" Réaction de l'intéressé: "Ça m'a encouragé à poursuivre dans la voie du bouddhisme et à raconter des histoires. Dans ma langue, quand on demande à quelqu'un de nous raconter une histoire, on dit 'Défais un nœud pour moi'. Il y a quelque chose de libérateur dans l'acte de raconter, quelque chose qui nous entraîne plus haut."

L'amour des histoires a conduit le jeune homme à Lunana ("Vallée sombre", en langue dzongkha), un hameau de 56 habitants situé à 4800 mètres d'altitude. Pour se rendre au village, où il n'y avait pas encore l'électricité, il a fallu marcher pendant huit jours. "Sur place, on avait une seule caméra et aucun appareil d'éclairage. Le soleil n'était pas assez fort pour recharger les batteries et

Critique

UN FILM QUI FAIT DU BIEN

"Les histoires de maîtres d'école parachutés en province sont généralement à double sens : les enfants apprennent et progressent, les enseignants se voient inculquer une leçon de vie", prévient **The New York Times**. *L'École du bout du monde* ne déroge pas à la règle, avec son instituteur dépêché contre son gré dans un village de l'Himalaya. Il y a aussi, bien sûr, deux façons d'apprécier ce genre de fable. Le quotidien new-yorkais juge l'intrigue "gentiment efficace", mais un brin scolaire : c'est "une tentative de mettre en images le concept de bonheur national brut que le Bhoutan a inventé", écrit-il. D'autres, comme le magazine **Variety**, apprécient un long-métrage qui "fait du

bien" et nous transporte dans une contrée méconnue. "À l'ère du Covid, ce film défendant un mode de vie simple, fondé sur l'entraide, avec des enseignants admirables, résonne plus fort que jamais", écrit le site spécialisé **The Wrap**. "Nous avons tous vu des films catastrophes où une pendule, au mur, livre le compte à rebours. *L'École du bout du monde* est peut-être le premier film qui fournit des indications d'altitude, s'amuse **The Wall Street Journal**. Et c'est certainement le tout premier à mettre en scène un yak qui rumine paisiblement dans une salle de classe, pendant que les élèves apprennent leurs tables de multiplication. C'est très plaisant, de bout en bout."

Un thriller d'espionnage implacable. ★★★★★ PREMIÈRE





Le livre, cet étrange objet de résilience

Sa mort a été mille fois annoncée depuis le lancement des premières liseuses à la fin des années 2000. Pourtant, le livre papier continue de voir ses ventes augmenter dans de nombreux pays. À quoi tient sa résistance ?

— **Financial Times** (extraits) Londres

Les allées de l'Olympia [le palais des expositions de Londres] bruisaient à nouveau de vie au début du mois d'avril. Après avoir été annulée deux années consécutives pour cause de pandémie, la London Book Fair [la Foire du livre de Londres] était de retour "en présentiel". Des milliers d'éditeurs, d'agents, de découvreurs de talents – et quelques auteurs – du monde entier s'y sont retrouvés pour négocier, débattre, signer des contrats ou babiller.

L'atmosphère était guillerette: après une année 2020 record, les ventes de livres sur les marchés des principaux pays développés ont poursuivi leur envolée en 2021.

Comme souvent, les éditeurs y trouvaient cependant encore matière à se faire du mouron. Dans un contexte de pénurie de papier et de main-d'œuvre, les imprimeurs, de moins en moins nombreux, ont eu du mal à répondre à la hausse de la demande l'année dernière, amenant les grandes maisons d'édition à reporter certaines sorties.

Nonobstant ces difficultés, tout porte à croire que nous continuerons, comme avant, à acheter et à lire des livres. Les raisons de cet optimisme sont exposées dans trois ouvrages récents, qui expliquent pourquoi la bonne vieille technologie papier résiste contre vents et marées.

Dans *How Words Get Good* ["Les Secrets d'un bon livre", inédit en français],

Rebecca Lee retrace ainsi le cheminement d'une idée, "de l'esprit de l'auteur aux yeux du lecteur". Directrice éditoriale au sein de [la maison d'édition britannique] Penguin Books, elle nous fait pénétrer dans les coulisses de la fabrication d'un ouvrage papier.

Son livre regorge d'anecdotes qui feront le bonheur des amateurs. Ainsi des errata qui coûtent un bras, comme

les 20 000 exemplaires tirés de *The Importance of Being Ernest* [au lieu de *The Importance of Being Earnest* – *L'Importance d'être constant* en français, un ouvrage d'Oscar Wilde], qu'il a fallu renvoyer à l'imprimerie.

Là où Rebecca Lee se concentre sur le contenu du livre, Emma Smith, dans *Portable Magic* ["Magie portative", inédit en français], démontre avec brio que c'est également la matérialité du livre qui nous enchante. Son apparence informe le lecteur sur ce qui l'attend à l'intérieur – qu'il s'agisse d'un paratexte annonçant un "classique" ou de la couverture coquaine d'un roman sulfureux promettant "un long moment de plaisir".

Professeure à Oxford, Emma Smith emprunte son titre à Stephen King, qui qualifie le livre de "magie portative". Elle démonte le mythe originel selon lequel l'imprimerie serait apparue au xv^e siècle avec la publication de la Bible de Gutenberg, éclipsant injustement ses ancêtres est-asiatiques et islamiques [comme la xylographie, qui désigne l'art d'imprimer avec des caractères de bois]. Ce n'est pas l'apparition de

la presse typographique qui, en permettant la diffusion des ouvrages, a répandu la pratique de la lecture chez les Européens, argumente Emma Smith: si elle est apparue, c'est à l'inverse pour répondre à la demande d'une population qui était de plus en plus nombreuse à savoir lire et écrire.

L'avènement du livre de poche au xx^e siècle a démocratisé la lecture en mettant à la disposition d'une classe moyenne en plein essor des ouvrages à des prix abordables. [En Angleterre], les exemplaires de Penguin se vendaient 6 pence à l'origine – soit le prix d'une pinte de bière ou d'un paquet de cigarettes.

Emma Smith n'a rien à redire au fait que les livres servent à autre chose qu'à la lecture: "brique de yoga, cale-porte, tapette à mouches, herbier, correcteur de posture". Mais tous les lecteurs ne sont pas aussi ouverts d'esprit qu'elle: le landerneau littéraire de Twitter a poussé des cris d'orfraie en voyant un auteur publier des images de livres de poche fendus en deux pour les rendre plus aisément transportables.

Malgré les sombres prophéties qui annonçaient la mort du livre papier avec la sortie du Kindle d'Amazon en 2007, les livres numériques et audio semblent avoir trouvé un modus vivendi avec le livre imprimé. Les designers ont eu beau redoubler d'efforts pour reproduire [sur des liseuses] l'expérience de la lecture d'un vrai livre, les amateurs d'ouvrages électroniques ne retrouvent pas le plaisir sensoriel du papier, en particulier celui de tourner les pages. Et si des parfumeurs ont tenté de recréer l'odeur du livre, le Kindle ne prodigue aucun plaisir olfactif.

De la même manière, Rebecca Lee nous apprend que les "bruits de bibliothèque" passent pour être le "bruit soporifique idéal" et sont très prisés sur Internet – une combinaison enivrante de "pages tournées, de chuchotements, de stylo sur le papier" et de froissements de vestes en cuir. Des études ont montré que, parce que la mémoire est spatiale et que les lecteurs se souviennent de l'endroit où se trouve l'information dans un ouvrage, on retient moins bien les informations lorsqu'on les lit sur un écran.

← Dessin de Beppe Giacobbe paru dans *La Lettura Corriere della sera*, Milan.

Si la matérialité du livre compte, l'endroit qui le recèle aussi. Dans *In Praise of Good Bookstores* ["Éloge des bonnes librairies", inédit en français], Jeff Deutsch affirme que les librairies font bien plus qu'étancher notre soif de lecture. Patron de l'enseigne The Seminary Co-op, à Chicago, l'homme vend des bouquins depuis près de trente ans. Entre-temps, le livre est devenu un produit à prix sacrifiés; Amazon a accaparé près de la moitié du marché du livre papier et plus des trois quarts de celui du livre électronique aux États-Unis. Sur la même période, d'après les données du Bureau du recensement américain, le nombre de librairies a fondu de moitié entre 1998 et 2019.

Pour rester à flot, explique Jeff Deutsch, les libraires ont désormais besoin des marges qu'ils réalisent sur les ventes de "tout un éventail de produits, des chaussettes au café" – ces articles annexes représentant en moyenne près d'un cinquième du stock d'une librairie indépendante. Mais les algorithmes [d'Amazon] ne permettent pas de faire des trouvailles en feuilletant

La hausse du prix du papier est la nouvelle menace qui pèse sur le livre et les librairies.

au petit bonheur: sur les 28 000 titres écoulés dans la librairie de Jeff Deutsch en 2019, près de 17 000 étaient des exemplaires uniques, dont beaucoup n'auraient pas été découverts s'ils n'avaient pas été en rayon, assure-t-il.

Le cri du cœur – mi-désespéré, mi-émervillé – que poussent à l'unisson les lecteurs est qu'il y a trop de livres. Jeff Deutsch estime que la lecture de l'intégralité de son stock actuel de près de 100 000 titres prendrait au moins deux mille ans. Cédant à une habitude appelée *tsundoku* au Japon, bon nombre d'entre nous achètent des ouvrages sans jamais les lire. [L'intellectuelle américaine] Susan Sontag disait de sa bibliothèque qu'elle hébergeait "les archives de [ses] désirs".

L'"extraordinaire longévité" du livre tient, selon Smith, à sa "simplicité technologique". En tant que tel, il devrait survivre. Espérons qu'il en sera de même pour les librairies. Optimiste, le National Purchase Diary [un cabinet de conseil américain] table sur une augmentation des parts de marché du livre papier en 2022 grâce à "un rafraîchissement de l'image [du livre] et de son marketing, à des stratégies qui promeuvent la création de communautés [en ligne], et à des opérations promotionnelles accrocheuses". Les conditionnels [du livre papier] vont visiblement devoir faire beaucoup de bruit pour en maintenir le succès.

— **Mia Levitin**
Publié le 13 avril

histoire. 

L'incroyable histoire des conquistadors devenus esclaves

XVI^e siècle — Amérique

Quand une expédition espagnole venue coloniser la Floride tourne au fiasco, quatre rescapés sont faits prisonniers par les Indiens. Cette expérience va bouleverser leur regard sur les indigènes.

— **Le Temps** Genève

Au printemps 1536, des cavaliers européens arpentent la plaine entre la Sierra Madre et l'océan Pacifique, au nord-ouest du Mexique actuel. Au loin, ils aperçoivent un groupe d'Indiens "pieds nus et revêtus de peaux", pareils à ceux qu'ils traquent. Au lieu de s'enfuir, ceux-ci s'avancent vers eux et l'un d'eux leur adresse la parole dans un espagnol parfait. "Ses cheveux pendaient jusqu'à sa taille et sa barbe couvrait sa poitrine. Sa peau tannée pelait." Il est accompagné d'un Noir. Pour l'historien Andrés Reséndez, cette rencontre marque un point de bascule: le moment où les rapports entre colons blancs et natifs auraient pu changer, de la prédation à la collaboration.

➤ Gravure sur bois illustrant la traversée du grand désert américain par Nuñez Cabeza de Vaca, au début des années 1500. Photo North Wind Picture Archives/Akg

D'un côté, des chasseurs de proies indiennes, de l'autre, les survivants d'une expédition lancée presque dix ans auparavant pour coloniser la Floride. Des quelque 300 hommes partis du golfe du Mexique, il ne reste que quatre rescapés: trois Espagnols – Nuñez Cabeza de Vaca et deux autres nobles – ainsi qu'Estebanico, l'esclave africain de l'un d'eux. Ils doivent en bonne partie leur survie aux Indiens, qu'ils ont fini par considérer comme des êtres humains. "Leur voyage incarne une bifurcation sur la route de l'exploration et de la conquête, un chemin qui, s'il avait été emprunté, aurait pu transformer la brutale prise de possession de la terre et des richesses de l'Amérique par les Européens", écrit Andrés Reséndez [dans *Un si étrange pays. Le voyage extraordinaire de Cabeza de Vaca dans l'Amérique indienne*. éd. Anacharsis].

Il n'en a rien été, et le rapport qu'ont rédigé les trois Espagnols ainsi que la relation que fit Cabeza de Vaca ont été éclipsés par les récits triomphalistes des conquêtes de Cortés et de Pizarro. L'histoire préfère les vainqueurs, et l'expédition de Floride est une succession de catastrophes. À l'origine, la frustration de Pánfilo de Narvaez, un hidalgo rival de Cortés. Pour



explorer les territoires au nord du Mexique qui lui ont été attribués par Charles Quint, il lève une troupe d'environ 600 hommes qui quittent Séville en 1527.

C'est une troupe déjà bien réduite qui se retrouve au bord du golfe du Mexique, sans connaître sa position exacte. Les colons se séparent, une partie prend la mer, ceux-là finiront par rebrousser chemin et rentreront à Cuba, d'où ils étaient partis. Ceux qui tentent la voie terrestre gardent les chevaux et les armes. Leur but est de rejoindre des terres espagnoles au sud du Rio Grande. Ils ignorent que plus de 2500 kilomètres les en séparent. Ils avancent, souffrant de la faim, du typhus, attaquant et pillant au passage des villages de natifs. À bout de ressources, ils décident de manger leurs chevaux et de fondre leurs armes pour fabriquer des outils et construire des radeaux. Ce choix est décisif: les montures et les armes à feu leur assuraient la supériorité sur les Indiens.

Colons cannibales. Le projet de prendre la mer sur leurs radeaux de fortune échoue, et beaucoup d'entre eux font naufrage, dont Narvaez. Les survivants n'ont aucune chance face aux natifs, habitués à négocier avec la nature. Certains d'entre eux, terrorisés à l'idée d'affronter les Indiens, s'isolent et, à bout de ressources, finissent par s'entre-dévorer. Nouveau renversement de perspective, ce cannibalisme indigné les Indiens.

Certains sinistrés se montrent étonnamment hospitaliers et généreux avec les indigènes, d'autres massacrent les intrus ou les font prisonniers. C'est le cas de Cabeza de Vaca, de ses deux compagnons et d'Estebanico, qui passeront des années en esclavage. De leur propre aveu, les Espagnols se révèlent particulièrement inutiles. Incapables de chasser à l'arc et de pêcher, ils sont voués aux tâches féminines: porteurs d'eau et de bois, fousseurs de racines. Ils vivent une vie de semi-nomades, mangeant, comme leurs hôtes, des araignées, des œufs de fourmis,

des salamandres ou se remplissant la panse de noix de pécan ou de coquillages les jours fastes.

Profondément catholiques, les captifs envisagent leur sort comme un martyre qui leur accordera le salut. Ils persévèrent d'ailleurs dans leur projet de convertir les Indiens au cours de leur errance de tribu en tribu. Peu à peu, ces rituels incompréhensibles exercent une fascination sur leurs hôtes et leur statut se modifie: les Indiens les considèrent comme "fils du Soleil" et leur attribuent des guérisons extraordinaires. Les Espagnols finissent par croire en leurs propres pouvoirs et y voient un signe divin.

Quand ils finissent par atteindre la côte du Pacifique, au début de 1536, les quatre hommes sont en route depuis près de dix ans. Ils ont échappé à la mort de manière miraculeuse, parcouru à pied des milliers de kilomètres et noué avec les indigènes des liens qui les ont profondément transformés. Ils arrivent sur des terres colonisées par Nuño de Guzmán, un conquistador cruel, "même au regard des standards sordides caractéristiques de l'irruption de l'Espagne dans le Nouveau Monde", constate Andrés Reséndez. Les quatre survivants promettent à ceux qui les suivent "qu'ils s'emploieront à empêcher leurs compatriotes de tuer ou de réduire en esclavage les indigènes", ce qui ne se réalisera pas, on le sait.

Leur retour en terres espagnoles est amer. Ils pensaient être reçus avec les honneurs et pouvoir instituer un royaume "fondé sur la coopération". On les sépare des Indiens qui les suivent, et ils deviennent de simples pions dans un jeu de pouvoir. Les trois Espagnols finissent par retrouver des situations, chez eux ou en Amérique. Estebanico, qui a joué un rôle important dans les relations avec les natifs, est réduit au statut d'esclave et, promu guide, meurt fléché par des Indiens au cours d'une négociation ratée.

— **Isabelle Rüf**
Publié le 28 mars

Le nouveau site de  Courrier
international

c'est
le jour



et
la nuit

Nouvelle maquette, nouvelle ergonomie, mode sombre...
Et toujours le meilleur de la presse étrangère

www.courrierinternational.com



mgen[★]

GRUPE **vyv**

POUR SON AUTHENTICITÉ

**J'AI
CHOISI
MGEN**

MUTUELLE SANTÉ - PRÉVOYANCE

Marie-José Pérec est engagée avec MGEN pour promouvoir le sport-santé. Authentiquement mutualiste, MGEN rend accessibles les meilleurs soins à tous. Rejoignez-la.

www.vantagelagency - 02395 - Septembre 2021 - © Hervé Thouroude - Document publicitaire n'ayant pas de valeur contractuelle.

MARIE-JOSÉ PÉREC

**TRIPLE CHAMPIONNE OLYMPIQUE DE
400M ET 200M & DOUBLE CHAMPIONNE
DU MONDE.**

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Filia, immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans -75748 Paris CEDEX 15.